

Colloque international
Université de Nice Sophia Antipolis, France
6 - 8 décembre 2007

International Conference
University of Nice Sophia Antipolis, France
6 - 8 December 2007

**NOUVELLES DYNAMIQUES MIGRATOIRES: ACTIVITES REGULIERES ET
IRREGULIERES SUR LE MARCHE DU TRAVAIL EUROPEEN**

***NEW MIGRATION DYNAMICS: REGULAR AND IRREGULAR ACTIVITIES ON
THE EUROPEAN LABOUR MARKET***

Jeudi 6 décembre
Thursday 6 December

Matin / *Morning* (9:00-13:00)

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

Discutants / *Moderators*

Amina HADDAOUI
Alain MORICE

Table des matières / Contents

Migrations irrégulières et « carrières » des sans-papiers algériens dans la Drôme.....	3
<i>Marie-Thérèse TÊTU, LISST - Université Toulouse Le Mirail</i>	
Le trafic du cannabis. Marché et division sociale du travail, la place des migrants au sein de cette économie parallèle : mythes et réalités.....	22
<i>Amina HADDAOUI, LAMES, Université de Provence</i>	
Working and Living Conditions of Irregular Migrants in the Czech Republic.....	39
<i>ČERMÁK, Z., Charles University in Prague</i>	
<i>DZÚROVÁ, D., Charles University in Prague</i>	
<i>ČERMÁKOVÁ, D., Charles University in Prague</i>	
<i>DRBOHLAV, D., Charles University in Prague</i>	
<i>JANSKÁ, E., Charles University in Prague</i>	
<i>LACHMANOVÁ, L., Charles University in Prague</i>	
Le commerce d'exportation de voitures d'occasion entre Bruxelles et l'Afrique.....	55
<i>Martin ROSENFELD, GERME, Université Libre de Bruxelles</i>	
Migration and the informal economy in Milan and Berlin : A comparative sketch of trends and projects of migration.....	71
<i>Carsten KELLER, Centre Marc Bloch</i>	
L'Algérie, terre de mobilités. L'Oranie, passerelle entre Le Sud et le Nord.....	86
<i>Fatima Nabila MOUSSAOUI, Université Abou Bakr Belkaid, Tlemcen</i>	
Le marché de l'emploi chinois en France : l'irrégularité au service de la réussite économique.....	98
<i>AUGUIN Estelle, POPINTER, Université Paris V</i>	

Migrations irrégulières et « carrières » des sans-papiers algériens dans la Drôme

Marie-Thérèse TÊTU, LISST - Université Toulouse Le Mirail
mttetu@aol.com

Résumé / Abstract

Sans négliger la fragilité juridique des migrants irréguliers et les formes d'exploitation dont ils sont l'objet, l'intention de cette communication est d'approcher à partir de leurs parcours et de leurs expériences quelques caractéristiques du marché de l'emploi des sans-papiers dans la Drôme mais également les stratégies et les ressources qu'ils mobilisent.

Le suivi d'une soixantaine d'Algériens en situation irrégulière pendant trois ans de 2001 à 2004, la reconstitution de CV « informels », montrent ainsi les différents secteurs économiques qui ont recours à leur travail mais également les « carrières » que suivent et tentent de construire les migrants.

Nous ne sommes plus dans la configuration post fordiste de mobilisation de la main d'œuvre étrangère mais nous ne sommes pas seulement dans la mise au travail d'un volant de travailleurs irréguliers. Le travail irrégulier d'une partie des migrants est perçu comme un moyen provisoire, une période, un passage dans un parcours migratoire pour gagner de l'argent en attendant d'obtenir des papiers, des droits au séjour et/ou à la circulation. Ce passage, auquel ils sont contraints pour survivre en l'absence de statut et de droits, est prévu pour ne pas durer plus qu'il ne faudrait et se négocie entre contraintes et possibles.

Il apparaît ainsi qu'ils cumulent plusieurs activités souvent saisonnières dans des secteurs différents tels que l'agriculture, les services à la personne (mécanique, coiffure, ménage, rénovation de logements, jardinage, réparations), la restauration, le bâtiment, le commerce.

Le recrutement qui dans ce cas ne passe pas par des filières joue sur des besoins, des relations de connaissance, sur l'ancienneté, sur la cooptation, sur des compétences relationnelles. Il peut également passer par le recours aux liens familiaux ou d'origine commune. L'économie de la précarité (récupération, réparation, revente) et les liens avec l'humanitaire ou l'action sociale offrent également des créneaux d'activités et des « compléments de salaires ».

Les rapports de travail varient entre exploitation, domination, obligation et négociation de réciprocités.

Des modes d'organisation ou de coopération collectives, de mises en commun ou d'acquisition de compétences sont mises en œuvre entre « sans-papiers » et dans les différents mondes avec lesquels ils interagissent.

La régularité ou l'irrégularité de leurs activités, de celles de leurs employeurs ou du statut sous lequel ils les embauchent connaît d'importantes variations et évolue souvent dans une zone de flou, de non dit. A la différence de zones d'exploitation intensive de main d'œuvre étrangère au noir, l'irrégularité des activités ou de l'emploi de migrants est pratiquée sans être vraiment organisée. Les annonces médiatiques ou des contrôles périodiques suffisent à maintenir une peur latente, une méfiance continuelle sans enrayer complètement le phénomène.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie *Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy*

Cela nous autorise à nous interroger sur les conjonctions et disjonctions qui existent entre formalité et informalité, exploitation de travailleurs sans statut juridique et parcours migratoires contemporains.

Sans négliger la fragilité juridique des migrants irréguliers et les formes d'exploitation dont ils sont l'objet, l'intention de cette communication est d'approcher à partir de leurs parcours et de leurs expériences quelques caractéristiques du marché de l'emploi des sans-papiers dans la Drôme mais également les stratégies et les ressources qu'ils mobilisent.

Nous proposons de prendre les parcours de migrants irréguliers comme objet d'analyse des processus à l'œuvre d'informalité, de flexibilité, de précarité mais également comme indicateurs de ce que l'on peut appeler la construction de carrières dans des situations d'irrégularité de travail et de séjour. L'intention est donc de prendre en considération la capacité d'agir, de prendre des initiatives de cette catégorie d'acteurs en interaction avec d'autres groupes d'acteurs et de voir ce que cela contribue à révéler et/ou à produire.

Introduction

Cette recherche part de l'hypothèse commune à de nombreuses recherches qui mettent en question la vision cloisonnée de deux économies dites parallèles, l'existence d'un secteur informel et qui souligne au contraire les porosités.

Le contexte

Des chercheurs (Lautier 1991, Morice 1991, Terray 1999) ont montré l'interdépendance entre les diverses formes de l'économie informelle et les institutions légales qu'il s'agisse du marché et de l'Etat. Des chercheurs américains s'intéressant aux activités économiques des migrants (Portes, Castells, Sassen, Waldinger) constatent une expansion de l'informel sous de multiples formes et dans toutes les sociétés, ainsi que ses imbrications avec l'officiel. Les organismes internationaux du travail reconnaissent le développement rapide de cette économie, y compris dans les pays industrialisés.

Les transformations des économies officielles et les politiques des Etats, selon certains auteurs n'y seraient pas pour rien. Pour S. Gudeman (1999, p. 145), « *les frontières des acteurs du marché sont poreuses, bougent et disparaissent. Les unités se chevauchent et se fragmentent, les différents modes organisationnels se conjuguent et se confrontent tout à la fois* ». Cependant, nous partageons l'affirmation de C. Dufy et F. Weber (2007, p. 83) qui soutiennent que l'Etat joue un rôle dans l'établissement des frontières entre marché (légal ou non), Etat et économie domestique.

Ces transformations de l'économie provoqueraient autant des accroissements des inégalités, l'appauvrissement et l'exclusion de populations, dont celle des sans-papiers, que des possibilités d'activités économiques et de nouveaux marchés. Des recherches récentes d'anthropologie urbaine ou de sociologie économique invitent à revisiter les caractéristiques de l'économie informelle. La notion de « l'enchâssement » de l'économie dans le social développée par Polanyi, particulièrement visible dans

l'informel où l'existence de réseaux sociaux précéderait l'action économique et lui donnerait de nouvelles formes, se complexifierait. Par ailleurs les carrières et les parcours des sans-papiers montrent à la fois les conjonctions entre les politiques des Etats et certaines pratiques économiques, les passages et les articulations entre formel et informel, légal et illégal, mais également le recours à des réseaux sociaux pour assurer sa survie économique. Quels sont les réseaux sociaux mobilisés, dans quelles circonstances et selon quelles modalités ? Quels rôles jouent la parenté mais aussi les références identitaires, religieuses, culturelles ou le sentiment d'appartenir au même monde ou de partager une communauté d'expérience.

D'une part, les liens de parenté ou de communes appartenances au travers de leurs usages économiques se révèlent comme d'efficaces pourvoyeurs de ressources et modes d'organisation mais ne sont pas dépourvus de rapports d'exploitation. D'autre part, l'usage des engagements relationnels, des rouages du social ne sont pas absents des rapports économiques dans les économies dites officielles et ne se limitent pas à des rapports d'exploitation ou à de seules considérations de compétences et de besoins techniques, professionnels et économiques. Enfin, les réseaux constitués pour répondre à l'insécurité juridique, à la précarité des conditions de vie peuvent devenir ou ouvrir vers des réseaux ou des activités économiques.

Quels sont les usages de ces réseaux et quels types de rapports sociaux s'y pratiquent ? Comment se hiérarchisent-ils, coopèrent-ils ou entrent-ils en concurrence ? Mais aussi, quelles sont les chaînes d'interdépendance qui relient différentes sphères d'activités économiques ou mettent en contact une pluralité d'acteurs et de logiques ? Quelles nouvelles formes d'exploitation cela révèle mais aussi quels besoins économiques, quelles dynamiques à l'œuvre ou potentielles cela fait émerger. Il est question de répondre à ces questions sans entretenir opposition factice entre migrants réguliers ou irréguliers et autochtones, division entre formel et informel, homogénéité idéale du réseau, et sans évacuer l'importance du contexte déterminant, en particulier dans ses dimensions politique et juridique.

Ainsi, les législations limitant les possibilités de migration ou de régularisation en Europe contribuent à maintenir et entretenir les activités informelles et le travail au noir dans des entreprises déclarées ou non, « immigrées » ou non.

Cependant, notre recherche vise à ne pas enfermer les individus sous les seules figures de la victime ou de l'exploité et à ne pas éclipser la capacité d'agir, de prendre des initiatives de migrants « irréguliers » bien présents dans la ville et la société.

Le propos et la méthode

Concernant notre objet d'étude, plusieurs chercheurs (E. Terray 1999, F. Brun 2005, A. Morice, A. Réa 2002) se sont interrogés sur les conditions d'existence et d'emploi des migrants « sans-papiers » en Europe et sur leur place dans l'économie et dans la société. Ils ont montré les contradictions entre des lois qui interdisent le droit au séjour aux migrants et une économie qui a largement recours à leur travail. E. Terray a interprété ce phénomène en terme de délocalisation sur place.

Notre recherche en prenant pour angle d'approche non pas des secteurs définis de l'activité économique recourant à la main-d'œuvre clandestine mais les parcours des individus et leurs « carrières » entend apporter un autre éclairage. Il s'agit de dépasser,

sans les occulter, les seuls rapports de domination et d'exploitation, et de reconnaître d'autres types de rapports sociaux et l'exercice de la capacité d'action et de choix des acteurs, sans nier les contraintes. Et de porter ainsi un regard sur les besoins de la société et de l'économie que révèlent les dynamiques mises en œuvre par les migrants irréguliers.

Nous avons procédé à partir d'une approche du marché de l'emploi des « sans-papiers » dans le département de la Drôme où nous ne sommes pas dans la configuration d'une région d'exploitation intensive de la main-d'œuvre sans-papiers et de la reconstitution de CV d'activités informelles parmi 60 Algériens en situations irrégulières suivis pendant trois ans dans le cadre d'une thèse. L'intention est de considérer ces carrières dans ces situations comme une illustration des processus d'informalisation et de pluralisation des normes dans les sociétés qui interrogent « *les définitions sociales du travail et tendent à les élargir à un ensemble plus vaste des activités humaines qui contribuent à la production du monde dans lequel nous vivons* » (C. Dufy et F. Weber, 2007).

De premiers indices et constats développés dans notre thèse désignaient les caractéristiques de ce que l'on peut appeler la construction de « carrières » (H. Becker, E. Hughes) en situations irrégulières. La carrière est entendue au sens de H. Becker comme l'ensemble des moments de recompositions et de réinterprétations de ses engagements. La carrière ici n'est pas une ligne droite, une évolution continue mais davantage une succession de périodes, de coups, une accumulation d'expériences qui prennent leur sens et se configurent en fonction de situations et de perspectives des individus, en interaction réciproque.

Dans le cas étudié nous entendons dans une première partie signaler les caractéristiques du marché du travail des sans-papiers algériens et de carrières marquées par la pluri activité, le repérage et l'exploitation de ressources et d'opportunités, par des passages dans plusieurs secteurs économiques et l'activation d'une multiplicité de relations sociales et de compétences. Ensuite à partir de deux exemples de CV informels en situations d'irrégularité nous montrerons comment le déroulement de ces carrières semble suivre des modèles particuliers de succession de séquences, de périodes et de coups, configurées par des contextes aux coordonnées multiples dans lesquels elles prennent place, selon des alternances de passages obligés, d'élargissement des capacités à agir et à choisir, d'oscillation et de bifurcation.

1. Les caractéristiques du marché du travail des sans-papiers algériens

Ce marché du travail est envisagé tel que le configure les réalités économiques de nos sociétés et tel que le contraignent les législations relatives au droit de séjour, mais aussi tel que le construisent les sans-papiers en réponse à ces contraintes. Il s'inscrit dans différentes sphères de l'activité économique et est caractérisé par des rapports sociaux qui évoluent entre exploitation et réciprocités, entre soumission et négociation. Face à la flexibilité, à l'insécurité et à la quasi absence de droits de ce marché du travail, les migrants développent des compétences techniques et relationnelles, mettent en œuvre des modes d'organisation, de coordination et de coopération, opèrent des passages entre légal et illégal et enfin pratiquent la pluriactivité.

les différentes sphères de l'activité économique

Au départ, trouver du travail est une affaire personnelle et qui commence souvent par un recours aux liens familiaux ou d'origine commune. Au cours du parcours, l'espace de recherche s'agrandit, des organisations et des formes sociales se développent, des compétences professionnelles s'acquièrent, des périodes se succèdent, des projets se dessinent.

Chaque lieu recèle des niches de travail que les « sans-papiers » s'emploient dans un premier temps à repérer. Et ils commencent par ce qui leur semble le plus facile et ce qui correspond à leurs compétences. Puis, le cercle s'élargit en même temps que s'étend leur répertoire de liens.

Les réseaux « immigrés » : à Romans, la plupart commencent par le travail accessible par les réseaux maghrébins. La récolte de fruits avec les Tunisiens qui louent des terres aux paysans et les exploitent pour leur propre compte. Eux-mêmes finissent par connaître les sans-papiers et viennent les recruter. Les activités dans les entreprises d'immigrés : agent de sécurité auprès d'une société tenue par un Tunisien, sous traitant de grandes surfaces, cuisine, vaisselle et entretien dans les restaurants maghrébins de la ville, métiers du bâtiment ou manœuvre pour des entreprises dirigées par des immigrés.

Des sans-papiers, munis de fausses cartes de résidents, pistonnés par des immigrés d'origine maghrébine dont ils ont fait la connaissance parviennent à se faire embaucher pour les remplacer pendant leurs congés, dans les abattoirs ou sur des chantiers.

Des modes d'exploitation par le bas, où les sans-papiers travaillent avec les papiers et pour le compte d'une relation munie d'un titre de séjour et inscrit aux Assedic, voient le jour. La location de papiers ou le paiement d'une commission, puis le reversement du salaire peuvent conduire à des désaccords. Les dénonciations, sanctionnées par une expulsion immédiate, s'inscrivent comme une pratique encouragée par les administrations de la République française.

Sur le marché et dans les commerces tenus par des gérants d'origine algérienne, des marchands de fruits et légumes, de poulets, ou des épiciers, font travailler un sans papier parce qu'il vient de la même ville, parce que sans se connaître ils ont des amis communs, ou des connaissances dans la famille de l'un ou l'autre. Un coup de téléphone au bled permet de prendre des renseignements et de confirmer le recrutement.

Les réseaux familiaux, de voisinage et les services à la personne : la famille, les amis de la famille puis les connaissances personnelles offrent des possibilités de travail. Les hommes font des travaux de peinture ou de tapisserie dans les appartements. S'ils travaillent bien et pour pas cher, le cercle s'élargit aux voisins, aux amis des voisins, à ceux qui déménagent ou emménagent. Les uns et les autres en parlent et l'information circule. A ceux que l'on connaît moins bien ou aux Français ils proposent de venir visiter « un appartement témoin ». Les femmes font des coiffures à domicile. Elles commencent par coiffer la famille à l'occasion d'un mariage et cela fait tout de suite une publicité gratuite auprès des 200 invités.

Travaux saisonniers agricoles, dans l'hôtellerie ou la restauration : une fois leurs marques prises, les sans-papiers cherchent à utiliser leurs compétences professionnelles, linguistiques et relationnelles quand ils en sont pourvus pour élargir le cercle et les activités. Les hommes font le tour des fermes, des femmes n'hésitent pas à faire le tour des hôtels ou des commerces pour proposer leurs services. Chacun cherche pour soi, mais des formes collectives peuvent aussi se mettre en place pour des échanges matériels et symboliques. Parce qu'on pense que l'on a plus de chance de s'en sortir seul, dans un premier temps, pour des raisons de sécurité et ne pas se faire trop repérer, et enfin parce que les Algériens en particulier dans l'agriculture savent qu'ils ne sont pas très bien vus. Ceux qui ont des voitures font le tour des paysans et proposent leurs services.

Activités indépendantes : quelques uns créent leur propre activité. A Valence, deux sans-papiers font équipe. L'un est mécanicien et l'autre affable et sociable se charge du commercial. Ils trouvent en partie leur clientèle sur un marché d'hommes où l'on peut les trouver déambulant dans le marché ou à la terrasse des cafés. Ils se chargent en particulier des voitures des saisonniers agricoles, mais leur réputation s'est étendue au-delà de ce cercle. Ils connaissent bien les casses, les vendeurs de pièces et s'occupent également des contrôles techniques. Et ce n'est pas leur seule activité. L'un est allé l'été dernier faire la sécurité au festival de Nyon en Suisse. Sinon il fait les fruits, la mécanique avec son « associé » et s'est même fait embaucher comme cariste dans une entreprise avec ses faux papiers.

L'économie de la précarité et de la récupération : l'économie de la précarité qui se développe en France fournit aussi des « compléments de salaire ». Les Algériens qui maîtrisent certaines compétences des pays du tiers monde s'y retrouvent en terrain connu. La récupération, réparation et revente des « déchets » de la société de consommation, produits alimentaires, électroménagers, de télécommunication, ménagers ou vestimentaires est un créneau exploité.

Réseaux caritatifs, religieux et associatifs : ces réseaux sont au départ activés pour répondre à d'autres besoins. Ils sont sollicités pour des besoins de logement, de vêtements, de nourriture, de santé, de soutien juridique. Mais ils peuvent ouvrir à partir de relations interpersonnelles ou plus individualisées vers des offres d'activités économiques.

Des rapports sociaux entre exploitation et réciprocités, entre soumission et négociation

Concernant les rapports de travail entre originaires, nous rejoignons les analyses de chercheurs américains ou italiens. A la passivité, soumission et nécessité de populations fragilisées, M. Ambrosini oppose que « *l'économie informelle se fonde sur des réseaux de relation informels, imprégnés d'éléments qui dépassent les rapports de travail et impliquent des rapports amicaux, familiaux et communautaires* ».

Enfin employeurs et employés auraient une position interactive faite de convergence d'intérêts et de logiques. Pour A. Portes (1995) les activités informelles

seraient tout autant réglementées que les activités formelles par des pressions normatives au travers des réseaux ethniques. R. Waldinger a analysé dans les chaînes générées par l'économie ethnique des échanges de l'irrégularité du rapport au travail par des compensations (assistance, relations, formation ou espoir de s'associer au patron ou de s'installer à son compte). Un phénomène également analysé en Italie autant dans le cas des emplois de service que dans le marché interne à la communauté immigrée où les relations seraient un mélange varié d'exploitation et de protection, de sous salaires et d'appui pour la régularisation du séjour, de soumission et d'espoir de promotion.

Nous avons relevé dans les rapports entre migrants réguliers et irréguliers toute la gamme des relations sociales qui vont de la dette aux obligations familiales, de l'entraide aux intérêts réciproques, de l'exploitation à l'échange de services ou à la négociation. Mais les « irréguliers » ne sont apparus rarement entièrement prisonniers de ce seul marché du travail qui peut être passager ou complété par d'autres. Et nous avons constaté que les « affaires » durent plus longtemps quand l'accord a été passé d'homme à homme, à la suite d'une relation non pas de domination mais d'entente mutuelle, ou d'intérêt réciproque.

Avec les autres employeurs et en particulier dans le travail agricole, ce sont souvent les sans-papiers qui démarchent leurs employeurs et les relations de travail dépassent souvent les seuls rapports patrons-employés, exploités-exploiteurs. Ils essaient de nouer des relations personnelles « privilégiées » avec « leur patron » pour entrer dans son carnet d'adresses. Ils essaient à la fois de bien travailler, d'être de compagnie agréable, de discuter, de plaisanter tout en étant ferme sur les prix. Face aux paysans qui essaient de les rouler, « *il faut avoir bien fait tes comptes et pouvoir leur dire avec le sourire le tarif du SMIC et la somme exacte de ce qu'ils te doivent* ». Une fois dans la place, ils parraineront et introduiront d'autres sans-papiers. Ce parrainage permet de sceller une union entre des individus qui se choisissent et qui se sentent ensuite redevables, de confirmer une amitié naissante, ou de signer une confiance réciproque. Et on peut en attendre la réciproque. Symboliquement, être en capacité de fournir du travail aux autres apporte une reconnaissance.

Compétences techniques et compétences relationnelles

Enfin, toutes occasions et nouvelles relations dans d'autres milieux sont mises à profit pour trouver du travail. Des liens amicaux avec un policier évangéliste ouvre un réseau de travail, des travaux de jardinage chez un pasteur américain, la construction d'un mur en pisé chez un architecte. « L'adoption » d'un jeune « bien élevé » par un militant catholique charcutier ouvre la piste des services aux personnes âgées et des contacts privilégiés chez des paysans dont il fait profiter des amis sans-papiers. Ainsi, un été, un sans papier a fait embaucher une vingtaine d'autres sans-papiers, ce dont il n'est pas peu fier. Des compétences relationnelles ont permis à un adulte algérien diplômé mais ayant exercé en Algérie de nombreux métiers et parlant parfaitement le français de s'introduire chez un nouveau voisin, propriétaire d'hôtels particuliers à rénover, et membre d'une famille de notables romains, et de lui offrir ses services et compétences. Un garagiste en Algérie a écumé tous les garages de la zone industrielle.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

Il y fait du travail au noir et est reconnu comme un bon mécanicien qui sait réparer avec trois fois rien.

Cet incessant travail relationnel ne doit pas faire oublier que son résultat se compte en heures, en jours, parfois en semaines de travail mais rarement plus. Les rythmes et le nombre de liens sont proportionnels au temps de travail gagné.

Modes d'organisation, de coordination et de coopération

Il peut s'agir de mise en commun de compétences ou de recherche d'acquisition de compétences. Pour répondre à une demande, le maçon contacte celui qui a des connaissances en carrelage. Le jeune électricien de Guelma, venu ici au départ pour se constituer un capital et monter sa petite entreprise en Algérie sans rien avoir à demander à personne, travaille sur le marché. Ca le dépanne financièrement, mais il recherche surtout des chantiers où il pourra apprendre la peinture. « *Il suffit que je vois et que je le fasse une fois pour apprendre. C'est comme ça que j'ai appris la maçonnerie, le carrelage, le plâtre en plus de ma formation d'électricien* ». Le principe est de répondre favorablement à toute demande quitte à proposer le travail à un autre qui sait faire ou à lui demander des conseils et les rudiments du métier.

Des stratégies de recherche d'emploi individuelles et collectives se mettent en place. Certains font régulièrement le tour des agences d'intérim ou de l'ANPE pour relever les annonces et contacter directement les employeurs. Quelques uns montrent leurs diplômes algériens, font des entretiens, appâtent l'employeur en cachant dans un premier temps leur statut d'illégalité. Au mieux, ils arrivent à se faire embaucher au noir, ou ils obtiennent une promesse d'embauche. Des « carrières » se construisent assez rapidement. Untel qui il y a un an avait de la peine à trouver du travail saisonnier dans les champs travaille pour une entreprise de traitement de charpente, d'installation de volets et portes électriques dans des maisons individuelles dont le patron est un fils de pieds noirs qui ont vécu en Algérie. L'entreprise était prête à lui faire un CDI, elle a accepté de le faire travailler au noir, et de lui faire une promesse d'embauche pour la préfecture si besoin. Il a une voiture de fonction et organise lui-même ses chantiers et déplacements. Une jeune fille, technicienne en informatique et employée dans un cybercafé en Algérie, a fait les fruits, puis elle a été régularisée par le mariage. Elle a travaillé comme couturière dans une entreprise sous traitante de la chaussure, puis à Lidl qui voulait lui faire un CDI. Elle a préféré aller travailler chez un pâtissier parce qu'elle veut acquérir des droits aux Assedic pour faire une formation dans son domaine, l'informatique.

Ils développent des stratégies individuelles, du chacun pour soi, et des modes d'organisation ou de coopération collectives, en fonction des possibles, des besoins et des intérêts. Cela prend la forme de parrainage pour l'embauche, de mise en commun ou en complémentarité de moyens matériels, de compétences, des offres de travail et de réponses à ces offres. Enfin des modes de formation ou d'autoformation peuvent se mettre en œuvre. Des activités pratiquées de façon occasionnelle ou dans la famille en Algérie sont approfondies (coiffure, restauration, électroménager, mécanique, bâtiment...). Des formations sont acquises « sur le tas » ou en équipe pour répondre à la demande. Des associations de compétences, le « commercial » et le technicien, la

prise collective d'une commande ou d'un chantier associant des manœuvres à celui qui a déjà fait, sont des occasions de formation

Les passages entre légal et illégal, formel et informel

Pour quelques uns, des périodes ou des besoins d'argent pressants peuvent passer par des activités plus illégales, vols ou vente de produits licites ou illicites.

Notre étude ne fait pas apparaître de filière de recrutement. Trouver du travail est surtout l'objet d'une recherche d'emplois par les sans-papiers eux-mêmes. Ils peuvent être embauchés au noir ou de façon déclarée avec une fausse carte ou une simple carte CMU, que les employeurs le sachent ou non, qu'ils s'en doutent ou qu'ils fassent semblant de ne pas le savoir.

De même, ils subissent de façon invisible la flexibilité du travail, 4 à 5 mois de travail saisonnier par an. Ces formes et contraintes de travail sans protections sociales n'ont finalement pas besoin d'être codifiées, énoncées. Elles ne sont pas forcément mises en œuvre par des filières, des réseaux, des « exploiters » identifiables. Elles s'imposent à un réservoir de personnes qui n'ont pas le choix et qui se proposent d'elles mêmes.

Ceux qui ont des fausses cartes exploitent aussi le filon des associations d'insertion qui ne trouvent plus de clients chez les jeunes chômeurs ou rmistes. Les travailleurs sociaux n'ont qu'à faire comme s'ils ne savaient pas.

La pluriactivité comme réponse à la flexibilité et la précarité

Les sans-papiers tentent de compenser la flexibilité, le travail à temps partiel par des activités dans d'autres secteurs. Il peut s'agir d'une économie de services liés à la personne, au travail à domicile que des populations ne peuvent plus se payer ou délaissés par l'économie publique ou privée. Des petits boulots, des dépannages, des échanges, des services, des récupérations, réparations, recyclages ou reventes qu'ils peuvent trouver ou proposer auprès ou à partir d'associations humanitaires, de cercles religieux, dans des relations d'interconnaissance, dans des commerces forains ou sédentaires ou des petites entreprises.

La recherche d'emploi s'élargit et se diversifie au fur et à mesure, et différentes activités peuvent se combiner. L'agriculture peut se compléter par la coiffure, la couture, la mécanique, le bâtiment, la rénovation, l'électroménager ou le petit business selon les compétences et les relations. Les sans-papiers mobilisent et associent autour du travail autant des compétences techniques que relationnelles, qui ne sont pas séparées les unes des autres.

2. Carrières professionnelles, parcours et négociations

Comment envisager dans le contexte de la migration irrégulière la notion de carrières professionnelles, de parcours et de négociations ? La carrière ici n'est pas une ligne droite, une évolution continue mais davantage une succession de périodes, de coups, une accumulation d'expériences qui prennent leur sens et se configurent en fonction de situations et de perspectives des individus, en interaction réciproque. La carrière est entendue au sens de H. Becker comme l'ensemble des moments de

recompositions et de réinterprétations de ses engagements. Le fil qui oriente les parcours se déroule dans la capacité à réduire les contraintes et à augmenter la maîtrise de ses choix et sa marge de liberté.

La négociation vise à réduire les rapports de domination, de soumission ou d'exploitation, à introduire de la réciprocité à partir de l'asymétrie des relations, à retirer un bénéfice matériel ou symbolique de la situation. C'est un processus qui conduit à construire de nouvelles interprétations ou perspectives qui incorporent, prennent en compte les contraintes de la situation ; à réviser, réorienter son parcours, à lui donner un sens.

Pour analyser ces carrières, je vais donner à titre d'exemples les curriculum vitae de deux « clandestins ».

Ces deux parcours sont singuliers mais ils partagent un modèle type de déroulement de carrières, avec des passages obligés, des séquences, des modes de fonctionnement que l'on peut retrouver chez d'autres. Ils illustrent les compétences qui peuvent être utiles, qui constituent des ressources pour infléchir les contraintes et les rapports de domination.

Le CV de Djamel de 2001 à 2004

Formation et expériences professionnelles antérieures à la migration : Bac +4, policier, comptable dans une entreprise nationale, gérant d'un atelier de soudure, commerçant grossiste de produits alimentaires et épisodiquement beaucoup d'autres métiers.

En France :

- **vendeur dans une boucherie marocaine à Paris XX^e pendant 4 mois où il est logé gracieusement mais pas payé. C'est un algérien originaire de la même ville connu au bled et rencontré à Paris qui l'a introduit. Cet ami est un frère musulman qui était au pays directeur général de grandes surfaces. « Je savais où dormir c'était l'essentiel » résume Djamel.**
- **électricien sur le chantier d'une école à Gennevilliers pendant 6 mois. « Comme je faisais de l'électricité le boucher marocain m'a présenté à son frère gérant d'une entreprise d'électricité. Il m'a fait travailler chez un de ses sous traitants tunisien qui avait un chantier. A la fin le Tunisien a pas voulu me payer ». Depuis il refuse de travailler pour les Tunisiens.**
- **2 passages de drogue en Allemagne avec le Marocain. « Rentré sans passeport ni visa en France, je voulais m'acheter le passeport et le visa pour avoir une preuve de la date de mon entrée parce que je savais qu'un jour ou l'autre j'en aurais besoin et j'ai bien fait. Il me fallait environ 30 000 F. Le Marocain m'a proposé de passer de la drogue. Je me suis dit ou ça passe ou ça casse. Je l'ai fait deux fois et après j'ai dit au Marocain, c'est bon j'arrête là ».**
- **déchargement de camions au Sentier pendant un mois. « J'ai porté des rouleaux de tissus pour les juifs et les asiatiques. Tu te mets dans la rue et t'attends comme tout le monde qu'ils t'appellent quand il y a un camion à décharger. On n'a pas besoin de parler, ça se voit à la gueule si t'es là pour ça ».**

- déchargement de camions à Rungis pendant un mois. *« C'est mon pote qui m'a présenté à un grossiste de légumes, un Français. Mais j'ai arrêté, il y avait trop de flics et j'aime pas rester trop longtemps au même endroit ».*
- dépannage plomberie, électricité et électroménager près de Belleville chez un pied noir. *« C'est toujours le gars du même bled que moi qui m'a présenté. Le gars m'a prêté une voiture de son entreprise et m'a laissé la clientèle des cités HLM. Je gardais l'argent des dépannages. Il voulait m'aider ». « C'est là que j'ai acheté une Alfa Roméo, j'avais même pas d'assurance. Mais il m'est rien arrivé. Après je suis parti à Romans ». « Au début je faisais le tour des paysans et je trouvais rien ».*
- Ramasseur d'abricots à Chateaufort. *« Le paysan m'a embauché avec le jeune Samir que j'ai connu au centre d'hébergement. Il nous a pris au noir. J'ai acheté un vélo à Emmaüs à 2 euros pour y aller. Il nous a payé au Smic ». « Avec l'argent, j'ai acheté en commun avec Samir une 305. Je suis monté à Paris pour nous acheter des fausses cartes de résidents. J'ai ouvert un compte bancaire et j'ai pris une assurance pour la voiture. J'ai laissé le vélo à Oasis (le centre d'hébergement) un autre l'a pris ».*
- Ramasseur de pêches à Beaumont Montoux. *« A l'époque je vivais au squat, j'ai pris avec moi Samir, Aziz et Madgid. On a travaillé avec les fausses cartes. On était payé au Smic ». « Après on a vendu la voiture, Samir voulait récupérer sa moitié ». « On m'a donné une R 21 que j'ai réparée ».*
- camion de frites sandwiches pendant une semaine. *« Ca c'était avec mon cousin. Il m'avait aussi proposé de faire chauffeur pour les vendeurs de nougat l'été en Europe. J'ai pas voulu marcher dans la combine ».*
- Taille de la vigne et vendange à Crest. *« Là c'était avec une fausse carte, on a été payé au smic. La première fois c'est par hasard, je cherchais. Après c'est lui qui m'appelait puis qui me demandait de trouver du monde.*
- construction d'un mur en pisé chez un architecte évangéliste à Miribel. *« C'est par Maria que j'ai trouvé le boulot. Je travaillais avec des Roumains, il nous payait au Smic ».*
- taille de haies chez un pasteur américain. Trouvé par le réseau évangéliste.
- rénovation de maison chez un Canadien et sa femme évangélistes qui venaient d'acheter une maison à rénover. Trouvé par le réseau évangéliste.
- maçonnerie pour l'entreprise d'un Italien et à son domicile. *« Je l'ai connu par un immigré de la Monnaie ».*
- rénovation d'un hôtel particulier à Romans étalée sur plus d'un an. Le propriétaire, d'une famille de notables romains, rénove un hôtel particulier pour en faire des appartements en location. *« J'ai fait l'électricité, la peinture, la plomberie et la rénovation. C'est notre voisin, on l'a connu parce que l'entreprise qui travaillait chez lui a cassé un de nos carreaux, on a discuté, sympathisé et il m'a proposé de travailler pour lui. Il m'a payé plus que le smic et lui c'était bien je faisais les chantiers quand j'avais rien d'autre. Dès que j'avais un boulot ailleurs j'arrêtais et je reprenais après ». Il continue depuis les réparations et divers travaux dans cet hôtel classé.*
- ramassage de l'ail avec une association d'insertion avec une fausse carte. *« J'y suis allé avec Aziz et Madgid. Le problème c'est qu'il fallait y aller tôt et*

ils nous appelaient s'ils avaient besoin de nous ». « Tu pouvais venir pour rien et perdre ta matinée, après le paysan il nous appelait directement pour nous prévenir s'il avait besoin de nous ou pas ».

- maçonnerie avec un pied noir d'Oran. *« On faisait des plateformes, des murs et on montait des échafaudages. J'ai emmené Riff comme manœuvre ».*
- ramassage des abricots avec Riff
- peinture d'un appartement
- récupération d'appareils électroménagers. *« Je les répare, je les donne à Riff et après il les vend entre 10 et 20 euros ».*
- Travail à la régie de quartier de la Monnaie pour obtenir le financement du stage Afpa pendant qu'il est demandeur d'asile conventionnel et avant d'être régularisé par le mariage.
- stage AFPA maintenance industrielle à Marseille de 8 mois.
- rénovation d'un appartement à Marseille dans le même temps.

Ce qu'il tire de ces expériences professionnelles : *« En France, il faut oublier ce que tu as été avant, tes diplômes, tes compétences. Et après, faut pas trop en faire avec les Français sinon ils te prennent pour un esclave. Vaut mieux pas montrer ce que tu sais faire. Quand tu montres à un Français que tu sais faire quelque chose ça le gêne il faut que ça soit lui qui t'apprenne. Il faut que tu montres que tu comprends vite. Ils admettent pas qu'un Arabe, un tiers-mondiste sache faire. Si, j'ai appris une chose, à faire des murs en pisé mais en France il y a du matériel c'est plus facile ».*

A la famille : Djamel envoie régulièrement de l'argent à son père, non pas parce qu'il en a besoin mais parce que ça se fait. Sinon, il aide surtout sa sœur aînée lors de ses tentatives d'installation en France.

CV de Slimane de décembre 2001 à l'été 2005

Au bled il a travaillé à la laiterie de la ville où il fabriquait le fromage. Il a essayé le trabendo avec la Turquie et la Syrie mais ça n'a pas marché.

En France :

- Tapisserie peinture du F5 de son frère qui le loge en échange.
- Tapisserie peinture d'une vingtaine d'appartements chez des immigrés et Français. Au début il ne savait pas les prix et faisait un forfait de 150 à 300 euros, peu à peu il s'est mis aux tarifs.

Pour trouver les clients, c'est le bouche à oreille qui fonctionne.

- Coiffure gratuitement à Oasis au centre d'hébergement pour les sans-papiers. *« Ils avaient pas d'argent, j'allais pas me faire payer ».*
- Vigile 5 mois pour une société de sécurité gérée par un Tunisien au Smic. C'est un ancien sans papier qui l'a introduit. Le dernier mois le Tunisien ne l'a pas payé. Slimane est allé aux prudhommes et le Tunisien a dû lui payer 1000 euros.

- Abricots à Charmes, c'est un ancien sans papier qui lui a donné le n° de téléphone du paysan. Il a proposé à Mohamed qui a une voiture et il a fait embaucher Malika et Noëlle.
- Cerises chez Dominique, c'est Ahmed, un sans-papiers, qui l'a recruté.
- Poires et poivrons à Saint Donat avec Mimoun, un sans papier qui connaissait le paysan et qui avait une voiture.
- vendange à Crest avec carte CMU au Smic. Recruté par Djamel.
- fin 2003 : traitement de charpente 4 mois, payé au smic avec voiture de fonction, cartes essence et autoroute. L'entreprise avait trois associés un Français, un fils de pieds noirs et un Arabe qui a fait embaucher Slimane. Puis, il a remplacé l'Arabe en maladie. Slimane et Malika achètent une voiture. L'été suivant ils sont ainsi plus autonomes pour trouver du travail sans dépendre des autres.
- été 2004, abricots avec le même paysan que l'année précédente qui le charge de recruter le nombre de gens qu'il faut selon les besoins. Mais son exploitation est petite et la saison ne dure pas longtemps, Slimane trouve mieux et le laisse.
- pêches à Chateauneuf, trouvé par un copain.
- pommes, puis kiwi à Pont d'Isère envoyé par le paysan précédent. Il y fait la saison avec Malika dont le paysan connaît la famille.
- été 2005, abricots, pêches, pommes à Chateauneuf avec le paysan de l'été précédent qui le rappelle.

Slimane n'a pas de fausse carte (il ne veut pas s'en procurer), il travaille au noir ou avec la carte CMU, il a toujours été payé au Smic.

A la famille : il a envoyé environ 500 euros (5 mois de Smic en Algérie) et des valises de vêtements. Ce qu'il tire de ces expériences professionnelles : *« l'agriculture je l'aurais jamais fait là-bas. Ici je n'ai pas le choix et ça me rapporte de l'argent. Je peux louer une petite maison, acheter une voiture. Au bled avec un travail comme ça, moi et Malika on ne s'en sort pas. Sinon, la tapisserie, la rénovation de maisons ça me plaît bien ».*

Un parcours à étapes et une succession de périodes

Au départ, la marge de négociation est étroite et ce sont les relations antérieures familiales ou de même origine qui comptent. L'important n'est pas d'accéder à des revenus mais de prendre place et en particulier de se loger. Tous deux travaillent gratuitement en échange d'un abri, Slimane chez son frère, Djamel dans l'arrière salle d'un magasin.

Les possibilités de revenus s'élargissent à partir de ce point d'atterrissage, des réseaux familiaux et d'interconnaissance. Les compétences techniques peuvent alors être exploitées. Et les réseaux relationnels peuvent se diversifier et s'autonomiser de la première sphère. La mise en contact avec le monde des sans-papiers ouvre à d'autres possibilités de travail et d'entraide. Cela permet la connaissance et l'introduction dans des lieux de travail qui emploient les sans-papiers, ou qui fournissent du travail non déclaré. Les relations fonctionnent soit sur le mode de l'entraide, soit sur celui de l'exploitation ou de l'arnaque. La seule marge de

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

manœuvre est de pouvoir compter sur ses liens familiaux, d'amitié et de jouer sur ses compétences relationnelles ou de présentation de soi pour donner plutôt envie d'être aidé que d'être exploité. Les rapports sont d'une grande asymétrie avec un des partenaires qui n'a pas le choix. La négociation a recours à des rapports de force, voir à l'usage de la violence. Les codes, les normes et les règles sont tacites et ne sont pas énoncées. C'est souvent à prendre ou à laisser.

C'est une période à la fois de soumission, d'apprentissage et de prise de repères. La deuxième période consiste à s'affranchir en partie de ce seul système, à se donner un peu plus de moyens de choisir et à acquérir des couvertures, des protections et des moyens d'autonomie.

C'est à ce moment que des démarches juridiques ou administratives sont entamées, qu'une voiture est acquise et que des coups sont tentés.

Djamel tente un gros coup pour pouvoir acquérir des papiers (2 passages de drogue) et sortir de la totale clandestinité. Il opère un changement de localisation, quitte Paris pour Romans, ce qui correspond à un changement de période et de stratégie.

Slimane avec l'aide de nouvelles relations ose les prud'hommes, le droit du travail, pour sortir des rapports de domination et obliger son employeur à la négociation.

La construction d'une carrière

Ensuite, le travail ne se négocie plus uniquement à partir du seul statut de sans-papiers. S'il y a toujours asymétrie des positions, une plus grande réciprocité dans les relations devient possible. La capacité à entrer en relation, à créer des liens, à repérer des ressources et à en créer commence à jouer. Des compétences à traduire des relations sociales en offre de travail s'exercent. Des modes de coopération se mettent en place en achetant des voitures en commun, en échangeant des offres de travail, du travail contre une place dans une voiture pour s'y rendre. La mobilisation de plusieurs réseaux, la personnalisation des rapports avec les employeurs, la diversification des activités permet de choisir un peu plus et de superposer plusieurs sources de revenus.

Les critères peuvent varier : les revenus attendus, la durée du temps de travail, la sécurité, la « qualité » du travail, ou des relations avec l'employeur ou le client.

A cette période, plutôt que de passer d'une activité, d'une opportunité, d'un employeur, d'un milieu à l'autre, l'objectif est d'essayer de maîtriser, d'anticiper et de construire une « carrière ». Cela passe par une compétence à gérer son emploi du temps, son temps de travail et son budget. Savoir à l'avance à quelle période on pourra compter sur tel travail, et les créneaux disponibles pour développer une autre activité, un autre marché, une autre clientèle. Comment économiser en prévision de périodes creuses. Comment combiner deux ou trois activités complémentaires, l'agriculture, le bâtiment et la récupération ; ou l'agriculture, la rénovation intérieure et la coiffure. Certaines activités n'ont pas de but lucratif direct. La coiffure de Slimane sert davantage à rendre service et entretenir le lien, tout comme la récupération d'appareils électroménagers pour Djamel qui poursuit cette activité par habitude, par principe et pour ne pas perdre la main. L'intention n'est pas

d'abandonner un type d'activités, un secteur professionnel pour un autre mais de cumuler, d'entretenir et d'agencer tous les possibles.

D'autre part, la « position professionnelle » change même si elle n'efface pas les rapports d'exploitation. De main d'œuvre disponible et exploitable à n'importe quelle condition, ils sont devenus chercheurs d'emploi. De demandeurs, ils peuvent être demandés par leurs employeurs aussi bien parce que leurs compétences techniques sont reconnues que leurs qualités relationnelles. Et cela ne se joue pas seulement, chez les paysans par exemple, parce qu'ils seraient plus exploitables. Djamel et Slimane n'ont jamais accepté plus d'heures supplémentaires que celles prévues dans le cadre du travail saisonnier, ils se sont toujours faits payer au tarif et ont toujours réclamé leur dû. En revanche, j'ai pu observer chez Slimane sa compétence à séduire les agriculteurs et agricultrices par son humour, ses conversations, ses amabilités, ses remarques et ses suggestions. Ils sont parvenus parfois à devenir des recruteurs d'autres sans-papiers pour le compte de leurs employeurs et les organisateurs d'équipes. Les agriculteurs qui souvent travaillent seuls ne sont pas toujours des meneurs d'hommes, ni très performants en matière de gestion des ressources humaines. Ils ont recours à ces intermédiaires que peuvent devenir les sans-papiers et qui se retrouvent dans la situation de répondre des gens qu'ils font venir. D'autre part, les agriculteurs sont confrontés à des problèmes réels : les réseaux de connaissance mobilisés auparavant pour la période des récoltes ne suffisent plus, les recrutements de gens déclarés deviennent difficiles et aléatoires, ils n'ont plus le temps de gérer les équipes.

Enfin, le sans-papiers qui développe parallèlement sa propre activité, et qui est reconnu pour ses qualités professionnelles peut commencer d'envisager de discuter les prix, d'étendre sa clientèle et de négocier avec elle.

Une fois régularisés, si les sans-papiers renoncent à certaines activités, comme l'agriculture, la sécurité ou le travail au noir, qu'ils ne souhaitent plus faire puisqu'ils n'y sont plus obligés, certains n'abandonnent pas toutes leurs activités précédentes, la récupération réparation, ou encore la restauration d'appartements, pour rejoindre de manière exclusive le monde du travail légal salarié.

Les rapports de sens entre travail et argent

Certains travaux sont acceptés et trouvent une valeur par l'argent qu'ils rapportent, les biens de consommation qu'ils permettent d'acquérir. Ceux qui avaient un métier comme Djamel disent qu'en France il faut oublier ce que tu as été en Algérie. D'autres acceptent de faire des travaux qu'ils auraient refusé de faire en Algérie, en particulier dans l'agriculture, et dont ils ne se vantent pas au bled, mais le font parce qu'ils n'ont pas le choix et parce qu'ils rapportent des revenus. Et par ailleurs, il y a moins de honte à faire des travaux agricoles ou la maçonnerie, jugés dévalorisants, à l'étranger que dans son propre pays. Le bénéfice qu'ils peuvent en tirer et les achats de biens, tel que l'acquisition d'une voiture qui n'aurait pas été envisageable au bled, contrebalance la pénibilité ou la sous qualification du travail.

Ce sont des métiers et des travaux dont ils se rendent bien compte qu'ils sont presque les seuls à accepter et ils n'entendent pas les effectuer plus de temps qu'il ne faut. Une fois régularisés, l'idée est d'échapper le plus vite possible aux travaux

agricoles. Certains profitent de leur nouveau statut pour gagner rapidement le droit à bénéficier d'une formation professionnelle. D'autres se débrouillent moins bien et se trouvent confrontés aux seuls emplois qui leur sont accessibles et qui ne sont guère plus valorisants que les travaux agricoles. Certains sont obligés de se contenter des emplois aux abattoirs, dans le ramassage des ordures ménagères ou dans les associations d'insertion, dans les emplois aidés, ou encore les emplois pénibles comme dans la soudure ou l'agro alimentaire en 3/8. L'évaluation est faite selon la formule « mieux qu'avant » qui remplace la formule « mieux que rien ». Le mieux qu'avant dépend du salaire dégagé ou de la stabilité de l'emploi.

Ces carrières ne semblent donc pas suivre une progression linéaire et cumulative et les transferts à l'occasion de changements, en particulier de statut par la régularisation, demandent à être interrogés. Ces carrières relèveraient davantage de la capacité à vivre dans des mondes multiples, à passer des uns aux autres, et de compétences à reconnaître les normes d'usage des différents mondes, à s'y conformer, à les adapter ou à les contourner.

Par ailleurs, des données laissent à penser que ces carrières sont sensibles à d'autres éléments qu'il faudrait prendre en compte et qui invitent à des nuances et des variations selon les profils des migrants (jeunes, femmes, déclassés, revenus du retour) et selon les parcours antérieurs à la migration. Il faudrait envisager le rôle joué dans ces carrières par la présence de membres de la famille en France, d'originaires de la même région, et en particulier le cas des « revenus du retour » (ces Algériens ayant vécu en France, repartis en Algérie et revenus en France).

Conclusions et prolongements

En conclusion, ce travail se veut être un éclairage dans des situations extrêmes d'insécurité, de flexibilité, d'informalité, de précarité et d'illégalité des mutations de différentes formes d'emploi dans les sociétés contemporaines qui ne concernent pas que les sans-papiers. Mais il nous informe également sur les dynamiques mises en œuvre par ces populations pour y faire face et donner du sens à ce qu'elles sont en train de vivre.

Caroline Dufy et Florence Weber (2007), suggèrent que détacher les politiques sociales du travail officiel et les rattacher à une définition plus large du travail permettrait peut-être d'enclencher des dynamiques positives et j'ajouterais de se poser autrement la question des migrations irrégulières. « *Parler des définitions sociales du travail, c'est admettre que les formes légales du travail ne sont que la partie émergée de l'iceberg : un ensemble plus vaste d'activités humaines contribue à la production du monde dans lequel nous vivons, et à la reproduction des individus et de la planète* ».

Dans ce sens cette recherche ouvre plusieurs pistes à partir de l'observation, de la connaissance et de l'analyse de ce marché de l'emploi.

Il révèle des besoins non satisfaits ou non solvables, des activités qui ont des difficultés à trouver de la main-d'œuvre, ou dont la viabilité économique est liée à l'emploi irrégulier, ou encore dont les logiques sont hors salariat.

Les emplois du temps, techniques de recrutement, d'apprentissages, de coopérations ainsi que la construction de carrières par les individus eux mêmes, au delà de et malgré leur statut d'irrégularité dans ce cas, peut informer des compétences et des dynamiques mises en œuvre par les individus et les groupes confrontés à la précarité ou à l'insuffisance de droits.

La dynamique de ces carrières au-delà des parcours individuels et biographiques éclairent des dimensions et des processus sociaux et spatiaux qui jouent comme ressources individuelles et collectives et qui en font des carrières sociales et non pas seulement professionnelles ou économiques. Les croisements et les interactions entre et à l'intérieur des mondes sociaux mis en contact dans l'activité multiforme des migrants irréguliers les dotent de relations et de compétences sociales et en font, malgré leur statut, des acteurs de la vie sociale et économique de et dans nos sociétés.

Regarder les activités économiques des migrants sous cet angle ne nous conduit pas à faire l'économie d'une réflexion sur les statuts et les droits qui devraient protéger les individus mais à donner des éclairages et des éléments d'analyse qui pourraient contribuer à en renouveler le questionnement en d'autres termes.

Références bibliographiques

Ambrosini M., (1999), "Travailler dans l'ombre. Les immigrés dans l'économie informelle", in *REMI*, vol. 15, n° 2, p. 95-121.

Battegay A., (2003), "Les recompositions d'une centralité commerçante immigrée : la Place du Pont à Lyon" in *REMI*, vol. 19, n° 2, p. 9-22.

Becker H., (1985), *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance*, Métailié, Paris.

Bense Ferreira-Alves C., (2006), *Précarité en échange. Logiques du charisme dans le monde du travail*, Aux lieux d'Etre, Paris.

Brun F., (2005), « Sans-papiers en Europe : une exclusion en trompe-l'oeil », communication au colloque *Sans-papiers et institutions : regards croisés* organisé par le Centre interdisciplinaire de recherche comparative en sciences sociales 29 et 30/09/2005.

Boltanski L., Thévenot L., (1987), *Les économies de la grandeur*, PUF, Paris.

Carbonnier J., (2001), *Flexible droit, pour une sociologie du droit sans rigueur*, 10ème édition LGDJ.

De Miras C., Lautier B., Morice A., (1991), *L'État et l'informel*, L'Harmattan, Paris.

Dufy C. et Weber F., (2007), *L'ethnographie économique*, La Découverte, Paris.

Goffman E., (1974), *Les rites d'interaction*, Minuit, Paris.

Hannerz U., (1983), *Explorer la ville*, éditions de Minuit, Paris ; (1992), *Cultural complexity, Studies in the social organization of meaning*, Columbia University press, New-York.

Hughes E., (1996), *Le regard sociologique. Essais choisis*, éditions de l'EHESS, Paris.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

- Laé J.F.**, (1989), *Travailler au noir*, Métailié, Paris.
- Latouche S. et Barbe N.** (dir.), (2004), *Economies choisies? Entre échanges, circulations et débrouille*, éditions de la maison des sciences de l'homme, Paris.
- Péraldi M., Foughali N., Spinouza N.**, (1995), « Le marché des pauvres. Espace commercial et espace public », in *REMI*, vol. 11, n°1.
- Polanyi K.**, (1983), *La grande transformation*, Gallimard, Paris.
- Portes A.**, (1999), « La mondialisation par le bas. L'émergence de communautés transnationales » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 129, p. 15-25.
- Portes A., Sassen-Koob S.**, (1987), « Making it underground », in *American Journal of Sociology*, n°1, pp. 30-61.
- Portes A., Castells M., Benton L.A.**, (eds.), (1989), *The informal economy. Studies in advanced and less developed countries*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London.
- Réa Andréa**, (2002), « Le travail des sans-papiers et la citoyenneté domestique », in Peraldi Michel (dir.), « La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée », Paris, Maisonneuve et Larose.
- Ricoeur P.**, (2004), *Parcours de la reconnaissance*, Stock, Paris.
- Rouleau Berger L. et Gauthier M.**, (2001), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du nord*, éditions de l'Aube.
- Sen A.**, (2003), *Un nouveau modèle économique: développement, justice, liberté*, Odile Jacob, Paris.
- Simon Gildas**, (1996), « La France, le système migratoire européen et la mondialisation », in *REMI*, vol. 12, n° 2.
- Steiner Ph.**, (1999), *La sociologie économique*, La Découverte, Paris.
- Strauss A.**, (1999), *La trame de la négociation, sociologie qualitative et interactionisme*, textes réunis et présentés par I. Baszanger, L'Harmattan, Paris.
- Swedberg R.**, (1994), *Une histoire de la sociologie économique*, Desclée de Brouwer.
- Tarrius A.**, (2001), *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*, éditions de l'Aube, Paris ; (1993), « Territoires circulatoires et espaces urbains », in *Annales de la recherche urbaine, Mobilités*, n°59-60, juin-sept. 1993.
- Terray E.**, (1999), « Le travail des étrangers en situation irrégulière ou la délocalisation sur place », in *Sans-papiers: l'archaïsme fatal*, éditions la découverte, Paris.
- Tetu M. Th.**, (2006), *Clandestins au pays des papiers, une anthropologie des mondes et des circulations entre légal et illégal des migrations algériennes (1998-2004)*, Thèse de sociologie soutenue le 24/11/2006, Université Toulouse Le Mirail.
- Waldinger R.**, (1993), « Le débat sur l'enclave ethnique : revue critique », in *REMI*, vol. 9, n° 2, p. 15-29.

Nouvelles dynamiques migratoires / *New Migration Dynamics*

Weber M., (2000), *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Flammarion, Paris.

Le trafic du cannabis. Marché et division sociale du travail, la place des migrants au sein de cette économie parallèle : mythes et réalités

Amina HADDAOUI, LAMES, Université de Provence
ahaddaoui@msh.univ-aix.fr

Résumé / Abstract

Depuis une vingtaine d'années, en France et dans d'autres pays européens, le débat public sur la sécurité intérieure tend à construire, entre autres, un amalgame drogue / immigration. La figure de l'immigré telle qu'elle est développée dans les discours médiatiques et politiques, est largement associée à celui du « délinquant », créant ainsi des confusions dans les représentations collectives. Drogue et immigration ont, sans doute, aux moins deux caractéristiques communes : les populations migrantes et la drogue traversent des frontières étatiques ; elles mettent en relation des pays producteurs – de drogue et/ou de main d'œuvre – et des pays consommateurs. Néanmoins cela ne signifie pas pour autant que ces deux phénomènes sont liés.

Lorsque nous étudions de près le trafic du cannabis, notamment à partir du Maroc (lieu de production, et surtout principal fournisseur du marché européen) et que nous suivons les filières (qui passent par le sud de l'Espagne) et les réseaux de distribution locaux (notamment à Marseille et à Toulouse) d'autres réalités apparaissent. D'abord le marché du cannabis est plus complexe qu'il n'y paraît. Les profils des acteurs sont extrêmement hétérogènes. Le trafic est multiple, disparate et va d'un commerce de « fourmis » qui transportent de quelques centaines de grammes à quelques kilos jusqu'à un trafic très ample qui concerne l'acheminement de plusieurs tonnes à destination du marché européen. Le petit trafic est généralement le fait d'individus, de groupes de pairs ou de familles. Les gros exportateurs et importateurs, quant à eux, sont insérés dans des réseaux organisés très composites : producteurs et trafiquants marocains, intermédiaires, trafiquants européens.

Le trafic du cannabis est une activité qui mobilise une main d'œuvre abondante. Sans cette condition sa pérennisation ne pourrait se faire. A l'intérieur du marché il existe une réelle division sociale du travail (production, transport, distribution) où l'on retrouve les migrants les plus précaires – ceux qui sont en situation irrégulière et les mineurs isolés – dans les tâches les plus visibles et les plus exposées (commerce de détail, de rue, dans le sud de l'Espagne, à Marseille ou à Toulouse ; « les mulets » du transport). Au sein de ces populations « fragiles », le projet migratoire est plus l'espoir d'accéder à une situation régulière et un travail légal que l'implication dans le trafic du cannabis. Ils cumulent parfois plusieurs activités illégales : travail non déclaré et trafic. Nous retrouvons d'ailleurs ce phénomène parmi des migrants en situation régulière, mais aussi parmi les nationaux, qui peuvent associer travail déclaré, travail non déclaré (notamment dans l'agriculture, la construction et le commerce) et trafic. Les limites entre légal et illégal deviennent ainsi de plus en plus floues.

Par ailleurs, la visibilité sociale des migrants aux statuts précaires dissimule par contre d'autres mobilités où la tendance sud-nord s'inverse pour donner à voir des formes originales de migration. En effet, le sud de l'Espagne, en particulier l'Andalousie, est devenu un territoire de transit et de stockage de la marchandise mais aussi un espace qui se joue des frontières nationales. Il s'avère que des trafiquants européens – français, italiens, néerlandais, belges, allemands – sont aujourd'hui installés dans cette région et organisent l'exportation de la résine de cannabis vers leurs pays d'origine et plus précisément vers leur ville d'origine. Ils concurrencent ainsi les trafiquants espagnols mais aussi les trafiquants d'origine marocaine qui vivent dans cette région. Cette migration des trafiquants européens vers le sud de l'Espagne a lieu depuis à peu près une dizaine d'année – c'est-à-dire depuis la mise en place de l'Espace Schengen.

Introduction : amalgames et confusions

Un certain nombre de recherches en sciences sociales, en particulier en sociologie et en sciences politiques signalent, de manière récurrente, que les discours médiatiques et politiques sur la sécurité intérieure (en France, comme dans la plupart des pays européens) tendent à amalgamer un certain nombre de phénomènes – en l'occurrence l'immigration, la drogue, le terrorisme – qu'ils présentent sous la forme d'une « menace unique » qui mettrait en péril la sécurité des états européens. Parmi les chercheurs qui s'intéressent à ces questions sociales, certains nous montrent comment ces discours sont construits socialement en analysant les procédés rhétoriques qui sont utilisés (D. Bigo, 1993,1998) ; d'autres étudient comment les statistiques des services de la sécurité intérieure sont élaborées et nous indiquent que les chiffres sont plus le reflet de l'activité policière que de la délinquance elle-même (L. Mucchielli, 2003). Enfin, quelques uns nous invitent à un retournement du regard porté sur les migrants et la circulation des psychotropes en mettant l'accent sur les postures méthodologiques (A. Tarrius, 2004).

Selon les intervenants d'un colloque, organisé par la CIMADE en 1994, drogue et migrations sont deux phénomènes qui ont au moins trois caractéristiques en commun. « *Tous les deux mettent en relation un pays producteur (de drogue ou de main d'œuvre) avec un pays consommateur. Tous les deux constituent des réponses extrêmes aux problèmes de survie ou de bien-être posés à de très nombreux groupes humaines. Finalement, tant les populations migrantes que les substances illicites doivent traverser des territoires marqués ou séparés par des frontières.* » (CIMADE, 1994). Néanmoins tous les participants à ce colloque sont unanimement d'accord sur le fait que dresser des traits communs entre ces deux phénomènes ne signifie pas pour autant qu'ils sont liés. En effet, force est de constater que dans les discours publics et le sens commun il se construit un amalgame drogue-immigration.

1. Présentation de la recherche

1.1. Une posture méthodologique

Au début des années 90, les sciences humaines et sociales – en particulier la sociologie, l'anthropologie, l'économie¹ – ont investi le champ des psychotropes. Elles ont généralement privilégié les formes territorialisées des consommations et du trafic (les banlieues, les quartiers dits « défavorisés » ou « sensibles », les centres-villes) (J. Fatela, 1992 ; M. Schiray, 1994 ; P. Bouhnik, M. Joubert, 1992 ; Bouhnik, 1994 ; Aquatias S. et alii, 1997).

Ces recherches étaient dynamisées par une « urgence sociale » affichée par les politiques publiques en matière de stupéfiants et par un développement de la commande publique. En parallèle, d'autres travaux se sont développés autour des questions de géo-politique mondiale des drogues. L'échelle globale conduit les chercheurs à décrire le commerce mondial comme le fait de groupes organisés à l'échelle internationale. Inversement l'échelle micro-locale focalise des groupes sociaux (les "jeunes des cités" ou les "marginaux du centre-ville") qui seraient caractérisés par des parcours de vie marqués par la *désaffiliation*².

De trop rares recherches, dépassant ces cadres spatiaux pour analyser des circulations transfrontalières, montrent que les échanges qui ont lieu dans un "territoire psychotropique"³ s'inscrivent dans des mobilités qui dépassent de loin le cadre d'un quartier ou d'une ville pour s'inscrire dans des mobilisations de réseaux qui sont bien moins visibles (A. Tarrus, 1997, 1999). Les travaux d'Alain Tarrus nous invitent à un retournement du regard et à des postures méthodologiques autres que celles sur lesquelles se fondent les travaux qui travaillent à l'échelle de micro-territoires, afin de montrer la complexité et la diversité des implications sociales dans les trafics et les approvisionnements. Ainsi, il montre que la visibilité sociale de l'implication des gitans catalans dans les trafics de stupéfiants, dissimulent d'autres acteurs, d'autres populations bien moins visibles : les fils de bonnes familles entre le sud de la France et Barcelone.

Pour comprendre l'économie du cannabis, j'ai porté mon attention sur les circulations et les segmentations. J'ai mené pendant plusieurs années un travail de recherche, dans le cadre d'une thèse en sociologie, sur l'économie du cannabis en tant que marché. Je me suis particulièrement intéressée à la manière dont se structurent les filières et la distribution. J'ai suivi les routes et les filières du cannabis à partir de leur lieu de production (Le Rif au Maroc), en passant par le sud de l'Espagne (Malaga et Marbella) jusqu'à leur destination finale⁴. Dans cette recherche, mon objectif était double : d'abord comprendre les articulations entre les diverses formes spatiales du

¹ Il existe quelques travaux antérieurs à cette période, notamment le remarquable travail de Robert Ingold, qui a le mérite de poser les jalons d'une anthropologie des « drogues » en France. FR. Ingold, « Les poudreux dans la ville, contribution à une anthropologie de la dépendance chez les héroïnomanes ». Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle en anthropologie et écologie humaines, université Paris V, 1984.

² En accord avec la démonstration théorique de Robert Castel. (Castel, 1991).

³ Un territoire psychotropique peut se définir comme un espace qui est à la fois lieu de vente articulant différents moments du trafic, gros, demi-gros, détail, et lieu de sociabilités liées aux consommations psychotropiques. (L. Fernandez, 2002).

trafic ; c'est-à-dire comment s'opère l'articulation entre les différentes échelles territoriales ? Y a-t-il continuité ou discontinuité entre les réseaux d'importation du cannabis en Europe et les réseaux de distribution locaux ? Ensuite, j'ai souhaité mettre en relief les différentes formes de cette économie, abordées sous l'angle des configurations sociales et relationnelles. En d'autres termes, la construction sociale du marché du cannabis, est au cœur de ma recherche.

Depuis une vingtaine d'années nous assistons au renouveau de la sociologie économique, notamment autour des travaux de Mark Granovetter (Granovetter, 2000). Au centre de sa réflexion se trouve l'idée que les marchés sont « encastrés » dans les autres sphères d'activité sociale. Il montre que les relations sociales (familiales et amicales) interviennent de manière décisive dans des processus économiques (tel que la recherche d'emploi par exemple). L'action économique prend place dans des cadres relationnels ; d'où l'importance fondamentale des réseaux sociaux dans l'idée de l'encastrement de Mark Granovetter. Le réseau social, considéré comme une forme de capital social, offre ainsi des ressources et des opportunités à ses membres mais les soumet aussi à certaines contraintes.

1.2. Le trafic de drogue comme travail

Cette manière d'aborder la question des drogues n'est pas nouvelle. Elle a été initiée par des travaux américains et reprises par des chercheurs britanniques. En 1973, Peter Letkenmann abordait la question du crime comme travail, en utilisant des concepts tels que spécialisation, professionnalisme, apprentissage et satisfaction professionnelle. Néanmoins, déjà en 1969, en ce qui concerne l'usage de stupéfiants, pour Preble et Casey, le comportement des utilisateurs de stupéfiants « *est tout sauf une fuite devant la vie. Ils sont engagés activement dans des activités et des relations pleines de sens, sept jours sur sept (...) ils sont toujours en mouvement et doivent être alertes, flexibles et ingénieux (...) En bref, il soigne le business* »⁵.

Cette conception du crime comme travail sera reprise par Nigel South et Vincenzo Ruggiero qui l'exploiteront sous l'angle du *bazar*. (South, Ruggiero, 1996). Dans un travail qu'ils ont mené sur le trafic de drogue à Londres, ils mettent en avant le développement d'une division du travail clairement raciale dans des segments de l'économie des drogues, où les postes les plus risquées, et les plus stigmatisées sont occupés par des ressortissants qui ne sont pas britanniques.

L'idée du bazar telle qu'ils la développent, fait référence à une multitude d'individus qui agissent en interaction dans des marchés où les marchandises et les

⁴ Je n'insisterai pas ici sur les techniques d'enquêtes utilisées, néanmoins il va sans dire que de tels objets d'études ne peuvent pas être appréhendés par les techniques classiques du recueil de données. Les enquêtes de terrain se sont déroulées par immersion : j'ai eu recours à des comparses, impliqués dans ces trafics, avec lesquels j'ai créé des relations solides basées sur la confiance. J'ai appliqué la méthode de l'observation participante sous différents aspects : j'ai parfois dissimulé mon identité de chercheur, avec la complicité de mes comparses. Sans doute cette dissimulation d'identité peut poser des questions d'un point de vue éthique mais la nature même de cet objet de recherche fait que certains univers sociaux sont totalement hermétiques aux chercheurs.

⁵ Il va sans dire que cette manière d'aborder la question des drogues a influencé toute une génération de chercheurs. D'abord, cet article est un des premiers textes ethnographiques sur la toxicomanie aux Etats-Unis. Ensuite, cette perspective allait en l'encontre des théories psychiatriques et psychologiques traditionnelles en vigueur à cette période qui faisait du toxicomane un inadapté social.

services sont commercialisés sans tenir compte du fait qu'ils soient légaux ou illégaux. Appliquée aux grandes villes, cette notion montre la coexistence de la légalité et de l'illégalité et les transformations permanentes des limites entre les deux ; le bazar étant cet espace où la légalité et l'illégalité, non seulement se côtoient, mais se superposent et s'entremêlent. Le bazar n'offre pas des rôles stables à ses membres mais plutôt une diversité de rôles segmentés à des groupes qui agissent en interaction. Finalement « différence et multiplicité d'ordres moraux » caractérisent ce qu'ils décrivent comme le bazar contemporain.

Mais au-delà de ces travaux, ce qui m'a inspiré cette perspective de la drogue comme travail ce sont les acteurs eux-mêmes – ceux qui agissent au sein de cette économie – et la manière dont ils parlent de leur propre activité. Pour bon nombre d'entre eux « c'est un travail ». Cependant, comme je le montrerai dans la deuxième partie, les formes économiques que prennent le trafic du cannabis ne reposent pas vraiment sur une division raciale du travail mais plutôt sur une division clairement sociale des différents segments. En effet, aux tâches les plus exposées nous retrouvons finalement des individus qui sont dans des situations fragiles et précaires. Ce n'est pas tant la situation migratoire qui détermine le fait d'être impliqué dans les trafics de rue et de détail mais c'est plutôt la situation sociale. Bien sûr, les migrants irréguliers font partie de cette catégorie, mais ils n'en épuisent pas toutes les modalités.

2. Des mythes aux réalités

Lorsque nous étudions de près le trafic du cannabis, notamment à partir du Maroc (lieu de production, et surtout principal fournisseur du marché européen) et que nous suivons les filières (qui passent par le sud de l'Espagne) et les réseaux de distribution locaux (notamment à Marseille et à Toulouse) d'autres réalités apparaissent. D'abord le marché du cannabis est plus complexe qu'il n'y paraît. Les profils des acteurs sont extrêmement hétérogènes. Le trafic est multiple, disparate et va d'un commerce de « fourmis » qui transportent de quelques centaines de grammes à quelques kilos jusqu'à un trafic très ample qui concerne l'acheminement de plusieurs tonnes à destination du marché européen. Le petit trafic est généralement le fait d'individus, de groupes de pairs ou de familles. Les gros exportateurs et importateurs, quant à eux, sont insérés dans des réseaux organisés très composites : producteurs et trafiquants marocains, intermédiaires, trafiquants européens.

Le trafic du cannabis est une activité qui mobilise une main d'œuvre abondante. Sans cette condition sa pérennisation ne pourrait se faire. À l'intérieur du marché il existe une réelle division sociale du travail (production, transport, distribution) où l'on retrouve les migrants les plus précaires – ceux qui sont en situation irrégulière et les mineurs isolés – dans les tâches les plus visibles et les plus exposées (commerce de détail, de rue, dans le sud de l'Espagne, à Marseille ou à Toulouse ; « les mulets » du transport). Au sein de ces populations « fragiles », le projet migratoire est plus l'espoir d'accéder à une situation régulière et un travail légal que l'implication dans le trafic du cannabis. Ils cumulent parfois plusieurs activités illégales : travail non déclaré et trafic. Nous retrouvons d'ailleurs ce phénomène parmi des migrants en situation régulière, mais aussi parmi les nationaux, qui peuvent associer travail déclaré, travail

non déclaré (notamment dans l'agriculture, la construction et le commerce) et trafic. Les limites entre légal et illégal deviennent ainsi de plus en plus floues.

Par ailleurs, la visibilité sociale des migrants aux statuts précaires dissimule par contre d'autres mobilités où la tendance sud-nord s'inverse pour donner à voir des formes originales de migration. En effet, le sud de l'Espagne, en particulier l'Andalousie, est devenu un territoire de transit et de stockage de la marchandise mais aussi un espace qui se joue des frontières nationales. Il s'avère que des trafiquants européens – français, italiens, néerlandais, belges, allemands – sont aujourd'hui installés dans cette région et organisent l'exportation de la résine de cannabis vers leurs pays d'origine et plus précisément vers leur ville d'origine. Ils concurrencent ainsi les trafiquants espagnols mais aussi les trafiquants d'origine marocaine qui vivent dans cette région. Cette migration des trafiquants européens vers le sud de l'Espagne a lieu depuis à peu près une dizaine d'année – c'est-à-dire depuis la mise en place de l'Espace Schengen.

3. Les économies du cannabis

D'une manière générale, l'économie du cannabis – comme des autres stupéfiants – de par sa nature illégale, est complètement invisible. Le commerce doit se faire à l'abri des regards et échappe aux comptes nationaux. Aucune instance officielle n'est en mesure de rendre compte de toutes ses réalités, de l'organisation et des mécanismes qui régissent cette économie. Quand bien même des tentatives de mesure de cette économie sont mises en place, il n'en reste pas moins qu'elles ne sont que des estimations (d'un point de vue quantitatif) et les informations sur l'organisation sont fragmentaires (d'un point de vue qualitatif).

Les économistes⁶, de manière générale, définissent trois niveaux de base qui peuvent être distingués les uns des autres : la production, le trafic intermédiaire et la distribution finale. L'amont et l'aval se caractérisent par une multitude d'acteurs, d'un côté les petits cultivateurs et de l'autre des petits revendeurs. Entre les deux, au niveau du trafic intermédiaire, on trouve des groupes plutôt organisés en réseaux. Quant aux formes de l'économie elles peuvent autant être des moyens de survie que des sources d'enrichissement et d'accumulation du capital.

En ce qui concerne le cannabis, le Maroc est le premier pays producteur / exportateur de haschich. En 2004, la production de résine de cannabis d'origine marocaine est estimée à 2760 tonnes ; le chiffre d'affaires du marché international du haschich d'origine marocaine est évalué à 13 milliards de dollars (\$) (soit 10,8 milliards d'euros)⁷. Le Maroc est ainsi le principal fournisseur du marché européen.

3.1. Une économie de survie

Cette forme de l'économie du cannabis concerne davantage l'amont et l'aval des filières. En amont, au Maroc, principalement dans le nord et en particulier dans le Rif, le nombre de familles qui cultivent le cannabis et en vivent est estimé à 96600 pour l'année 2003. Pour une majorité d'entre elles, petits paysans producteurs, cette

⁶ Voir entre autres : Michel Schiray (1994).

⁷ Nations Unies - Office contre la Drogue et la Crime, *Maroc enquête sur le cannabis 2004*. Rapport 2005.

production permet tout juste de survivre toute l'année. En 2003, le revenu brut moyen du cannabis par famille est estimé à 41000 dirhams soit environ 3750 euros par an. Je n'insisterai pas sur cette catégorie car elle concerne très peu l'objet de ce colloque.

En Aval, les marchés locaux que j'ai pu explorés – c'est-à-dire le commerce de détail, qu'il se fasse dans la rue ou de manière plus invisible (en appartements) ou dans des espaces semi-publics (les bars) – à Toulouse ou à Marseille, ont les mêmes caractéristiques. Ces marchés de détail, semblent fonctionner suivant les mêmes modalités que celles décrites à Paris, Lille, Barcelone ou Perpignan : trafic de "fourmis" structurant le deal de rue dans lequel sont impliquées les mêmes populations : usagers-revendeurs français et étrangers en situation de grande précarité, clandestins d'origine maghrébine ou africaine.

Des migrants clandestins

3.1.1 Des étudiants devenus des « sans papiers »

A Toulouse, j'ai rencontré un certain nombre d'individus, plutôt d'origine marocaine, qui sont impliqués dans le commerce de détail. Ils sont en France depuis 10 ou 15 ans environ ; ils sont rentrés sur le territoire français de manière légale, avec un visa étudiant. Leur projet migratoire était de venir en France pour y mener des études supérieures et rentrer au Maroc pour y exercer leur métier. Ils sont pour la plupart originaires de familles très modestes, voir pauvres qui ne peuvent pas les soutenir financièrement pour leurs études. Durant leurs études leur titre de séjour est renouvelé chaque année sous certaines conditions. Mes interlocuteurs affirment que la condition la plus difficile à assumer est celle de pouvoir justifier d'un revenu régulier tous les mois. Les sans-papiers que j'ai rencontrés sont dans une situation irrégulière car à un moment donné de leur trajectoire de vie ils ne remplissaient pas toutes les conditions de renouvellement. Leur parcours est donc ponctué de petits « boulots » non déclarés et de trafic de cannabis.

Slimane ou l'émiettement du projet de départ

C'est en 1989 que Slimane entre en France. Muni d'un baccalauréat en sciences, il réussit à s'inscrire dans une école agricole pour préparer un BTS option agronomie. Il est issu d'une famille d'agriculteurs, son père possède une petite exploitation qui lui permet tout juste de faire vivre la famille, mais il insiste pour que ses enfants soient scolarisés. Slimane décide de partir en France pour suivre des études supérieures en agronomie. Il a comme projet de départ de terminer ses études par un diplôme d'ingénieur en agronomie et revenir rapidement au Maroc pour travailler dans une grande exploitation agricole ou dans l'industrie agro-alimentaire. Son travail lui permettrait ainsi de financer le matériel nécessaire pour l'exploitation de son père afin qu'elle devienne rentable (matériel d'irrigation, tracteur, etc).

En 1991 il obtient son BTS et s'inscrit dans une école d'ingénieurs où il est admis. En septembre 1992, Slimane termine sa première année et comme chaque année il doit faire les démarches administratives pour renouveler son titre de séjour. Il se rend d'abord au consulat marocain (qui est à 200 km de son lieu de

résidence) pour renouveler sa carte d'identité marocaine et son passeport. Sans rentrer dans les détails, Slimane va avoir une vive discussion avec le fonctionnaire chargé de son dossier car celui-ci lui réclame « un petit billet » pour clore son dossier. Slimane refuse catégoriquement, la situation dégénère, on signale l'incident au consul et Slimane en vient aux « mains », il finit par « frapper le consul ». Etant donné la situation, Slimane n'obtiendra pas le renouvellement de ses papiers marocains, ni cette année-là, ni les années suivantes, et de ce fait il ne pourra pas renouveler son titre de séjour, ni continuer son école d'ingénieur.

A partir de ce moment là son seul but est la survie. Il va travailler régulièrement dans l'agriculture dans les départements avoisinants, mais de manière illégale. Les premiers travaux il les obtiendra par ses réseaux d'amis, constitués essentiellement d'étudiants, français et étrangers. En effet, parmi ses amis, nombre d'entre eux travaillent l'été dans des exploitations agricoles pour financer leurs études. Il rencontre en particulier trois frères et soeurs, français, d'origine marocaine, tous étudiants à Toulouse ; leurs parents habitent dans le département du Gers. Le père de famille est ouvrier agricole. Ils connaissent bien les agriculteurs du département, ils aident ainsi Slimane à obtenir ses premiers emplois. Ses premiers employeurs le recommanderont à d'autres. Slimane est apprécié pour son sérieux mais aussi pour ses connaissances agronomiques. Durant environ 6 mois il travaille dans l'agriculture (qui correspond à la période de castration du maïs, du ramassage des melons et des pommes). Le reste du temps il vit à Toulouse, dans des appartement en sous-location que des ami(e)s lui prêtent volontiers, parfois il se fait hébergé. Pour les soins médicaux, il se rend dans des associations d'aide aux plus démunis, mais lorsqu'il a eu besoin d'une intervention chirurgicale c'est un copain qui lui a servi de « prête nom ».

A Toulouse, par le biais de réseaux marocains, il entre en contact avec un groupe d'hommes, tous originaires du rif et impliqués dans le trafic de cannabis. Il va alors s'impliquer dans le trafic à une dimension moyenne (il achète par plusieurs kilos, 1 à 5) qu'il va redistribuer par paquets de 250 grammes à ses réseaux de copains étudiants et sa clientèle s'élargit au gré des rencontres. Il survit, gagne aussi de l'argent supplémentaire. Il réussit ainsi à envoyer de l'argent à son père pour l'exploitation mais pas assez pour réaliser son projet de départ.

Slimane, comme il le dit « est coincé », son avenir en France est compromis et un retour au Maroc est pour l'instant inenvisageable, d'abord parce qu'il n'obtiendra plus jamais de visa pour revenir en France mais aussi pour autre chose qui le préoccupe davantage : en effet, cet éventuel retour serait le « retour de la honte », lui qui est parti pour faire des études ne peut pas revenir « sans rien » au Maroc, ni aucun bien matériel, ni avec son diplôme d'ingénieur qu'il n'a pas terminé.

Cette dernière année, Slimane semble avoir trouvé une solution pour régulariser sa situation.

3.1.2 Les mineurs clandestins à Marseille

Les services sociaux et judiciaires de la ville de Marseille signalent de manière récurrente l'arrivée de jeunes mineurs clandestins à Marseille. Majoritairement maghrébins (notamment algériens et marocains), mais aussi originaires de l'ex-Yougoslavie, d'Albanie, de pays africains, de Turquie ou de Roumanie, ils ont entre 10 et 18 ans et sont, pour la plupart de sexe masculin. Certains fuient le terrorisme, la guerre, d'autres sont à la recherche d'un « Eldorado ». Ils arrivent à Marseille seuls et sans ressources, parfois la ville est une simple escale pour aller ailleurs, dans un autre pays européen ; certains ont déjà fait l'expérience d'une autre ville européenne avant d'arriver à Marseille. Par exemple Karim, d'origine marocaine, a 16 ans, il est à Marseille depuis 2 ans. Il s'est caché dans la cargaison d'un camion à Tanger, puis a traversé l'Espagne en train ; il se rend en Italie en passant par Marseille, dans l'espoir d'y retrouver un cousin installé à Gênes, mais très vite il déchanté et revient errer à Marseille. Des phénomènes identiques sont signalés dans d'autres pays européens, notamment en Espagne, en Italie, en Angleterre⁸. Le parcours de ces jeunes est marqué par l'errance.

La plupart ne savent pas parler français, les autres pratiquent cette langue de manière rudimentaire. Leur présence est visible dans le centre-ville de Marseille. Trop grands pour être accueillis dans les foyers de l'enfance ils errent dans les rues du centre-ville, notamment autour du quartier de la gare Saint Charles et sur le haut de la Canebière (1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} arrondissements). Ils dorment dans des squats, des appartements insalubres du centre-ville. Ces squats, généralement sans eau ni électricité, sont généralement tenus par des adultes (maghrébins, africains, souvent eux-mêmes en situation irrégulière) qui permettent aux jeunes d'y dormir moyennant rémunération (argent, bijoux) ou services rendus (trafic de cannabis à petite échelle). En général ils ne vendent pas directement aux consommateurs mais sont utilisés pour le transport, le transfert de la marchandise. Karim a travaillé pendant plus d'un an pour Miloud, un revendeur local marocain en situation irrégulière. Il était devenu son livreur : sa tâche consistait à se rendre chez le fournisseur, à récupérer la marchandise et à la faire transiter chez Miloud. Miloud découpait le cannabis et le conditionnait en « barrettes » puis Karim de nouveau livrait la marchandise à des revendeurs de détail, de rue (français, étrangers) mais tous en situation régulière. Quand j'ai rencontré Karim, il m'explique tout en pleurant que ce n'est pas « ça » qu'il est venu chercher en Europe. Il a fui la misère et Tanger où sa famille, trop démunie, avait du mal à survivre. Il veut absolument se sortir de cette situation où il se sent « piégé » car tout le « travail » qu'il fait, les risques qu'il prend ne lui servent qu'à payer son logement,

⁸ A Marseille, l'association « jeunes errants » (unique en France), créée en 1995 tente de prendre en charge ces jeunes. La question des jeunes errants est un problème spécifique. Leur situation n'est pas celle des sans papiers, ni celle des clandestins adultes, ni celle de la protection de l'enfance. Cependant le cas des enfants étrangers, non accompagnés, arrivés illégalement sur le territoire n'existe pas dans la législation française. Ils sont, à minima, sous l'ordonnance de 1945 qui concerne la protection de l'enfance. Ces enfants doivent être pris en charge par les services de l'état au moins jusqu'à leur majorité et ne peuvent pas être expulsés du territoire français tant qu'ils sont mineurs. D'autres structures, comme l'association « jeunes errants », existent en Europe : à Barcelone, à Londres, à Rome, ou encore au Maghreb. Ces différentes associations se sont fédérées en un réseau : REMI (Réseau Euroméditerranéen Mineurs Isolés, qui tente de réfléchir à des solutions communes.

pour le reste il doit se débrouiller ; voler pour se nourrir. Quelques mois plus tard, Karim repéré par un éducateur de rue sera pris en charge par les services sociaux.

Finalement, que ce soit pour les étudiants sans papiers à Toulouse, rentrés de manière légale en France, ou pour les mineurs clandestins à Marseille, rentrés de manière illégale sur le territoire français, le trafic de cannabis n'a jamais fait partie de leur projet migratoire, ce n'est pas tant la situation de migrants qui les conduit vers cette économie de survie mais plutôt la situation irrégulière dans laquelle ils sont et qui les empêchent d'avoir un travail régulier. En d'autres termes la migration précède le trafic de cannabis.

3.2. Une économie d'enrichissement et d'accumulation du capital

Dans cette forme d'économie, contrairement à la précédente, nous allons voir comment le trafic de cannabis précède la migration et que le trafic de cannabis fait partie du projet migratoire.

L'Andalousie : un espace transnational

Des enquêtes de terrain sont nécessaires dans cette région espagnole pour comprendre la circulation du cannabis à une échelle européenne et pour appréhender la segmentation des filières. Le sud de l'Espagne, en particulier l'Andalousie, est devenu un territoire de transit et de stockage de la marchandise mais aussi un espace qui se joue des frontières nationales. En effet, des trafiquants européens sont aujourd'hui installés dans cette région, ils y vivent et organisent l'exportation de la résine de cannabis – mais aussi de la cocaïne – vers leurs pays d'origine et plus précisément vers leur ville d'origine. Cette migration des trafiquants européens vers le sud de l'Espagne a lieu depuis à peu près une dizaine d'année – c'est-à-dire depuis la mise en place de l'Espace Schengen. Ils concurrencent ainsi les trafiquants espagnols mais aussi les trafiquants (non producteurs) d'origine marocaine qui vivent dans cette région.

Ils sont en majorité – mais pas uniquement – issus des mondes du banditisme européen. En Espagne, ils sont propriétaires de boîtes de nuit ou de commerces de « façade ». Plutôt spécialisés dans les braquages et les vols à mains armés, ils se sont reconvertis dans le commerce du cannabis parce que cette activité est moins dangereuse et le ratio bénéfices/risque n'est pas négligeable

Ces réseaux de trafiquants marocains et européens se côtoient, font des affaires ensemble, mais ne fonctionnent sur aucun engagement à long terme ; ces échanges sont circonstanciels, instantanés, opportunistes ; l'entrée se fait par cooptation et par la disponibilité des finances. Pour des raisons de sécurité les chaînes de distribution sont fractionnées ; la circulation de l'information – ou sa rétention – est primordiale dans ces organisations criminelles, elle fait partie du capital social des membres des réseaux. Les positions des uns et des autres dans les réseaux sont fluctuantes ; la principale stratégie est de contourner les différents intermédiaires afin de monter des affaires directes avec les producteurs trafiquants marocains. Le trafic est ainsi constamment réorganisé, les positions sont toujours renégociées dans ces réseaux

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

dont l'efficacité tient à leur capacité à créer de nouveaux marchés. La concurrence entre ces réseaux est très forte et induit des confrontations féroces entre différentes bandes qui parfois se terminent par des crimes. Les relations conflictuelles, les désaccords, les rivalités font de cette région une zone criminogène où les règlements de compte, les intimidations et l'usage de la violence sont des manières de régler les différents.

Hanz et le réseau de San Pedro⁹

Hanz a 45 ans, il vit actuellement à San Pedro.

Hanz est originaire de Berlin, plutôt issu des classes moyennes (ses parents travaillaient dans l'administration).

Il a été impliqué pendant une dizaine d'années dans le trafic d'héroïne à Berlin (durant les années 80 et 90), c'est-à-dire pendant les « heures de gloire » de l'héroïne comme il le dit. Il capitalise et place son argent dans des banques étrangères, par le biais de réseaux de blanchiment.

Néanmoins, dès le début des années 90, les investigations policières sont de plus en plus importantes et son réseau est à « la limite de tomber ». Il sent que c'est un tournant dans sa vie, il estime avoir gagné suffisamment d'argent et décide de quitter l'Allemagne avant de se faire attraper par la police.

Il se rend au Maroc, il y restera un an et demi. D'abord il fait des circuits touristiques puis se rend dans le rif. Il rencontre Ahmad, grand propriétaire terrien et producteur en gros de cannabis, chez qui il va rester 6 mois. Il se familiarise avec la production du cannabis, les circuits et les filières, les réseaux de Ahmad. Il rentre en Allemagne pour y retrouver « d'anciens collègues » et à partir de ce moment ils monteront un réseau de revente et de distribution de cannabis en Allemagne. Il s'occupe aussi de ses affaires « financières ».

De retour au Maroc, il conclut des accords avec Ahmad. Il part dans le sud de l'Espagne où il achète un cabaret (entre-temps son capital a circulé de banque en banque pour arriver en Espagne). Je précise qu'il restera évidemment très discret sur la manière dont son capital a transité.

Aujourd'hui son réseau fonctionne bien. Il est à la fois dans la légalité et l'illégalité car l'achat du cabaret (en réalité c'est un complexe : hôtel, restaurant, boîte de nuit) lui a permis d'intégrer les sphères légales (ce n'est pas seulement un commerce de « façade »).

Le réseau est composé de Ahmad, producteur au Maroc, Tawfiq transporteur marocain (transport légal et illégal), qui se charge de l'acheminement de la marchandise du Maroc à l'Espagne) ; de Juan et Luis (trafiquants espagnols), transporteurs (légaux et illégaux) qui se chargent de l'acheminement de l'Espagne à l'Allemagne, et enfin des « collègues » de Hanz, restés en Allemagne qui se chargent, quant à eux, de la distribution locale.

⁹ Pour des raisons d'anonymat j'ai modifié, bien sûr les prénoms, mais aussi celles des villes. Sans Pedro est une ville moyenne, située dans le sud de l'Espagne entre Malaga et Marbella.

3.3. Une économie intermédiaire

Cette forme économique que j'ai identifiée a peu à voir avec la thématique du colloque, en ce qui concerne le travail des étrangers. Néanmoins, elle est intéressante du point de vue de la comparaison des économies légales et illégales et surtout de la question de leur enchevêtrement. En effet, dans cette catégorie que j'ai nommé intermédiaire pour le moment on retrouve un ensemble d'acteurs, français et étrangers en situation régulière. Ceux-ci cumulent plusieurs formes d'activité à la fois : travail déclaré, travail non déclaré et trafic de cannabis. Ils passent d'une activité à une autre ou les mènent en même temps. Il ne s'agit pas d'une économie de survie – car à minima la survie est assurée par des prestations sociales ou des indemnités chômage durant les périodes d'inactivité – mais c'est une économie qui permet d'améliorer la vie quotidienne.

Ibrahim et Fred, portraits croisés : *entre travail légal, travail au noir et commerce de cannabis*

Ibrahim

Ibrahim a 40 ans. Il est né au Sénégal. Son père, Süleyman, est venu en France au début des années 60. Süleyman est marin, il arrive directement à Marseille, par bateau ; il espère être engagé dans une compagnie maritime ; il ne trouve pas d'emploi et comme une majorité de ses compatriotes, arrivés en même temps que lui, il est pris en charge par des structures associatives qui assurent leur accueil. Il trouve du travail plutôt dans l'industrie, notamment dans une savonnerie où il arrive à obtenir un emploi fixe.

Il travaille et envoie régulièrement de l'argent à sa famille qui vit sous le même toit : sa mère, un frère, une sœur, sa femme, et ses enfants. Au début des années 70, alors que Süleyman entame une procédure pour faire un regroupement familial son épouse décède des suites d'une longue maladie, il abandonne alors l'idée du regroupement familial. La grand-mère d'Ibrahim continue de s'occuper des enfants, mais vers la fin des années 70, elle interpelle son fils en lui disant qu'il doit s'occuper de ses enfants, qu'elle est vieille et fatiguée. Süleyman demande alors à sa mère de lui trouver une nouvelle femme, une épouse respectable, parce qu'il ne peut pas s'occuper des enfants tout seul. Süleyman rentre au Sénégal et se remarie avec une jeune femme. Par la suite, il fait venir sa nouvelle femme et trois des enfants – les plus jeunes – Ibrahim qui a alors 14 ans et ses deux sœurs Fatou et Aminata, âgées de 12 et 10 ans. C'est sur l'insistance de sa mère que Süleyman fait venir en France, ses enfants les plus jeunes, car elle sait que dès qu'ils auront atteint leur majorité ils ne pourront plus aller en France vivre avec leur père. Les plus âgés qui ont 21 et 19 ans restent au Sénégal.

Une fois en France, la famille s'agrandit, la belle-mère d'Ibrahim a trois enfants. A leur arrivée en France, Ibrahim et ses sœurs sont scolarisés dans des classes «spéciales». Ils sont ensuite dirigés vers différents stages de formation. Fatou arrête sa scolarité dès l'âge de 16 ans pour aider sa belle mère à la maison ; elle se marie à l'âge de 22 ans. Aminata poursuit sa scolarité et préfère faire des stages chez des coiffeuses africaines. Ibrahim, quant à lui, déserte « vite fait les

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

stages... c'était trop dur pour moi et puis je comprenais rien quand je suis arrivé en France, d'abord on m'a appris à parler, lire, écrire et après... après y avait les stages, c'est tout ». Il préfère « traîner » dans le quartier de Noailles où il habite, avec des amis. Et il part « à la découverte de la ville », ses lieux de sociabilités sont concentrés dans l'hyper-centre (Joliette, Panier, Saint-Charles, Belsunce, Noailles). Il se familiarise avec les commerçants africains du quartier ; de temps en temps il leur rend de menus services. Il aime bien passer du temps dehors, comme au Sénégal, à bavarder avec les voisins, les gens du quartier. Il donne quelques coups de balais chez les coiffeuses, aide au ménage dans un restaurant, fait des courses pour les commerçants, aide à décharger les camions de livraisons. Tous ces menus travaux sont payés mais au noir. Ibrahim ne dépense pas cet argent gagné pour lui, il en donne une partie à ses parents et en envoie aussi un peu à sa grand-mère et surtout à ses aînés restés au pays, qui fondent aussi leur propre foyer. Ibrahim se sent investi d'une mission : la responsabilité de ses jeunes frères et sœurs, d'une part parce qu'il est l'aîné de la famille et d'autre part parce que son père est aujourd'hui à la retraite ; la famille vit surtout de prestations sociales. Aujourd'hui il ne se fait plus de soucis pour Fatou et Aminata qui sont mariées et ont des enfants, mais il se préoccupe sérieusement de ses jeunes frères et sœurs. Il surveille de près leur scolarité ; il fonde sur eux des espoirs de réussite sociale par l'école. C'est pour cette raison qu'il vit toujours au domicile familial et ne souhaite pas prendre d'appartement, d'une part il économise ainsi un loyer et d'autre part il est « présent pour les petits ». Néanmoins, « vu son âge », il passe beaucoup de temps chez des amis, des copines, parfois des semaines entières. Mais il n'a pas envie de se marier, du moins « pour le moment » ; il tient beaucoup à sa liberté de mouvements. Il aime aussi aller à Paris, chez des cousins et cousines qu'il apprécie.

Avec son copain, Fred, du Panier, il découvre et expérimente l'usage du cannabis. Il se familiarise avec ce produit et devient un usager régulier à partir de l'âge de 20 ans. C'est par l'intermédiaire de Fred qu'il se procure le cannabis. Fred vend quelques « barrettes » de cannabis sur le quartier du Panier. Un jour Ibrahim se rend chez une amie sénégalaise, coiffeuse parce qu'elle lui a demandé de l'aider à installer du nouveau matériel qu'elle vient de commander. Lorsqu'il arrive devant le salon de coiffure, il voit Aminata, la sœur de la coiffeuse, qui fume un « joint » discrètement, Aminata est confuse et écrase son joint, Ibrahim l'interpelle « tu peux fumer devant moi, y a pas de problème, moi aussi je fume, et alors ! » ; Aminata se sent plus à l'aise et ils entament une discussion à trois : Ibrahim, Aminata et sa sœur la coiffeuse. Les filles lui disent qu'elles sont obligées de se cacher pour fumer ; tous les trois sont unanimement d'accord sur le fait que dans la communauté sénégalaise « c'est mal vu » que les femmes fument ; de plus elles lui disent en avoir assez de devoir acheter du cannabis, la plupart du temps à des « inconnus » ; elles se procurent le cannabis chez des dealers du quartier, mais qui ne sont surtout pas africains et encore moins sénégalais. Ibrahim devient alors le fournisseur exclusif des filles ; elles le connaissent déjà et ont entièrement confiance à lui. Il n'y a pas que la coiffeuse et sa sœur, il y a aussi toutes leurs copines africaines qui se cachent pour acheter, pour fumer.

Il a établi une relation de confiance avec les « filles ». Parmi les filles, il y en a qui consomment régulièrement, d'autres occasionnellement et certaines pas du tout. Mais elles sont soulagées de pouvoir se procurer leur cannabis en toute tranquillité d'esprit. Elles savent qu'Ibrahim ne leur fera pas « mauvaise réputation » au sein de la communauté.

Ibrahim se constitue donc peu à peu une clientèle qui ne cesse pas de s'agrandir parmi les filles. Il ne souhaite pas élargir son commerce. En effet, le plus important pour lui est de rester discret. Il voit, parmi ses compatriotes, des hommes qui « dealent » dans le quartier ; mais il sait que ceux-ci sont fortement stigmatisés par le reste de la communauté ; « c'est des voyous ». Il redoute surtout de « faire tomber la honte » sur son père. Il n'a pas envie d'entacher la bonne réputation de son père et de lui-même. En effet, le père est devenu Hajj et Ibrahim est connu dans le quartier pour son dévouement pour les autres, c'est « un bon garçon » qui rend service à tout le monde ; il gagne sa vie en travaillant avec les commerçants. Et puis il y a les autres « dealers, qui sont encore pires », qui vendent de l'héroïne ; Ibrahim ne s'en approche jamais, ils sont « dangereux » ; il nous explique que ceux-ci sont rejetés de leur communauté d'origine et fortement stigmatisés. Non seulement il ne veut pas les connaître mais en plus il sait qu'ils n'habitent pas le quartier de Noailles « je sais qu'ils habitent pas ici, y en a deux je crois ils sont de la Joliette, ils viennent vendre ici parce que personne ne les connaît ! ».

Ibrahim et les filles, par un accord tacite et une grande relation de confiance préservent réciproquement leur honneur. Ils contournent les valeurs communautaires et se protègent de toute désignation diffamante ; ils peuvent chaque jour, croiser, tête haute, leurs voisins, leurs amis et présenter des figures de respectabilité.

Fred

Fred a 41 ans, il vit dans le quartier des Réformés avec sa femme Valérie, 39 ans, et leurs trois enfants. Son père est d'origine italienne. Fred a un frère, Jacques et une sœur. Ils ont grandi dans le quartier du Panier. Le père de Fred est aujourd'hui à la retraite et a travaillé toute sa vie essentiellement dans le secteur du B.T.P.

Fred travaille régulièrement dans le secteur du bâtiment. Il a quitté l'école à l'âge de 17 ans, malgré les réticences de ses parents, sans aucun diplôme. Il nous explique qu'il s'ennuyait à l'école, que rien ne l'intéressait et qu'il était assez turbulent avec les professeurs. De plus il préférait nettement « sécher » les cours et traîner dans le quartier avec les grands qui le fascinaient : son frère Jacques et ses copains.

Fred expérimente l'usage du cannabis au cours de l'adolescence avec un groupe de pairs et devient progressivement un consommateur régulier. Mais très vite il a une attirance pour le commerce ; il a envie de « dealer » parce que ça le fascine « j'étais jeune, je roulais des mécaniques, à l'époque on se prenait tous pour Al Pacino dans Scarface ». Et puis, comme la majorité des adolescents, il veut se payer « un tas de choses » à la mode, notamment des vêtements, des chaussures, des jeux électroniques.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

Fred se constitue une clientèle, surtout parmi ses pairs et élargit progressivement son réseau. L'installation de nouveaux arrivants au Panier – celle décriée souvent par une majorité des jeunes du Panier, qui la vivent comme une appropriation de « leur » quartier, de leur territoire – se présente à Fred comme une « grande chance ». Parmi ces nouveaux arrivants il se lie d'amitié en particulier avec les étudiants qui deviennent désormais des clients fidèles. Les occasions et les lieux sont nombreux pour faire connaissance : les bars, les fêtes, les soirées tardives. La convivialité est de rigueur.

Parallèlement, à l'âge de 18 ans, le père de Fred l'oblige à travailler avec lui sur des chantiers. Il le fait rentrer dans « le métier » ; Fred n'est pas enchanté mais il obéit. Il travaille de manière épisodique sur des chantiers, mais il n'est pas déclaré. Avec Valérie, ils louent un studio dans le Panier. Dans un premier temps, Fred subvient aux besoins du ménage grâce aux chantiers qu'il fait avec son père et au commerce du cannabis. Valérie a un CAP de vendeuse, son souhait est de travailler dans une boutique de prêt-à-porter mais à part quelques stages, elle ne trouve pas de travail stable dans ce domaine. Elle travaille en intérim comme caissière. Aujourd'hui elle travaille à mi-temps dans un supermarché.

Quand ils ont leur premier enfant, Fred et Valérie souhaitent emménager dans un appartement plus grand. Mais ils rencontrent de sérieuses difficultés pour trouver un appartement. En effet, Valérie travaille en intérim et Fred travaille toujours de manière non déclaré. Il décide de trouver un travail déclaré pour avoir des fiches de paye, il fait le tour des patrons qui l'embauchent « au noir » mais ne trouve rien. Il décide alors de s'inscrire dans des boîtes d'intérim. Un copain, habitué aux agences d'intérim, le recommande ; il trouve une mission de huit mois, déclarée. Ils emménagent dans le quartier des Réformés. Fred et Valérie ont des fiches de paye et leurs parents respectifs se portent garants pour eux.

Fred et Valérie ont aujourd'hui le projet d'acquérir une maison. Leur objectif est d'épargner de l'argent pour avoir un capital de départ. De ce fait, Valérie continue à travailler à mi-temps comme caissière et Fred oscille entre des missions d'intérim déclarées, des missions « au noir » et le deal de cannabis. Grosso modo, Fred travaille de décembre à juin. Le reste du temps il est disponible pour les enfants ; pendant les vacances d'été, il les emmène à la plage, faire des piques-niques, faire des promenades dans les Calanques, pour ne pas les laisser désœuvrés ; et de septembre à novembre il s'occupe activement « de la rentrée scolaire ».

Une partie du salaire de Valérie ainsi que les payes de Fred – celles obtenus par le travail légal – sont épargnés pour la future maison. Les revenus acquis par le travail non déclaré et la revente du cannabis sont utilisés pour régler les différentes factures ainsi que les dépenses quotidiennes. Valérie complète les allocations familiales, perçus pour les enfants, avec une partie de son salaire pour s'acquitter du loyer.

Les clients de Fred sont relativement « stables » et fidèles depuis de nombreuses années. Fred est « honnête et n'arnaque jamais personne ». C'est ce qui lui

permet de fidéliser sa clientèle. Ses fournisseurs – au nombre de trois – sont les mêmes depuis de nombreuses années. Selon la qualité du produit, selon « l'arrivage », Fred navigue d'un fournisseur à l'autre. Sa principale devise est de « vendre du produit de qualité ». Sa clientèle d'abord composée de pairs, ensuite de « nouveaux arrivants » au Panier, s'est élargi progressivement à des individus de son monde professionnel. En effet au gré des chantiers au noir, des missions d'intérim, Fred noue des relations nouvelles. Certaines se transforment en relations amicales, d'autres ne sont que de simples mais bonnes connaissances. Bref, ces relations permettent à Fred de se constituer une clientèle plus large.

Conclusion

Finalement on se rend compte que le trafic des stupéfiants – en l'occurrence le trafic du cannabis – est complexe, il est composé d'acteurs aux profils très différents et ne peut se cantonner à une activité de migrants. Il est, par ailleurs, intéressant de noter à quel point dans les trajectoires professionnelles des acteurs, activités régulières et activités illégales peuvent se chevaucher et s'entremêler.

Les formes économiques du trafic que j'ai explorées se caractérisent par une forte division du travail mais cette division se construit sur des critères sociaux. Comme le soulignent South et Ruggiero « un des problèmes que l'on rencontre avec les économies illégales, c'est qu'elles sont de tant de façons, similaires à celles qui sont égales » (Ruggiero, South, 1996). Au plus bas de l'échelle, dans les tâches les plus risquées, les plus stigmatisées, les moins rentables et les plus visibles socialement on retrouve des acteurs en situation de fragilité et de précarité.

Références bibliographiques

- Aquatias S., Genfoud K., Khedim H., Murard N., *L'usage dur des drogues douces. Recherche sur la consommation de cannabis dans la banlieue parisienne*, Paris, GRASS, 1997.
- Bigo D., *L'immigration à la croisée des chemins sécuritaires*, Revue Européenne des Migrations Internationales, 1998 (14) 1, pp 25-46.
- Bigo D., *Terrorisme, Drogue, immigration : les nouvelles figures de l'insécurité en Europe*, Revue Internationale d'Action Communautaire, 30/70, automne 1993.
- Bouhnik P., *Le monde social des usagers de drogues dures en milieu urbain défavorisé*, thèse de doctorat en sociologie, Université Paris VIII, 1994.
- Bouhnik P., Joubert M., *Economie des pratiques toxicomaniaques et lien social*, Dépendances, Vol 4, n°3, 1992.
- Castel R., *De l'indigence à l'exclusion : la désaffiliation*, in J. Donzelot, Face à l'exclusion, le modèle français, Ed Esprit, 1991.
- CIMADE, Actes du colloque « *Drogues et migrations : mythes et réalités* », Interdépendances, mars 1994.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

- Fatela J. (rapport présenté par), Groupe Pompidou, *Drogue, micro-économie et pratiques urbaines en France*, rapport au Conseil de l'Europe, avril 1992.
- Fernandez L., *acteurs et territoires psychotropiques : ethnographie des drogues dans une périphérie urbaine*, *Déviance et Société*, 2002, vol 26, n°4
- Mark Granovetter, *Le marché autrement*, Desclée de Brouwer, collection Sociologie économique, 2000.
- Letkenmann P., *Crime as work*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall, 1973.
- Mucchielli L., *Délinquance et immigration en France : un regard sociologique*, *Revue Criminologie*, vol. 36 n°2, 2003.
- Preble E., Casey J., *Taking care of business – the heroin user's life on the street*, *The international Journal of the Addictions*, n°4(1), 1969. Traduit en français dans les *Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n° 32, 1998.
- Ruggiero V., South N., *La ville de la fin de l'ère moderne en tant que bazar : marchés des stupéfiants, entreprise illégale et barricades*, in *Déviance et Société*, vol. 20, n 4.
- Schiray M., *Les filières-stupéfiants : trois niveaux, cinq logiques*. *Futuribles*, n° 185, mars 1994, numéro spécial : géopolitique et économie politique de la drogue.
- Schiray M. Ed., *L'économie souterraine de la drogue*, CNV/MSH, 1994.
- Tarrius A., *Circulation des psychotropes et des migrants : des évolutions qui prêtent à confusion*, *Revue Toxibase*, n° 13 – 1^{er} trimestre 2004.
- Tarrius A., Missaoui L., *Naissance d'une mafia catalane ? Les jeunes de "bonnes familles" locales dans les trafics de drogues de Barcelone à Perpignan, Toulouse et Montpellier*, Ed Llibres del Trabucaire, Perpignan, 1999.
- Tarrius A., *Fin de siècle incertaine à Perpignan : drogue, pauvreté, communautés d'étranger dans une ville moyenne frontalière française*, Perpignan. Ed Llibres del Trabucaire, Perpignan. 1997.

Working and Living Conditions of Irregular Migrants in the Czech Republic¹

ČERMÁK, Z., Charles University in Prague

DZÚROVÁ, D., Charles University in Prague
dzurova@natur.cuni.cz

ČERMÁKOVÁ, D., Charles University in Prague

DRBOHLAV, D., Charles University in Prague

JANSKÁ, E., Charles University in Prague

LACHMANOVÁ, L., Charles University in Prague

Résumé / Abstract

The paper will present selected results of the project “International Migration and Migrants’ Illegal/Irregular Economic Activities: The Czech Republic in a Broader European Context” that is being carried out by a research team of the Department of Social Geography and Regional Development of the Charles University in Prague. The project is being worked out for the Ministry of Labour and Social Affairs of the Czech Republic (in the period 2005-2007). Some research activities have been coordinated with Austrian (ICMPD - Michael Jandl’s team) and Hungarian (Panta Rhei - Judith Juhász’s team) partners.

As illegal migration and migrants’ illegal/irregular economic activities in the Czech Republic are only a little known phenomenon, the target of the whole project was to explore this topic in its width by using quantitative as well as qualitative research techniques. In this paper, however, we focus only on labour organization of irregular migrants and their working conditions (type of work, characteristics of employers, length of working day, wage level etc.). Furthermore, their living conditions in the Czech Republic will be presented with special regard to migrants’ housing and their social relations. Most of these characteristics will be, moreover, described in a comparative perspective based on ethnic dimension.

Our paper is primarily based on a two round non-representative questionnaire-survey of irregular migrants working in the Czech Republic. The first round was accomplished in 2006 in Prague and its surroundings. Our sample comprised of 99 respondents – 70 respondents were “Post-Soviet” migrants, 15 were migrants from Vietnam and China and 15 respondents originated from developed countries of the “Western world” (outside the EU). The second (ongoing) round will have been accomplished by July 2007. It takes place in different regions of the Czech Republic (excluding Prague) and altogether 100 irregular migrants will take part (70 Post-Soviet migrants and 30 Vietnamese migrants).

Based on our quantitative analysis it has been proven that the most important reasons bringing economic migrants with their irregular activities to the country are closely tied to “pulls”. Namely, an already established system of middlemen,

¹ The presentation was prepared with support from the project of MLSA, No. 1J057/05-DP1, and MEYS, No. 002162083.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

strong demand for illegal foreign labour force and widespread “culture of tolerance” of illegal employment are considered to be the key motivation factors. The client-based model seems to be a typical Czech phenomenon, more complex than other middleman labour recruitment and organization systems across Europe.

Introduction

For decades, the territory of the Czech Republic was in particular an emigration region. In the 19th and the second half of the 20th century, the emigration was especially connected with the industrialisation and demographic revolution, after World War Two the political motives prevailed. Due to this development and especially in connection with the transfer of the inhabitants of the German nationality after World War Two, the Czech Republic has become a country with a relatively homogenous nationality composition.

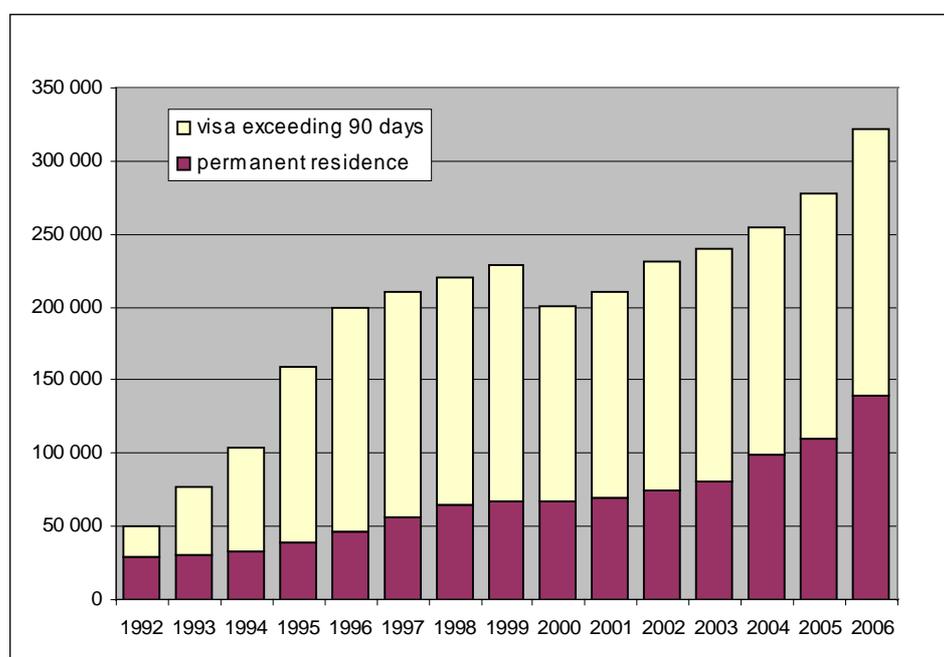
After 1989, following the political and economical transformation, radical changes occur in the Czech Republic in several areas, especially the changes in the basic character of the balance of international migration. Due to the gradual opening of borders, the territory of the Czech Republic became in the first half of nineties especially a transit country through which the migrants from the Eastern Europe and some other regions of less developed regions of the world to attractive countries of the Western Europe. Since the end of nineties, more and more migrants have been moving to the Czech Republic as the target country, both as the place of permanent residence and as the place of short-term residence for the most part economically motivated. All this in connection with the political and economic stabilisation of the region, formally expressed by the accession of the country to the NATO and European Union. The growing inflow of immigrants leads to the establishment of ethnical communities that become an integral part of the society. Therefore, the situation in the Czech Republic comes gradually nearer to the state in the Western Europe, even though with a ratio of 3.6% of foreigners in population it still belongs to the countries with a low value of the indicator.

The official information about the number and structure of immigrants comes basically from three main sources. The first and the most comprehensive source are the records of the residence permits issued. Another important source bound to the economic activities of foreigners is the records of work permits and trade licences issued. And, finally, the third source, less important in terms of numbers, is the database of asylum seekers. As in other places of the world, the important source of information is also the population census including the questions concerning the place of birth, previous place of residence, citizenship, and nationality.

As of 31 August 2007, there were recorded in the Czech Republic 368,781 foreigners (without asylum seekers), out of which there were 151,763 permanent resident foreigners, 217,018 foreigners with some type of long-term residence exceeding 90 days. Since 1989, the number of foreigners in the territory of the Czech Republic has been continuously growing (diagram 1), the decrease in 2000 can be attributed to the change in legislation. The most numerous groups included in 2006

the citizens of Ukraine (102,594), Slovakia (58,384), Vietnam (40,779), Poland (18,894), and Russia (18,564). The composition of the most numerous group of five has not changed since the mid-nineties. From the point of view of the type of residence, there are differences between the mentioned groups. While the citizens of Ukraine represent a typically short-term working migration – only 24.8% of them have a permanent residence here, it is exactly the opposite in the case of Vietnamese – 74.9% of them have a permanent residence here. The historically specific groups are the citizens of Slovakia and Poland. The demographic composition of foreigners reflects the economic motivation of their stay here. The overall majority (88%) of them is in their working age of 15 – 64 years with the prevailing number of men (60%). The mentioned characteristics are even highlighted when selecting the group of foreigners without the permanent residence.

Diagram 1 Number of permanent resident foreigners and visa exceeding 90 days, Czech Republic in 1992 – 2006



Source: ČSÚ (Czech Statistical Office)

The territorial distribution of foreigners in the Czech Republic is markedly differentiated. As in other immigration states, the immigrants concentrate in the economically attractive regions, such as large urban agglomerations or regions with the flourishing industry. The first case is represented by the Prague and Brno agglomerations, the second case can be represented by the district of Mladá Boleslav with the Škoda motor-car works. A specific case in the Czech Republic is represented by some regions of western border region the migration attractiveness of which is given by the frontier effect arising from the high spending power of German and Austrian inhabitants. The high extent of the territorial concentration of foreigners is

documented by the following characteristics: in 2006, a half of the citizens of the Czech Republic with a foreign citizenship concentrated on 7.9% of the territory, in the case of foreigners without permanent residence it was even 4.5 %; as compared with that, the same indicator for the total number of inhabitants of the Czech Republic amounted to 21.1% (calculated at the level of districts). Out of five the most numerous groups of foreigners, the highest degree of the territorial concentration was reached by the Russians, the lowest by the Vietnamese and Slovaks.

A completely exceptional position in terms of the number of foreigners is taken by Prague or the whole Prague agglomeration. 7.6% of the total number of inhabitants of Prague are foreigners, which is the highest number in the Czech Republic even in the comparison at the inter-district level. Out of the total number of foreigners living in the Czech Republic, 32.2% concentrated in Prague in 2006. When we add to that the percentage in the Central Bohemia Region (13.2%), we find that more 45% of foreigners living in the Czech Republic concentrate in Central Bohemia. We get even higher values of the percentages in the case of foreigners without permanent residence; 39.2% of the total number of them living in the Czech Republic live in Prague and 53.5% live in Central Bohemia. In Prague, there are concentrated most of Russians, Ukrainians, and Slovaks out of the inhabitants of the given group living in the Czech Republic, it is even 52.8% in the case of Russians. The whole area is typical of a lower number of permanent resident foreigners.

The above-mentioned data implies that the best part of migration to the Czech Republic is economically motivated. The immigrants have thus become an important part of the Czech economy. Due to their specific position in the labour market, they often come into conflict with laws. The increasing demand for inexpensive labour force and administrative barriers of visa policy and the policy of the employment of foreigners lead to an increase in the number of illegal migrants and especially to an increase in illegal activities of foreigners in the Czech labour market.

Globally, the irregular migration represents an important phenomenon with many important impacts upon societies and, thus, cannot be neglected in international migration research. It is worth mentioning that it is estimated at least three million unauthorised foreigners live in the EU, up from 2 million a decade ago. Schatzer (2001) estimates that between 10 and 15 % of migrants already present in Western Europe, and between 20 and 30 % of new inflows, are undocumented. Other developed countries follow the same trend. For example, some 11 mil. irregulars might stay and work in the US currently.

Along with numerous immigration inflows that have reached the Czech Republic since the very beginning of the 1990s, also irregulars came to find jobs and to start working on the Czech labour market. There is rather sporadic information as to how many of them operate in the country and under which circumstances and conditions. The estimates vary between 40 and 300,000 depending on who is taken into account and what methods are used e.g. (Drbohlav 2003, Drbohlav, Lachmanová, forthcoming).

As the phenomenon of illegal migration and illegal activities of foreigners due to the very essence of the phenomenon cannot be precisely measured and primary

sources of information are difficult to obtain, one of the solutions is the performance of more specific sample surveys

The goal of our presentation is to inform about the selected results from the area of illegal working activities and living of immigrants on the basis of sample survey. The survey was performed within the framework of the research project “International Migration and Illegal Working Activities of Migrants in the Czech Republic in Broad European Context” carried out by the team led by Doc. D. Drbohlav at the Department of Social Geography and Regional Development of the Faculty of Science of the Charles University in Prague. The project is being worked out for the Ministry of Labour and Social Affairs of the Czech Republic (between 2005-2007) and also has international links to two teams in Austria and Hungary (led by Michael Jandl and Judith Juhász).

Methodology and survey design

The survey was carried out by means of the questionnaire survey of the group of immigrants operating illegally in the labour market employed in the area of the Prague agglomeration. The illegal operation means for our purposes the violation of legal regulations in the area of residence or working activities. The survey was conducted in Prague and the area around it in the period from November 2005 to January 2006. Due to the nature of illegal migration, it was not naturally possible to ensure a full representativeness of the selected sample of respondents. Their selection depended on the possibilities of agents distributing the questionnaires and their contacts to the respective immigrant communities. The questionnaire contained 118 questions divided into areas related to, apart from the basic demographic data of own migration, to the economic activities in the territory, living and housing, and social relations.

The survey concentrated on three important and, at the same time, type differentiation groups of immigrants in the Czech Republic. The first – most numerous – is formed by the citizens of the republics of the former Soviet Union (especially the Ukrainians), the second by the immigrants from Vietnam and China, and the third by the citizens from advanced countries – especially from North America. In total, the questionnaires from 99 respondents were processed.

In our research we work with migrants’ irregular economic activities that we divide into two separate groups:

Illegal economic activity of an immigrant is considered to be a situation when an immigrant does not possess both a residence permit and a work permit/trade licence or he/she possesses a residence permit (e.g. tourist visa) but he/she does not have a work permit or a trade licence.

Quasi-legal economic activity of an immigrant is considered to be a situation when an immigrant possesses a residence permit as well as a work permit/trade licence but he/she strongly violates work-related laws - e.g. he/she works in a different region, branch or profession or for a different employer than it is stated in his/her work permit, or he/she smuggles goods or is employed although having a trade licence.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

The data file has been processed using the basic methods adequate to the nature of obtained data – it is especially the frequency classification and simple descriptive and association analyses. All analyses were carried out using the SPSS (SPSS Inc, Chicago, USA) statistical packages. The use of the data was in accordance with the statutory obligations to protect confidentiality. Individuals could not be identified from the data provided for analysis.

Results

The basic information about the surveyed group of immigrants is included in Tables 1, 2, and 3. The composition of persons in our selection according to age, sex, and education does not differ principally from the data mentioned in more representative surveys of legal immigrants.

Table 1 Respondents of monitored immigration groups according to sex

Immigration group	Men	Women	Total
Former USSR	34	35	69
East Asia	10	5	15
North America	9	6	15
Total	53	46	99

Table 2 Respondents of monitored immigration groups according to age groups (%)

Immigration group	-24	25-29	30-39	40+	Total
Former USSR	17,4	18,8	37,7	26,1	100
East Asia	40,0	20,0	26,7	13,3	100
North America	13,3	33,3	46,7	6,7	100
Total	20,2	21,2	37,4	21,2	100

Table 3 Respondents of monitored immigration groups according to completed education (%)

Immigration group	Basic and uncompleted	Secondary vocational	Secondary general	University	Total
Former USSR	2,9	60,9	24,6	11,6	100
East Asia	6,7	26,7	46,7	20,0	100
North America	0,0	6,7	0,0	93,3	100
Total	3,0	47,5	24,2	25,3	100

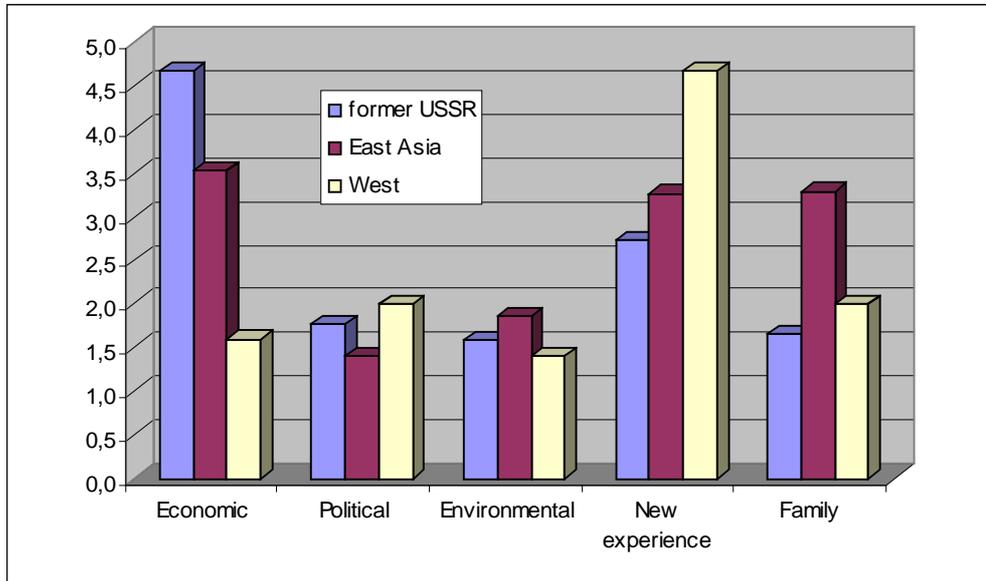
The overall majority of immigrants from the surveyed sample have moved to the Czech Republic in a legal manner, most commonly on the basis of tourist visas. Only in the course of further stay, they come into conflict with laws applicable to the labour market or residential conditions. One of the key problems is thus the concept of “illegality” of immigrants. Table 4 expresses subjective attitudes of the respondents to the question whether they violate the legal regulations applicable to the residential and working conditions. It has been proved that the variety of violation is wide. From the immigrants without work or residence permit to those violating some partial legal regulations of labour-law relations and often not even realising it.

Table 4 Structure of responses to the question: Do you think that your current residential or working status is legal, within legal limits?

Residence	Work			Total
	Yes	Yes/No	No	
Yes	14	17	17	48
Yes/No	1	3	5	9
No	0	1	41	42
Total	15	21	63	99

On the basis of diagram 2, we can assume different motivations of the moving of immigrants to the Czech Republic. The clear predominance of economic reasons of the East Asian and especially post-Soviet immigrants and the predominance of reasons connected with discovering, experience, and “adventure” of the North American immigrants confirm the generally accepted concepts about the differences between the communities.

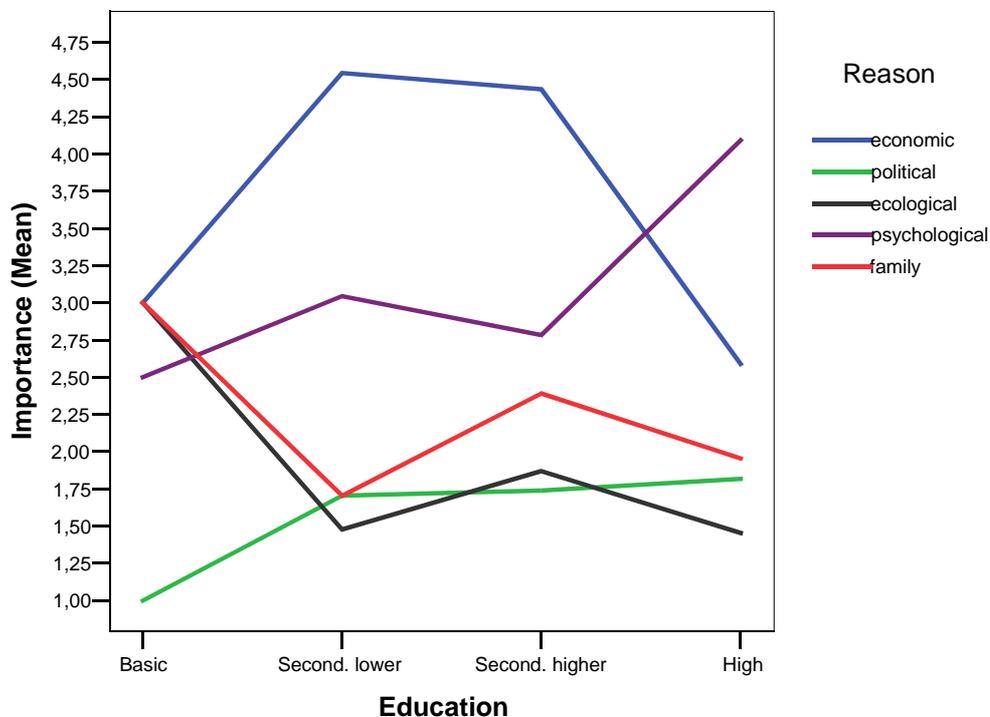
Diagram 2 Reasons of the moving of immigrants to the Czech Republic according to the immigration groups (importance mean value)



Note: 1 – Important reason, 5 – Very important reason

Diagram 3 clearly implies a differentiation of declared reasons of moving to the Czech Republic from the point of view of completed education. In the case of immigrants with lower education (basic, secondary lower, secondary higher), the importance of economic reasons is dominating (limited opportunities for enterprising, low salaries, lack of employment opportunities, and others). On the contrary, for the immigrants with university education, the most important reason for moving is psychological (new knowledge, new experience, adventure).

Diagram 3 Reasons of the moving of immigrants to the Czech Republic according to the education categories (importance mean value)



To a great extent, the employment of illegal immigrants reflects a typical scheme known from legally issued work permits in sectors such as the building industry (typical of the immigration from the post-Soviet countries), food processing industry or service industry (Table 5). The net monthly income amounting in the case of the immigrants from the post-Soviet countries to no more than CZK 13 thousand, while in the case of other two groups is higher by CZK 3 to 4 thousand, is closely connected with the character of work and sector structure. On the top of that, the post-Soviet immigrants work at an average 10.7 hours per day, the East Asian immigrants 9.5 hours, and the North American only 6.3 hours. The distribution of immigrants according to the size of enterprises they work for is interesting. As expected, small enterprises with no more than 20 employees prevail; however, the percentage of larger enterprises is not insignificant. In order to be legally protected, the said organisations engage the illegal workers for the most part by means of subcontract (Table 6).

Table 5 Respondents of monitored immigration groups according to the sector of employment (%)

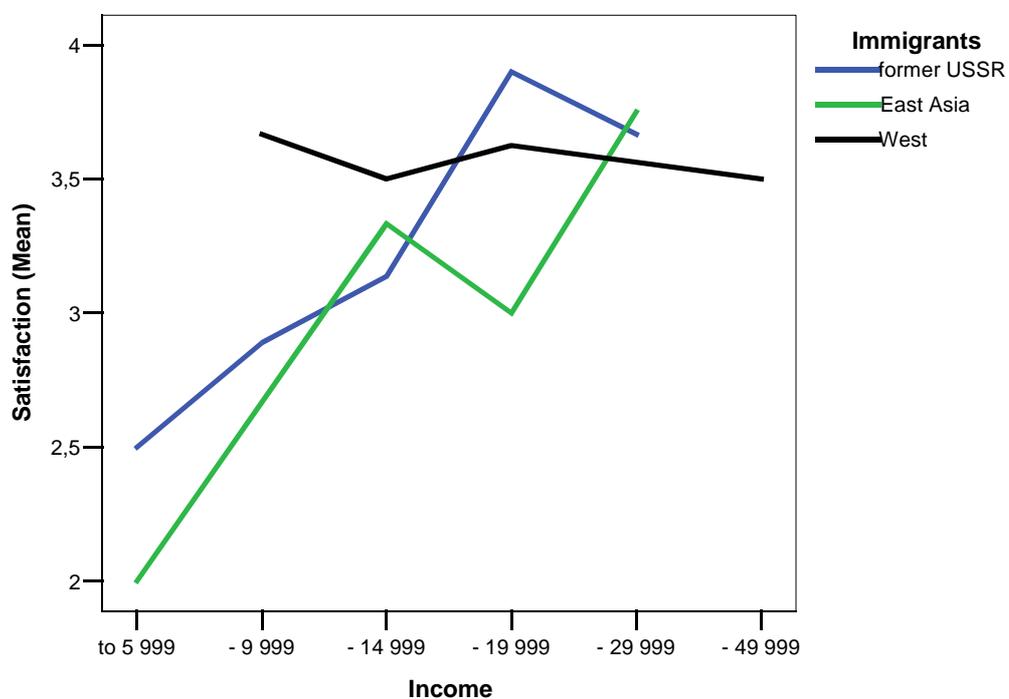
Immigration group	Sector				Total
	Construction building	Industry	Services	Not specified	
Former USSR	37,7	24,6	37,7	0,0	100
East Asia	0,0	0,0	46,7	53,3	100
North America	0,0	0,0	100,0	0,0	100
Total	26,3	17,2	48,5	8,1	100

Tab. 6 Respondents of monitored immigration groups according to the size of enterprise/company they work for (%)

Immigration group	Number of employees			Total
	do 19	20-99	100 and more	
Former USSR	60,9	23,2	15,9	100
East Asia	86,7	0,0	13,3	100
North America	33,3	26,7	40,0	100
Total	60,6	20,2	19,2	100

Diagram 4 confirms the fact that the immigrants from North America have in all income categories a comparable means satisfaction with their working situation. This fact can be related to the finding that the main motivation factors of immigration of this group are not economic reasons. On the contrary, the satisfaction of other groups of immigrants with their working situation considerably depends on the amount of salary.

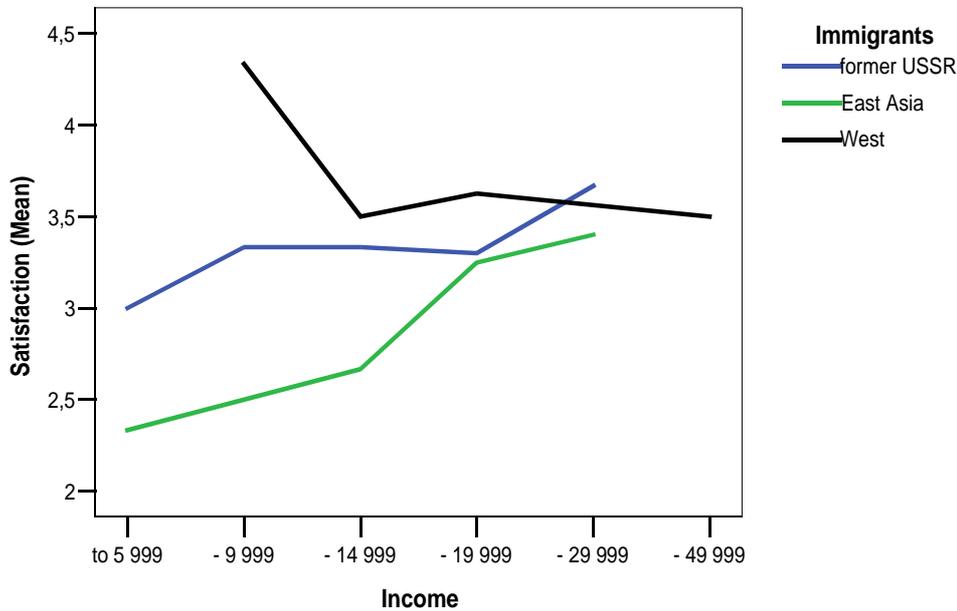
Diagram 4 Satisfaction with the current working position according to the income categories and immigration groups (mean satisfaction)



Note: 1 – Very unsatisfied, 5 – Very satisfied

In terms of the satisfaction with housing, there is shown a roughly similar trend as in the case of the satisfaction with working conditions (Diagram 4 and 5). As for the immigrants from the former Soviet Union and East Asia, there is a trend confirmed that the satisfaction with housing trend increases with an increasing income.

Diagram 5 Satisfaction with the current housing according to the income categories and immigration groups (mean satisfaction)



Note: 1 – Very unsatisfied, 5 – Very satisfied

On the basis of other results, it can be stated that in the case of the major part of respondents the violation of laws as far as their residence and work is concerned does not affect in a principally negative manner their living situation. In their responses to the questions evaluating their satisfaction with their current position, there is a predominant inclination to the central position on the offered five-degree scale. Their responses concerning the working and housing situation are slightly in favour of positive evaluation; on the contrary, the overall living situation is evaluated slightly worse. The fact that the greatest emphasis is placed on the working conditions is implied, apart from other things, by the level of correlation coefficients (Table 7). Even though the major part of respondents is willing to legalise their situation in the case of amnesty, the majority of them would repeat their previous decision to operate in the Czech labour market illegally. The established conclusions support the necessity to pay an increased attention to the phenomenon.

Table 7 Correlation between the satisfaction with overall living situation, work and housing of the immigrants from the former Soviet Union republics

	Overall living situation	Work	Housing
Overall living situation	x	0.606**	0.271*
Work	0.606**	x	0.215
Housing	0.271*	0.215	x

Note: Pearson's correlation coefficient

* Significant at 95% reliability level

** Significant at 99% reliability level

Discussion

When surveying the illegal economic activities of the migrants in the Czech Republic, we met the phenomenon that is one of the key phenomena concerning the access to the labour market by the quasi-legal and illegal immigrants especially from Ukraine (Drbohlav, Lachmanová, forthcoming). Simply speaking, it is the system of migrants' work organisation through mediators. According to our conclusions, an approximately half of all the Ukrainian migrants in the Czech Republic have encountered the system.

The system of organised employment of immigrants in the Czech Republic consists of two hierarchically arranged levels – subsystems and four basic actors (Nekorjak, 2005). The first level is based on the interaction between migrant-workers and mediators, with the Czech employers intervening in it, the second level is a superstructure on the first one and is based on the relations between the mediators and organised crime. Two levels of the system differ not only in the types of main actors, but also in various circumstances of their origination and functioning. In this place, we will focus only on the first level of migrants' work organisation system we encountered directly in our survey.

The present form of the first level of the system of migrants' work organisation can be regarded as the result of dichotomy when on one part there is a high demand for inexpensive labour force and on other part there are stronger and stronger state-constructed barriers. This state of affairs creates the space for the origination of legal and illegal institutes (Massey et al. 1998). The mediators between the migrant-workers and Czech employers have become such institutes in the Czech Republic. According to Černík (2005), such mediator is a man or woman from the former Soviet Union establishing contacts and social background in the Czech Republic during the previous stays. Even a Czech with contacts to the immigrant community may become such mediator; however, same as with migrant-workers, there is a clear predominance of immigrants from Ukraine. The main activity of mediators is to ensure the required number of migrants for employers. It can be a small number of migrants or even hundreds. The work performed by migrants is charged by the mediator to the Czech

employer. From the received financial means, the mediator pays wages to the migrants, but keeps a great part of the financial means. Apart from his or her own profits from the financial means, the mediator pays fees to mafia, accommodation, tax and social and health insurance in the case of quasi-legal migrant-employees, and the loan repayments if the immigrant borrowed money the mediator.

At the beginning, the role of mediators was based on informal personal relations with migrants and employers. Their activities included the searching for employment, negotiation with offices, interpretation, provision of accommodation, solution of crisis situations connected with the migration. Gradually, the role of mediators has undergone a professionalisation and institutionalisation through a formal registration of companies with a possibility to carry on business in one and most commonly more fields equal to the fields to which they supply migrants, e.g. building industry, manufacturing industry, services, etc. The pressure for the formalisation of the activity of mediators was connected especially with increasing the barriers for the foreigners from third countries since the second half of nineties. In the course of time and especially in the case of large-sized firms, the possibility to pay wages directly to illegal immigrants was limited as the need to legalise the wage expenses grew. The entrepreneurs also wanted to transfer the responsibility for employing illegal or quasi-legal migrants to other entities; therefore, the strategy of subcontracting has fully developed. Even the mediators wanted to formalise their activity as the establishment of companies facilitated obtaining the required documents for legal stay. At the same time, the existence of companies facilitates the provision of quasi-legal status for the Ukrainian workers as they are able to prove a purpose of stay when filing applications with Czech authorities. The existence of mediators in the international working migration is also mentioned by other surveys, albeit in a limited manner as a part of the whole phenomenon of illegal migration, and a number of issues arising from the Czech environment are not mentioned at all. For example, Malheiros (1999) describes ethnic agents in Portugal who by means of networks ensure the recruitment of migrants to the building industry from Cape Verdean or Guinean. There was recorded an increase in the subcontracting arrangement in the second half of eighties in the USA, in connection with the governmental restrictions against illegal migrants resulting in an increase in the number of illegal migrants supplied to the labour market via subcontractors to 10% (Phillips, Massey 1999, Durand, Massey, Parrado 1999). In contrast to the above-mentioned cases of mediators, the activity of mediators is much wider in the Czech Republic. The migrant often stay in touch with the mediator for the whole period of his or her stay and the mediator ensures other services such as the provision of information, visas, work permits in some cases, transport, accommodation, payment of wage, protection, money lending, etc.

Conclusion

The main goal of this paper is to give selected results of our research project “International Migration and Migrants’ Illegal/Irregular Economic Activities: The Czech Republic in a Broader European Context”. We were primarily interested in irregular migrants themselves – in conditions in their countries of origin, reasons for

migration, their living and working conditions in the Czech Republic. Furthermore, the role of Czech state and its migration policy, as well as the impacts of migrants' irregular work on different levels (on the Czech state, on employers etc.) were not neglected. For the purpose of this paper, however, we focus only on the economic activities and living conditions of 3 groups of irregular immigrants

The documented results of the performed questionnaire survey imply that the major part of illegal immigration is motivated economically. The immigrants have become a more and more important part of the Czech economy. Due to their specific position in the labour market, they come into conflict with laws. The increasing demand for inexpensive labour force and the administrative barriers of visa policy and policy of employment of foreigners lead to an increase in the number of illegal migrants and especially an increase in illegal activities of foreigners in the Czech labour market.

Based on our quantitative analysis it has been proven that most irregular migrant workers primarily used legal ways when entering the country. Thus, the economic activities of "totally illegally staying foreigners" that have never had any visa or permit seem to be marginal. The most frequent forms of irregular economic activities of migrants in the Czech Republic are those when an immigrant possesses a residence permit and a trade licence but he/she works for someone thus he/she is in reality an employee not an entrepreneur ("hidden employment"), as well as, the client system of informal labour arrangement. This client-based model seems to be a typical Czech phenomenon, more complex than other middleman labour recruitment and organization systems across Europe.

References:

- Černík, J. (2005): Klientický systém jako quasi-feudalismus v Česku', Migraceonline, Retrieved January 14, 2005, from: http://www.migraceonline.cz/studie_f.shtml?x=218348
- Drbohlav, D. (1997): Migration Policy Objectives for European East-West International Migration. *International Migration*, Vol. 35, No. 1, pp. 85-108.
- Drbohlav, D. (2003): Immigration and the Czech Republic (with Special Respect to Foreign Labor Force). *International Migration Review*, Vol. 37, No. 1, pp. 194-224.
- Drbohlav, D. (2004): Migration Trends in Selected EU Applicant Countries; Volume II – The Czech Republic: "The Times They Are A-Changin". (European Commission Project: "Sharing Experience: Migration Trends in Selected Applicant Countries and Lessons Learned from the New Countries of Immigration in the EU and Austria"). International Organization for Migration (IOM), Vienna.
- Drbohlav, D., Dzúrová, D (2007): „Where Are They Going“? - Immigrants' Inclusions in the Czech Republic (A Case Study on Ukrainians, Vietnamese and Armenians in Prague), *International Migration*, vol. 45, (2), 1-27.
- Drbohlav, D., Lochmanová, L. (2008): Neoprávněné ekonomické aktivity migrantů v Česku (Delfy výzkum českých odborníků) (forthcoming).

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

- Durand, J., Massey, D.S., Parrado, E. A. (1999): The New Era of Mexican Migration to the United States' *Journal of American History*, 86 (2): 518-536).
- Horáková, M., Polívka, M., Pfeifer, P. (2001): Nelegální zaměstnávání cizinců jako překážka v jejich žádoucí integraci na trhu práce, Volume I. Praha, VÚPSV
- Malheiros, J. M (1999): Immigration, Clandestine Work and Labour Market strategie: The Construction Sector in the Metropolitan Region of Lisabon. In: Baldwin, E., M. Arango, J. (eds.), *Immigrants and the Informal Economy in Southern Europe*. Frank Cass Publisher, pp. 169-186.
- Massey, S. D. et al. (1998): *Worlds in Motion, Understanding International Migration at the End of the Millenium*. Oxford, Clarendon Press.
- Nekorjak, M. (2005): Pracovní migrace Ukrajinců do České republiky, in L. Hučko (ed.) *Duchovní a kulturně společenská podpora integrace národnostních menšin*. Praha: Apoštolský exarchát Řeckokatolické církve v České republice, 21–36.
- Phillips, J. A., Massey, D. S. (1999): The New Labor Market: Immigrants and Wages after IRCA. *Demography*, 36 (2), pp. 233-246.
- Schatzer, P. (2001): Illegal migration needs firm but compassionate solution. Extract of presentation to Conference on the situation of illegal migrants, Paris: Committee on Migration, Refugees and Demography, Council of Europe, 13 December, from: <http://www.population2005.org/Illegal%20migration.doc>

Le commerce d'exportation de voitures d'occasion entre Bruxelles et l'Afrique

Martin ROSENFELD, GERME, Université Libre de Bruxelles
martin.rosenfeld@ulb.ac.be

Résumé / Abstract

Notre contribution s'attache à présenter le fonctionnement du commerce de voitures d'occasion tel qu'il se pratique entre la Belgique et l'Afrique. Cette contribution se situe ainsi dans le champ des activités illégales, ou exercées illégalement, proposé dans ce colloque.

Chaque année, entre 3 et 4 millions de voitures d'occasion sont exportées d'Europe vers l'Afrique. Le quart de ce commerce – soit 1.000.000 de voitures par an – passe par le port d'Anvers. C'est pourtant à Bruxelles, le long du canal dans le quartier de Cureghem, que s'effectue la majeure partie de l'achat, la revente et la préparation de ces voitures. Se trouve ainsi rassemblé sur quelques rues tout un marché réunissant des transporteurs de voitures d'occasions (en provenance essentiellement de France et d'Allemagne), des acheteurs directement débarqués des principales capitales africaines, des dizaines de garages ainsi qu'une série de commerces de biens en tout genre destinés au fret. Une grande partie de ce commerce s'effectue en marge de la légalité avec une part belle laissée au marché informel. Notamment pour l'achat et la revente des véhicules qui se fait à même la rue.

Ce terrain d'étude nous semble particulièrement intéressant du fait que la circulation migratoire prend, dans ce secteur, une dimension particulière. Il apparaît en effet que c'est en marge de la circulation des voitures d'occasions que s'est développé la circulation des migrants. La grande majorité des personnes actives dans ce secteur sont des migrants arrivés en Belgique en vue de pratiquer ce commerce. Certains ont pu s'installer et possèdent aujourd'hui d'importants garages. La plupart cependant sont des ressortissants des principales capitales africaines venus pour quelques mois sans permis de séjour afin de rassembler un lot de voitures à exporter. Pour eux, l'activité économique se pratique de façon informelle à même la rue.

Cette circulation migratoire se caractérise également par une activité que nous qualifions de locale en ce sens qu'il s'agit d'une activité économique à l'échelle globale mais extrêmement ancrée dans le local. Tout ce secteur économique est en effet concentré sur quelques rues d'un même quartier. Les garages n'occupant que les rez-de-chaussée, un nombre important de bâtiments ont été aménagés en logements sommaires dans lesquels les migrants sans permis de séjour sont logés. Les populations occupées dans ce secteur d'activité vivent dès lors dans un micro quartier entretenant très peu de contact avec le reste de la ville.

L'approche théorique fondant ce travail de terrain se base sur la Grounded Theory Approach de GLAZER & STRAUSS et est mise en œuvre au travers d'entretiens approfondis et de Focus Group. Une importance particulière est donnée au concept de carrière migratoire en ce sens qu'il permet de rendre compte des étapes institutionnelles et sociales ainsi que de leurs bifurcations. Ce

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

concept de carrière migratoire nous semble intéressant car il permet de réconcilier les structures d'opportunités (approches structurelles ouvertes d'en haut par les différentes institutions belges) et la mobilisation des ressources (accès par le bas - via le réseau du migrant - aux ressources sociales, économiques et culturelles).

Le matériel de terrain développé dans cette contribution provient d'une étude sur le travail des nouveaux migrants en Belgique. Outre le commerce de voitures d'occasion, une attention particulière a été portée dans cette étude aux travailleurs saisonniers dans la récolte des fraises en Wallonie et au secteur de la construction à Bruxelles.

En offrant, à l'échelle de la Belgique, une approche pointue de ces questions, ce projet de recherche s'inscrit parfaitement dans les objectifs comparatifs développés dans ce colloque autour des questions d'emploi des étrangers et de nouvelles dynamiques migratoires.

Ces différents éléments nous laissent donc penser que cette contribution pourrait représenter un apport enrichissant en proposant, au cœur même des thématiques du colloque, un terrain d'étude original mettant en lumière des formes nouvelles de circulation migratoire.

Nous voudrions développer dans ce texte les lignes directrices d'un projet de recherche visant à décrire une réalité migratoire qui tire sa particularité du fait qu'elle s'est développée le long d'un circuit économique dont la fonction était avant tout de faire circuler des objets. La porte d'entrée vers la compréhension de cette réalité migratoire est l'étude du commerce d'exportation de voitures d'occasion prenant place le long du canal de Bruxelles.

On observe aujourd'hui dans ce quartier la présence d'une importante population en provenance des principaux pays d'Afrique Noire. Il n'y a pourtant aucun lien historique entre ce quartier et cette population. Cette présence est donc exclusivement liée au commerce de voitures d'occasion et aux activités satellites qui gravitent autour.

L'approche que nous cherchons à mettre en place s'apparente aux démarches que Michel PERALDI et Alain TARRIUS développent à partir de Marseille. Nous nous reconnaissons ainsi dans la définition que PERALDI donne des nouvelles migrations. De même, l'utilisation que TARRIUS fait du concept de « mondialisation par le bas » nous semble des plus utiles. Il est en effet intéressant d'observer que si les mouvements de personnes et d'objet que nous observons aujourd'hui à Bruxelles prennent bien place à l'échelle planétaire, ils le font d'une façon radicalement différente de ce que nous associons habituellement au concept de mondialisation. C'est en effet au travers de l'initiative individuelle de centaines et de milliers d'entrepreneurs transmigrant établissant des ponts entre deux mondes séparés l'un de l'autre par des frontières physiques et culturelles que de véritables circuits migratoires en viennent à voir le jour. Extrêmement souples et mobiles, ces circuits migratoires se comportent d'une façon très différente des flux de biens à l'échelle mondiale décidés « d'en haut » par les multinationales.

Il est important également de remarquer que les entrepreneurs transmigrants, à l'origine de cette « mondialisation par le bas », offrent une image radicalement différente de celle habituellement associée aux immigrants. Entrepreneurs, ils

saisissent les opportunités créées par le différentiel de richesses entre le Nord et le Sud plutôt que de continuer à en subir les inégalités. Dynamiques, ils dépassent les limites (physiques, morales et culturelles) dans lesquelles s'enferment les états nations. Mobiles, ils vont au-delà des principes territoriaux fondant le cadre identitaire des états nations. Enfin, civilisateurs, ils créent des ponts entre les pays et les peuples pour forger, dans l'échange commercial, un terrain qui va au-delà des cadres ethniques, identitaires ou religieux. Alain TARRIUS insiste bien sur cet aspect :

« La capacité de se situer dans un *entre-deux*, de contourner tout ce qui fait frontière ou fidélité à un lieu de sédentarité, joue chaque fois un rôle déterminant dans le succès. Aussi les nomades ne cessent-ils de se rencontrer, de se prêter main-forte pour mieux englober, circuler, et tirer richesse du passage à travers ce qui bloque les autres : les frontières entre Etats, pour les plus hardis, mais surtout les frontières entre différents mondes identitaires, entre différents univers de normes et de valeurs. » (TARRIUS 2002 : 37-38)

Il nous semble dès lors important de faire une place, dans l'étude sur les nouvelles réalités migratoires que nous cherchons à mettre en place, à ces entrepreneurs migrants et à la logique qui les habite. Important d'abord car même s'ils évoluent dans une sphère que les sciences sociales ont du mal à appréhender, ils appartiennent néanmoins – à part entière – à ce que nous appelons aujourd'hui les nouvelles migrations. Important ensuite car reconnaître cette réalité est une façon de contrebalancer l'image parfois misérabiliste qui est habituellement associée à une partie de ceux qui ont choisi le chemin de l'immigration vers l'Europe.

1. Approche méthodologique de notre terrain d'étude

Avant d'en venir à la description proprement dite du commerce de voitures d'occasions prenant place à Bruxelles, il nous semble important de préciser différents concepts se trouvant à la base de notre approche.

Le concept de nouvelles migrations

Un mot d'abord sur le concept de nouvelles migrations. L'étude de la réalité migratoire observée en Belgique nous a amené à revoir la définition habituellement associée au concept de migration. Nous sommes en effet bien loin aujourd'hui des grands mouvements de populations orchestrés par les entreprises et l'état afin de proposer des emplois salariés aux masses de travailleurs migrants peu qualifiés.

Pour caractériser les nouvelles migrations observées sur les places marchandes d'Europe, nous ferons référence aux quatre traits essentiels que PERALDI (2002 : 8-9) met en avant pour distinguer celles-ci des anciennes migrations de l'« ère fordiste » :

- a) Les nouvelles migrations s'appuient sur la force diasporique des anciennes migrations
- b) Le statut d'entrepreneur a détrôné celui de salarié
- c) D'avantage qu'un basculement, la migration devient un cycle marqué par la pendularité et l'itinérance

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

- d) Le parcours migratoire est lié à des dispositifs commerciaux qui branche le Nord producteur au Sud consommateur

Cette définition des nouvelles migrations coïncide parfaitement avec la réalité migratoire observée dans le cadre du commerce de voitures d'occasions prenant place à Bruxelles. Pour s'en convaincre il suffit d'observer, dans le désordre :

- e) Qu'il s'agit bien d'un dispositif commercial mettant à la disposition de l'Afrique les voitures produites en Occident
f) Que ce commerce s'est développé autour de la présence d'un groupe d'immigrant, essentiellement d'origine libanaise, aujourd'hui parfaitement bien implanté dans la société et dont la plupart des membres ont d'ailleurs acquis la nationalité belge
g) Que la plupart des acteurs aujourd'hui actifs dans ce secteur le sont pour leur propre compte, ils endossent donc bien le statut d'entrepreneur
h) Que c'est leur capacité à circuler entre deux univers différents qui leur permettent de développer ces compétences d'entrepreneur déployant une activité commerciale à l'échelle internationale

A partir du moment où nous avons à faire à de nouvelles formes de migration, PERALDI (2002 : 20) fait remarquer l'importance de revoir le paradigme migratoire. D'après lui, cette révision prend place essentiellement à deux niveaux. Le premier niveau concerne la mobilité des nouveaux migrants. Il est en effet essentiel de reconnaître que de nouvelles formes de mobilités voient le jour et qu'il n'est plus pertinent aujourd'hui de considérer tout passage de frontière, même entre pays pauvres et riches, comme une transplantation durable de population. Le second niveau concerne la fin du monopole des firmes et des états dans les processus de mobilités liés à la circulation migratoire. Les nouvelles migrations se distinguent donc bien des migrations de l'« ère fordiste ». Si l'activité économique de ces migrants continue bien à avoir le monde pour échelle, c'est d'avantage en jouant par le bas une série de processus de redéploiement autour de situations de déséquilibre économique.

Nous approchons ainsi du second concept que nous voudrions développer ici. Il s'agit de celui de mondialisation par le bas.

Le concept de mondialisation par le bas

Dès lors que nous acceptons l'idée d'un changement du paradigme migratoire, il faut réfléchir à de nouveaux outils permettant d'appréhender la réalité sociale auquel le chercheur est confronté. S'il y a si peu d'études sur les ressortissants africains faisant l'aller-retour entre Bruxelles et leur pays d'origine afin de constituer des lots de véhicules d'occasions à exporter, PERALDI (2002 : 17-18) rappelle que c'est peut-être aussi parce que les sciences sociales ont du mal à appréhender ce phénomène. Ni de véritables migrants, ni même des candidats à l'installation en Europe, ces entrepreneurs migrants occupent un statut d'entre deux.

En donnant un sens et une visibilité à ces milliers d'entrepreneurs, dont l'action conjointe est à l'origine de véritables circuits économiques, le concept de mondialisation par le bas vient combler cette lacune épistémologique.

Si le concept de mondialisation par le bas a été proposé par PORTES (1999), c'est à la définition de TARRIUS que nous faisons ici référence :

« Ces hommes qui circulent en tout sens, et qui innovent là où les Etats, eux, ne font guère preuve d'imagination, nous montrent que la mondialisation peut aussi conduire à diversifier les conduites sociales. L'étranger – et pas seulement l'« ethnique » – retrouve aujourd'hui le rôle d'acteur et de témoin qu'il a toujours joué aux époques de changement historique. Il anticipe sur notre existence de demain dans la mesure où, ne trouvant plus sa place dans des dispositifs d'accueil obsolètes, le voilà contraint de bricoler, et peut-être de frayer les chemins d'un nouvel avenir collectif.

Que son action se déploie « par le bas » ne signifie nullement qu'elle soit insignifiante. Elle suggère l'existence d'une autre mondialisation : non pas celle des capitaux et des technologies, mais une mondialisation où le déploiement de puissantes solidarités suscite de nouveaux rapports sociaux. Ces nouveaux mondes de la migration produisent du « mixte », du mélange, une singulière aptitude aussi à être simultanément d'ici et de là-bas. Ils renouvellent les cosmopolitismes là où l'Etat –, féroce gardien des sédentarités citoyennes, ne les attend pas : dans des territoires qui lui échappent et qu'il ne sait pas gérer » (TARRIUS 2002 : 156-157)

Il nous semble important de souligner que cette définition de la mondialisation par le bas permet d'envisager, chez toute une série d'acteurs occupant un rôle dans cette activité économique, une ré appropriation de l'initiative liée à leur activité migratoire. Ils ne sont plus les victimes d'un système renforçant les inégalités en mettant en place des activités économiques se déployant au-delà des frontières nationales et continentales, mais bien des entrepreneurs utilisant leurs compétences migratoires pour tirer profit des opportunités créées par la mise en contact de deux mondes séparés. Ce sont bien les innovations et le « bricolage » qu'ils sont amenés à mettre en place qui fait sens.

Pour parvenir à saisir, dans toutes leurs nuances, les actions mises en place par ces acteurs économiques, il nous semble important de développer un troisième concept ; celui de carrière migratoire.

Le concept de carrière migratoire :

L'application du concept de « carrière » au champ des migrations permet de constituer un outil des plus utiles dans l'étude du parcours migratoire des personnes interrogées. Nous y voyons, en effet, un moyen d'appréhender le parcours migratoire dans sa dimension diachronique. Cela permet de saisir, dans toute leur complexité, un ensemble de nuances, que celles-ci soient liées au passage d'un statut à un autre, à l'évolution du projet migratoire ou encore aux bifurcations empruntées par le migrant.

De plus, le concept de carrière migratoire offre la possibilité de réconcilier deux outils méthodologiques essentiels des sciences sociales : les structures d'opportunités et la mobilisation des ressources. Les structures d'opportunités représentent l'ensemble des facteurs sociaux, économiques, institutionnels, culturels et politiques qui organisent tant la migration que les processus d'installation du migrant. Les structures d'opportunités constituent donc le cadre ouvert « d'en haut » par les

différentes institutions du pays d'accueil et de départ. La mobilisation des ressources représente, quant à elle, l'ensemble des ressources sociales, économiques ou culturelles que le migrant peut mobiliser « par le bas » via différents réseaux.

Le concept de carrière migratoire, en recentrant la focale sur le migrant, permet donc de concilier une approche par le haut via les structures d'opportunités et une approche par le bas via la mobilisation des ressources.

2. Les différents acteurs du commerce

Nous souhaitons décrire ici quelques-uns des principaux rôles prenant place dans ce commerce de voitures d'occasions. Nous sommes encore trop peu avancés dans la recherche pour que ce tour d'horizon puisse être apparenté à une véritable typologie des acteurs impliqués dans ce commerce. Néanmoins, ils nous apparaissent intéressants de mettre en lumière certains profils.

Alors que nous essayions, avec un garagiste d'origine libanaise, d'identifier les différents rôles occupés par les acteurs du quartier, celui-ci nous a présenté les différentes fonctions présentes dans ce commerce sur un modèle calqué sur l'évolution historique du quartier. A chaque époque coïncidait l'apparition d'une fonction nouvelle occupée par une catégorie particulière d'acteurs. C'est donc en suivant cette logique que nous articulerons ce chapitre. Précisons cependant qu'il faut apporter certaines nuances à ce type d'exercice simplifiant, inévitablement, la réalité observée.

Les transitaires ou la mise en place du commerce d'exportation par des ressortissants d'origine libanaise :

L'origine du commerce d'exportation remonte à l'initiative de ressortissants d'origine libanaise. Ce sont eux qui, les premiers, ont fait circuler des voitures d'occasions depuis la Belgique vers l'Afrique. Le rôle qu'ils ont occupé est donc avant tout celui de « transitaire ». Cependant, pour pouvoir mener cette fonction à bien, il ne suffisait pas d'être capable de trouver des voitures d'occasion et de les acheminer vers l'Afrique. Il fallait également pouvoir disposer de personnes de confiance pour se charger de la réception et de la revente des véhicules sur place, c'est-à-dire dans chacun des principaux ports du continent africain. C'est sans doute au regard de cette seconde compétence que les libanais se sont imposés comme étant les plus compétents pour mobiliser un important réseau ethnique implanté sur l'ensemble du continent africain.

Les entrepreneurs transmigrants

C'est suite au succès du commerce d'exportation de véhicules d'occasion vers l'Afrique que des « entrepreneurs transmigrants » ont commencé à suivre la route empruntée par les véhicules. Qu'ils soient commissionnés par un village, quelques familles ou un gouvernement, ils ont commencé à faire la route jusqu'à Bruxelles pour constituer eux-mêmes un lot de voitures à ramener au pays. S'ils prennent l'avion sur le chemin du retour, ils suivent néanmoins la route des véhicules exportés.

A Bruxelles, on n'observe pas encore à cette époque les multitudes de trajets effectués par des personnes sans spécialisation particulière. Ce qui, dans le contexte de Marseille, a été décrit comme le travail de « fourmis » des « trabendistes ». Il s'agit pour l'heure d'entrepreneurs transmigrants bénéficiant d'un statut d'hommes d'affaires capable de développer ses activités commerciales au-delà de ses frontières nationales.

L'émergence des activités satellites et l'apparition des populations maghrébines

C'est autour de l'expansion du commerce d'exportation de véhicules d'occasion que va se développer une série d'activités satellites. A partir du moment où un lot de véhicules faisant la route entre Bruxelles et l'Afrique est constitué, il y a en effet tout intérêt à ce que le voyage soit rentabilisé au maximum. C'est pourquoi les véhicules vont être utilisés comme contenant pouvant transporter des objets revendus en Afrique. Une partie du fret sera constitué de petits objets usuels sans grande valeur (tapis, vêtements), mais la hi-fi et l'électroménager sont également hautement appréciés.

Un principe directeur guide ces activités satellites : une série d'appareils, anciens ou en panne, sont déclassés en Europe parce que ne valant plus le prix (élevé) de leur réparation. Ces mêmes appareils pouvant être réparés pour une somme modique en Afrique, ils retrouvent un certain intérêt via l'exportation. Le cas des frigos hors d'usage, exportés pour servir d'armoire étanche protégeant des insectes, est également emblématique. La place des pièces détachées servant à la réparation des véhicules joue également un rôle important. Il s'agit généralement de copies « made in Taiwan » des pièces originales.

On observe, dans la mise en œuvre de ces différentes activités satellites, l'apparition d'une population d'origine maghrébine qui vivait en fait déjà dans le quartier sans pour autant être réellement parvenue jusqu'ici à s'intégrer dans ce commerce d'exportation de voitures d'occasion.

Les plus précaires et le développement du commerce informel

Progressivement, apparaît une population au statut précaire qui vient se greffer sur le commerce tel qu'il se développe dans le quartier. Leur activité prend place essentiellement dans la rue. Elle se déroule donc en dehors de tout cadre officiel (permis, taxes) mais sans pour autant être forcément associée à des activités illégales. Il s'agit essentiellement de deux groupes de personnes.

Le premier groupe est essentiellement constitué d'une population d'origine maghrébine se consacrant au commerce satellite des biens de seconde main, mais sans bénéficier d'une structure leur permettant de le faire de façon officielle. On voit ainsi régulièrement circuler dans le quartier des personnes portant un grand sac remplis de jeans ou de chaussures et passant d'une personne à l'autre dans le but de les vendre.

Le second groupe est constitué de ressortissants des principaux pays d'Afrique Noire. Ils vivent généralement en Belgique depuis un certains temps sans que tous bénéficient pour autant d'un statut légal. Certains vivent dans le quartier, mais la plupart viennent de *Matonge*, le quartier africain de Bruxelles, ou du Petit Château, tout proche, qui est un centre d'accueil pour les candidats à la procédure d'asile. Cette

population, qui vit souvent dans une situation de grande précarité, occupe le quartier dans l'attente de petits boulots. Ces personnes peuvent être employées dans des activités ponctuelles pour les différents garages (nettoyer les véhicules, les déplacer d'un lieu à un autre), mais le plus souvent c'est le rôle d'intermédiaires qu'ils occupent. Ils peuvent être intermédiaires auprès des personnes venant dans le quartier dans le but de vendre leur voiture. Leur rôle consistera alors à arrêter ces « vendeurs » à même la rue afin de les orienter vers le garage le plus susceptible d'être intéressé par l'achat du véhicule. Ils peuvent également jouer le rôle d'intermédiaire auprès des acheteurs. Dans ce cas ils profitent de la proximité qu'ils entretiennent avec les acheteurs (même origine ethnique, même langue) pour les rediriger vers le garage ayant le modèle de véhicule recherché. Que ce soit parce qu'ils ont permis au garage d'acheter ou de vendre un véhicule, l'intermédiaire touchera une commission de ce dernier.

Les garagistes d'origine libanaise, installés depuis longtemps dans le quartier, ont parfois le sentiment que ces intermédiaires viennent « parasiter » un système qui fonctionnait sans eux. Ils affirment en effet que la concentration de l'activité dans un même quartier aurait de toute façon permis à l'acheteur de trouver le chemin du garage sans l'aide de l'intermédiaire. Ils reconnaissent néanmoins le rôle de ces intermédiaires dans l'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs ; les trabendistes.

Les trabendistes

La dernière catégorie d'acteur est constituée de ces personnes entreprenant, presque à titre individuel, ce même itinéraire afin d'acheter un ou deux véhicules qu'ils ramènent ensuite au pays. Même si la démarche et le circuit migratoire sont identiques, nous ne sommes plus ici face à des personnes jouissant du statut d'hommes d'affaires. Il y a un déplacement d'échelle vers le bas. Il s'agit ici de milliers de « fourmis » dont les efforts conjoints finissent par créer de véritables circuits économiques.

Cette dernière catégorie d'acteurs a vraisemblablement vu le jour grâce à la présence accrue d'intermédiaires qui permettent à une personne étrangère à ce commerce de pouvoir néanmoins en maîtriser l'ensemble des rouages.

L'intérêt du concept de carrière migratoire est de permettre une analyse suffisamment fine pour mettre en évidence les liens existant entre ces différentes catégories d'acteurs. L'étude des carrières migratoires montre, en effet, que dans ce secteur d'activité une même personne passe généralement par plusieurs de ces statuts.

3. L'implantation spatiale de l'activité commerciale

« Ces réseaux ne sont pas à notre disposition et ne remplissent aucune complémentarité par rapport à notre économie (ce qui serait plutôt le cas des réseaux diasporiques, tels celui des juifs de Belsunce). L'objectif du dispositif maghrébin de Marseille est ailleurs : concentrer et distribuer les produits susceptible d'aboutir, après avoir circulé, aux écarts de valeurs les plus forts, puis les mettre à disposition des sociétés les plus dépendantes et les plus pauvres. La réside la consécration du savoir-circuler des nomades, à partir de ventes massives

à faible marge (tapis, vêtements) ou de ventes plus sélectives à forte marge (voitures, électronique). Le « génie » du dispositif s'illustre encore dans le fait qu'il se dispense de la présence de vendeurs sur place, dans les pays pauvres. Pour atteindre la clientèle des pays demandeurs, il part du principe qu'il est nettement plus avantageux de le faire à partir des nations riches et pourvoyeuses, en un lieu donné : centralité « évidente » pour les populations des pays pauvres, « souterraine » pour celle des pays riches » (TARRIUS 2002 : 49-50)

Au-delà du mérite de synthétiser en quelques lignes un phénomène d'une extrême complexité, cette citation a l'intérêt de nous donner plusieurs indications relatives à l'espace dans lequel prend place ce type d'activité commerciale.

Nous apprenons tout d'abord que, dans nos pays, ces filières économiques évoluent en parallèle des filières existantes. Il n'y a donc pas de contact entre elles et encore moins de compétition avec le marché local de la voiture d'occasion. Une anecdote permettant d'illustrer cela peut être empruntée aux toutes premières démarches de terrain ayant été mises en place dans le quartier. Il m'est parfois arrivé d'essayer de justifier ma présence dans le quartier par l'intérêt que je pourrais porter à l'achat d'une voiture. J'espérais en effet me voir conféré le même statut que celui des dizaines d'acheteurs qui passent infatigablement d'un garage à l'autre dans le but de constituer un lot de véhicules. Pourtant, on m'a très vite fait comprendre que ce n'était pas la bonne place pour ces démarches. Tout d'abord les véhicules présentés dans le quartier ne correspondraient sûrement pas au type de véhicules que je recherchais. Ensuite ils seraient sûrement trop vieux. Et puis de toute façon ces véhicules sont destinés à l'exportation. Venant eux même de l'étranger, il faudrait encore les dédouaner avant de pouvoir les mettre en circulation. Non, décidément, si je désirais acheter un véhicule, il faudrait plutôt que je me rende à *Lotte*, au grand marché hebdomadaire de vente de gré à gré de véhicules d'occasion. Non seulement j'étais directement identifié et reconnu pour ce que je n'étais pas, mais en plus on me signifiait très clairement la place précise occupée par chacune des filières au sein du marché de l'occasion.

Le second élément de la citation relatif à la dimension spatiale de cette activité concerne son développement, à partir des pays pourvoyeurs, mais selon une modalité qui rend cette activité « d'une centralité évidente » pour les acheteurs en provenance d'autres pays et complètement souterraine pour les autres. Cet élément peut paraître paradoxal et pourtant il se vérifie assez bien dans le contexte de la rue *Heyvaert*. Une portion importante du quartier est occupée par des activités liées au commerce de voitures et une partie non négligeable de ce commerce prend place à même la rue. Et pourtant seule une très petite portion des bruxellois connaissent l'existence de cette activité. Or, le quartier *Heyvaert* est aujourd'hui connu internationalement comme l'un des centres du commerce de véhicules d'occasion destinés à l'exportation. Il est, dès lors, important de s'interroger à propos de la place prépondérante de Bruxelles, et plus particulièrement du quartier *Heyvaert*, dans ce commerce.

Certains éléments de réponse à propos de « pourquoi Bruxelles ? » m'ont été fournis par les garagistes d'origine libanaise du quartier. D'après eux, Bruxelles possède au moins deux atouts majeurs. Le premier est la proximité du port d'Anvers. Ce port est l'un de ceux possédant l'une des plus grande capacité mondiale de chargements roulants, ne recourant donc pas aux grues, ce que l'on désigne par « Roll

on board / Roll off board » ou Ro/Ro. De plus Anvers se positionne comme un port « deep sea / short sea » ; à la fois un port de grand large et un port de proximité.

C'est cette proximité qui est mise en avant comme le second atout de Bruxelles ; sa position centrale à l'échelle de l'Europe. Puisque l'objectif est d'amener les acheteurs à se déplacer jusque dans les pays pourvoyeurs, il y a un besoin de centralisation de l'offre de véhicules en un même lieu. La position centrale de Bruxelles confère l'avantage que quel que soit le pays d'origine du véhicule, celui-ci ne doit jamais être déplacé de plus de 400 km.

Si Bruxelles s'est imposé, il reste à déterminer pourquoi la rue *Heyvaert*. Il faut savoir avant tout qu'à son origine, le commerce d'exportation de véhicules d'occasion à destination de l'Afrique se situait d'avantage à proximité de la Gare du Midi. Une explication possible vient du fait que les principaux clients africains arrivaient par avion à Paris et rejoignait donc Bruxelles par le train. En descendant Gare du Midi, ils étaient alors en plein cœur du quartier. Des problèmes d'espace pour entreposer les véhicules et surtout de mobilité auraient ensuite amené l'activité à se déplacer vers le quartier qui jouxte les abattoirs d'Anderlecht. Il faut savoir qu'à cette époque, l'application de nouvelles directives européennes liées à l'activité de boucherie ont amené une grosse partie des bouchers et grossistes situés à proximité des abattoirs à se déplacer vers le nouveau zoning d'Anderlecht. Les bâtiments dans lesquels ils exerçaient leur activité n'étaient en effet pas conformes aux nouvelles directives européennes. La disponibilité de très grands espaces (contenant auparavant le bétail) et la proximité du canal offrant un espace de manœuvre pour les véhicules ont rendu ce quartier attrayant. Le principe de concentration, affectionné par ce type d'économie souterraine, a ensuite rapidement fait de cet espace un quartier à l'activité monofonctionnelle.

Si la conjonction de ces différents éléments fournit une piste d'explication à la transformation du quartier *Heyvaert* en un centre international du commerce de voitures d'occasion, un point supplémentaire nous semble devoir être abordé. Il s'agit du statut particulier d'entre deux du quartier dans lequel prend place ce commerce.

La rue *Heyvaert*, cœur de cette activité commerciale, se situe en effet à cheval sur deux communes différentes ; Anderlecht et Molenbeek. Ces communes se situent sur des zones de police différentes et sont historiquement dirigées par deux partis politiques opposés ; l'un de gauche et l'autre de droite. De plus, au sein même de ces communes, les quartiers jouxtant la rue *Heyvaert* connaissent un statut particulier. Pour la commune d'Anderlecht il s'agit du quartier de Cureghem. Ce quartier est clairement délimité par une série de marqueurs urbains forts (rail de chemin de fer, ring, canal). De plus, un projet urbanistique de grande ampleur prévoyait de transformer Cureghem en une nouvelle citée administrative, ce qui a longtemps découragé tout effort visant l'entretien ou la rénovation du quartier. C'est donc une philosophie de coupure et d'abandon qui a longtemps caractérisé ce quartier. Cette philosophie peut être illustrée de façon très explicite par l'anecdote suivante. Pendant plusieurs années, le panneau « Bienvenue dans la commune d'Anderlecht » ne se situait pas à la frontière communale, mais à l'intérieur même de la commune

d'Anderlecht dans ce qui marque la séparation entre le quartier de Cureghem et le reste du territoire communal !

En ce qui concerne la commune de Molenbeek, elle se situe au Nord du canal de Bruxelles. Seule une toute petite partie de son territoire se trouve au Sud, de l'autre côté du canal. C'est ce petit tronçon de territoire, isolé du reste de la commune par ce marqueur clair qu'est le canal, qui jouxte la rue *Heyvaert*.

Nous avons donc bien à faire à un territoire au statut ambigu d'entre deux. Il est souvent difficile de savoir précisément dans quelle commune nous nous trouvons, et donc « à quel régime nous sommes soumis ». Les difficultés de coordination entre les actions mises en place par chacune des communes ont sans doute également favorisé le déplacement de certaines activités d'un côté ou de l'autre de la frontière communale.

Ces éléments nous poussent à explorer l'hypothèse selon laquelle c'est l'existence d'un espace urbain caractérisé par cette situation d'entre deux qui aurait favorisé l'implantation de ce type d'activité commerciale dans le quartier.

Le commerce de voitures d'occasion destinées à l'exportation se situant lui-même à la frontière entre activité commerciale légale et illégale, formelle et informelle, il se serait en quelque sorte accommodé de la situation d'entre deux qui caractérise ce quartier.

Si différents éléments, relevés sur le terrain, nous laissent percevoir l'importance de cette hypothèse pour la compréhension de l'émergence de cette activité commerciale et l'étude de son évolution, nous devons encore mettre en place les outils nécessaires à son étude. C'est pourquoi il est prévu de développer un travail de recension de l'activité économique prenant place le long du canal de Bruxelles. Cette analyse spatiale du quartier devrait permettre de vérifier si la réalité observée à l'échelle du quartier confirme bien l'évolution perçue et décrite par les personnes interrogées dans le cadre de la recherche. Elle devrait permettre également de formaliser les observations concernant l'évolution du quartier.

La formalisation de la dimension spatiale du commerce de véhicules d'occasion semble d'autant plus importante à mettre en place que certaines décisions institutionnelles sont sur le point de modifier le visage du quartier.

4. Les enjeux liés au commerce d'exportation de véhicules d'occasion

Le quartier dans lequel prend place le commerce d'exportation de véhicules d'occasion est aujourd'hui au cœur d'une série d'enjeux institutionnels. Il est vraisemblable que les éléments qui vont ressortir de ces enjeux seront à même de modifier le visage que le quartier connaît actuellement. Nous avons déjà eu l'occasion, dans ce texte, de décrire différents éléments de l'activité commerciale prenant place dans le quartier. Pour parvenir à saisir pleinement l'importance de ces enjeux, il est nécessaire de s'arrêter un moment encore sur la question du statut occupé par l'activité d'exportation de véhicules d'occasion.

Nous avons déjà eu l'occasion d'observer que cette activité commerciale est caractérisée par un statut d'entre deux. Que ce soit dans la façon dont les différents acteurs de ce commerce se lient entre eux ou même dans l'implantation spatiale du quartier, il y a un côté trouble associé à cette activité. Cet élément est

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

vraisemblablement renforcé par la façon particulière dont le légal et l'illégal, ou encore le formel et l'informel, s'agencent au sein du commerce d'exportation de véhicules d'occasion.

Nous observons que les normes valorisées par les personnes actives dans ce secteur économique ne coïncident pas forcément avec celles de la société dans laquelle l'activité prend place. Ce renversement de norme vise généralement à placer au premier plan de ce type d'échanges marchands les **arrangements relationnels** :

« Ou le partage du légal et de l'illégal, du moral et de l'immoral, du formel et de l'informel se fait, non pas aux conditions fixées par les normes de la société globale, mais par des négociations en situation dans les scènes publiques ou privées conditionnées par l'échange marchand » (PERALDI 1999 cité dans GAMBARACCI 2001 : 232)

Cependant, ce n'est pas qu'une question de déplacement de valeurs. En interrogeant plusieurs des acteurs institutionnels compétents, à Bruxelles, dans le domaine du commerce d'exportation de véhicules d'occasion (politiciens, policiers, procureur) nous avons pris conscience de la difficulté qu'il y a à définir quelle partie de l'activité est légale et quelle autre ne l'est pas. Cette difficulté apparaît d'autant plus importante que le commerce d'exportation de voitures d'occasions se déploie selon des modalités formelles / informelles qui agissent parfois en parallèle l'une de l'autre – lorsque la partie informelle de l'activité entre en compétition avec la partie formelle – et parfois dans une continuité, comme les différents maillons d'une même chaîne.

De plus, même une fois clarifié ce qui est répréhensible, il reste très difficile de pouvoir qualifier l'infraction. Il n'est, par exemple, pas illégal d'acheter ou de vendre son véhicule à même la rue. Cette activité ne devient répréhensible que s'il elle est effectuée de façon récurrente. Cependant il n'est pas évident de faire la preuve de ce coté récurrent chez les intermédiaires travaillant de façon informelle à même la rue car l'on observe jamais d'argent passer de main en main. Et pour cause ; il n'y a pas forcément d'échange d'argent entre ces différents intermédiaires jusqu'à la vente effective, et parfaitement légale, du véhicule dans un garage. Cette vente se fait entre le propriétaire du véhicule et le garagiste. Les différents intermédiaires impliqués dans la transaction ne recevant leur commission qu'ultérieurement.

Une autre difficulté relève de l'absence de domicile légal d'un nombre important des personnes travaillant dans le quartier (ceux-ci étant souvent en Belgique pour un temps limité). Il est dès lors impossible de leur infliger l'un des principaux outils répressifs à la disposition des autorités ; l'amende administrative.

Il est important ici de définir plus avant les modalités selon lesquelles se décline l'aspect formel / informel :

« Si l'informalité signifie ici que l'on se trouve dans un univers économique hors du champs de compétence et d'intervention de l'Etat, des Etats, faudrait-il dire, le terme a du sens, encore faut-il le préciser : hors de l'Etat, mais pas « contre l'Etat », et hors l'Etat pour deux raisons essentielles : la première parce que les acteurs sont ceux que les normes et les conventions, plutôt que les lois et

les règlements, tiennent pour indignes ou socialement incapables de participer au titre d'entrepreneur aux cadres de l'économie. Et deuxièmement, parce que les dispositifs économiques où se déploient les activités, excèdent, dépassent, subvertissent ou invalident les frontières et les cadres territoriaux qui fondent l'action de l'Etat » (PERALDI 2002 : 33).

Deux nuances importantes sont ici introduites :

La première nuance rappelle que l'aspect informel ne serait pas un attribut nécessaire mais bien plutôt une façon de compenser le manque de reconnaissance que l'Etat veut bien accorder à ce type d'activité économique. Cet élément semble pouvoir se vérifier dans le commerce de véhicules d'occasion destinés à l'exportation. Il est en effet fréquent d'entendre, dans les entretiens – du moins parmi les acteurs les mieux installés – que cette activité commerciale pourrait très bien se passer de tout l'aspect commerce informel prenant place à même la rue. D'autant que celui-ci nuit gravement à l'image du quartier.

La seconde nuance précise que si cette activité économique est bien obligée de se développer « hors de l'Etat » elle ne se fait en aucun cas « contre l'Etat ». Cet élément est important car il rejoint l'un des motifs d'étonnement des acteurs institutionnels du quartier face à la bonne volonté des acteurs de ce commerce à se conformer aux règles édictées en vue de contrôler le développement du secteur.

L'une des premières réactions des acteurs institutionnels face à l'expansion de ce secteur économique dans les quartiers longeant le canal de Bruxelles a été de chercher à chasser l'activité. Le moyen utilisé a été l'instauration d'une taxe communale applicable uniquement aux commerces ayant un lien avec l'activité d'exportation de véhicules d'occasion. Bien que cette mesure doublait le prix par m² à payer en taxes communales, elle n'a pas eu l'effet escompté. A la grande surprise des acteurs institutionnels, très peu de commerces ont choisi de cesser leur activité.

D'importants efforts ont alors été consentis, dans la commune de Molenbeek, à la mise en place d'une « Cellule Garage » chargée de contrôler l'activité liée au commerce de véhicules d'occasion. Après un recensement, à l'échelle communale, de l'ensemble des commerces liés à cette activité, un travail de contrôle des permis d'exploitation et d'environnement a été systématiquement effectué. Une fois encore une importante majorité des commerces a choisi de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en conformité de leur situation vis-à-vis des différents permis requis.

Aujourd'hui, la piste explorée par les décideurs institutionnels est de privilégier la mixité pour casser l'aspect monofonctionnel du quartier. Les permis d'urbanisme nouvellement attribués aux établissements ayant une activité liée au commerce de voitures d'occasion ne sont généralement acceptés que si un volet logement est inclus dans le projet. L'idée est de réhabiliter les étages de maisons qui ne sont de toute façon pas accessibles aux véhicules et d'encourager des habitants à réinvestir le quartier.

L'élément le plus marquant reste cependant la décision, intervenue en mai 2007, d'étendre les compétences de la Cellule Garage au deux communes de Molenbeek et d'Anderlecht. Cet événement va peut être marquer la fin du statut d'entre deux, si

caractéristique du quartier, et le début de la prise en considération des véritables enjeux liés à cette activité économique.

Ces enjeux ne pourront cependant être reconnus pour ce qu'ils sont qu'au travers d'une étude objective de ce qu'est le commerce d'exportation de véhicules d'occasion. Ce travail d'objectivation passe sans doute par une reconnaissance de la place qu'occupe cette activité à l'échelle internationale et des modes de fonctionnement de ce type d'activité commerciale.

Si ce travail d'objectivation ne peut qu'apporter une meilleure compréhension de certains éléments positifs liés à un redéploiement par le bas du processus de mondialisation et à l'aspect innovant et civilisateur des interactions sociales prenant place le long de ces réseaux, une « vision angélique » n'est cependant pas de mise.

Un ensemble d'activités illégales ont pris place dans le cadre de ce commerce d'exportation de véhicules d'occasion. Si les structures organisant cette activité commerciale sont aujourd'hui solidement implantées, et bien contrôlées, on observe qu'une activité plus trouble continue cependant à se développer dans ses marges.

Le statut d'entre deux associé au quartier continue de représenter, pour une série de personnes au statut précaire, une opportunité de participation à l'activité économique, fût-elle informelle. Il faut cependant s'interroger sur le statut de ces personnes ; la communauté africaine vivant à *Matonge* représente l'une des populations les plus touchées par le chômage en région bruxelloise (plus d'une personne sur deux) et les personnes en provenance du Petit Château, candidates à la procédure d'asile, n'ont pas un statut leur permettant de travailler légalement sur le territoire belge.

Il devient dès lors important de déterminer si ce n'est pas l'exclusion légale organisée par la construction étatique de l'étranger qui se trouve à l'origine même du développement de l'activité informelle, voire illégale, que l'on observe chez ces personnes. Le commerce d'exportation de véhicules d'occasion ne fournissant alors que le cadre spatial dans lequel ce type d'activité trouve les conditions propices à son développement.

Conclusion

En guise de conclusion, nous voudrions revenir rapidement sur les principaux éléments ayant été mis en avant dans cet article programmatique de la recherche prenant place à Bruxelles autour du commerce d'exportation de véhicules d'occasion.

Un premier élément concerne le fait que l'activité migratoire observée dans ce secteur se fait autour de la circulation d'objet. C'est un dispositif commercial visant à mettre en relation des véhicules d'occasion en provenance d'Europe avec le marché africain qui est à l'origine du développement de ce quartier et de l'activité qui y prend place. Ce sont donc bien des objets, en l'occurrence des voitures, qui circulent. Il est dès lors intéressant de s'interroger sur les dispositions particulières que la circulation migratoire prend dans ce contexte là.

Un second élément concerne la façon dont cette activité commerciale prend place dans l'espace. Nous avons vu que l'étude de la dimension spatiale pouvait ouvrir certaines hypothèses quant à la mise en place et au développement de ce secteur d'activité à Bruxelles. La systématisation de données que permet la mise en place de

procédés de recensions dans le quartier devrait permettre de fournir un outil important pour la compréhension des transformations en cours dans le quartier.

Un troisième élément, en lien avec la dimension spatiale, peut être ajouté ; il s'agit de la dimension *glocale* du commerce d'exportation de véhicules d'occasion. Il serait intéressant d'étudier dans quelle mesure cette activité commerciale pourrait être associée au concept de *glocalisation* développé par ROBERTSON (1995). Nous pouvons observer, en effet, que si cette activité économique s'est développée à l'échelle globale, elle est cependant extrêmement ancrée dans le local. Tout ce secteur économique est, en effet, concentré sur quelques rues d'un même quartier. Les acheteurs, n'étant là que pour une courte période, choisissent souvent de loger sur place. Ils vivent dès lors dans un micro quartier n'entretenant que très peu de contact avec le reste de la ville.

Un quatrième élément concerne l'activité informelle. Nous avons vu qu'une série d'activités informelle, voir illégale, prennent place autour du commerce de voitures d'occasions. Cependant, il nous semble important de questionner dans quelle mesure ce type d'activité n'est pas lié, dans nos sociétés, à l'exclusion légale générée par la construction étatique de l'étranger. Si cette hypothèse se vérifie, le commerce d'exportation de véhicules d'occasion ne serait plus associée à une activité qui génère de l'informel, mais d'avantage à un secteur dans lequel l'informel, créé par ailleurs, trouve la possibilité de s'exprimer.

Le dernier élément que nous voudrions mettre en avant concerne les remarques, observées à plusieurs reprises, sur l'aspect novateur et même civilisateur de ce type d'activités économiques prenant place à l'échelle transnationale. Il est important de se donner les outils permettant de comprendre, dans toutes leurs nuances, les nouvelles modalités des relations sociales prenant place dans ces activités commerciales se développant, par le bas, à l'échelle mondiale.

Les quelques éléments mis en avant dans ce point laissent entrevoir plusieurs pistes de recherches liées à la problématique du commerce d'exportation de véhicules d'occasions entre Bruxelles et l'Afrique. Ces pistes semblent suffisamment riches et porteuses pour canaliser nos efforts de recherche au cours des années à venir.

Bibliographie

- GAMBARACCI, D. (2001). L'occasion manquée. La filière automobile entre Marseille et l'Algérie, in Peraldi (dir.) *Cabas et Containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris : Maisonneuve & Larose – Maison méditerranéenne des sciences de l'homme
- PERALDI, M. (dir.) (1999). Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar, *Culture & Conflits*, 33-34, printemps - été, P : 51-67
2002. *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris : Maisonneuve & Larose – Maison méditerranéenne des sciences de l'homme
- PORTES, A. (1999). La mondialisation par le bas, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°129

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

ROBERTSON, R. (1995). Glocalization: Time-Space and Homogeneity-Heterogeneity, in FEATHERSTONE M., LASCH S. & ROBERTSON R. (dir.) *Global Modernities*, London : Sage

TARRIUS, A. (2002). *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris : Balland

Migration and the informal economy in Milan and Berlin : A comparative sketch of trends and projects of migration

Carsten KELLER, Centre Marc Bloch
carsten.keller@cmb.hu-berlin.de

Résumé / Abstract

In my contribution I would like to examine the informal economy and forms of unregistered work among immigrants and their strategies of action in a comparative perspective between Germany and Italy. The two questions are, first, which influence do the new forms of immigration have on the informal economy in cities with different institutional contexts? Second, what are the strategies of action and the life-projects of the immigrants? The hypotheses are that the immigration – in light of the closure of regular labour markets, restrictive immigration laws and activating welfare policies – stimulates the informal economy in European Cities. In addition, among immigrants the orientation towards informal modes of action (for getting along) and work is supposed to be on the rise. These modes of action are especially connected with the increasing forms of transmigration. Even though the tradition and institutional context of the informal economy in Germany and Italy are quite different, the recent trends point towards the same direction.

Both Milan and Berlin have been cities with a strong immigration since the middle of the eighties – Berlin especially from Eastern Europe, Milan from Eastern Europe but also from a variety of countries as of Northern Africa, Asia and South America. Even though the two cities have special positions within the national context, they mirror the different national traditions and institutional contexts. Because of a lower scale of regulation of the labour market, a more rudimentary welfare state and the tradition of a “wild” immigration in Italy, the informal economy has a significant higher scale than in Germany. Estimations for 2000 state that in Italy about 15–20%, whereas in Germany about 4–8% of jobs are unregistered. Concerning immigrants it is estimated that in Italy about 50%, in Germany 15–20% of them work in the informal economy, in 2000. It is known that the informal economy is concentrated in the southern parts of Italy, however, in Milan a noteworthy scale of informal jobs can be found in the service economy, and before the last regulation of 2002 Reyneri estimates that about 60% of immigrants worked unregistered. Also for Berlin – in the construction and service economy – a high scale of informal work among immigrants is stated.¹

The procedure of the paper will be to outline in a first step how the different national paths of immigration and the informal economy in Italy and Germany are reflected in the two urban contexts of Milan and Berlin. On the basis of interviews with experts (out of trade unions, organisations of employers, the municipality, associations and social institutions) and available data the scale and

¹ See for indications in this paragraph: Reyneri 1998; Reyneri et al. 2000; Wilpert 1998; Hillmann 1997 and 2001; Cyrus 2001.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

development of the informal economy in the two cities will be described. How do informal economies evolve in different national and urban contexts within the triangle of welfare policies, legal regulations and migration? Combining the experiences of the experts with literature and the cautiously handled data, founded theoretical concepts on the development of informal economies can be developed. The comparative hypothesis is that the recently enacted welfare policies in Germany stimulate orientations among immigrants towards informal modes of survival and work, whereas the effects of welfare policies in Italy can be neglected in support of the immigration law of 2002. In a second step strategies of action and migration of immigrants working in the informal economy will be typologically presented. The empirical references here are in-depth interviews. By referring on immigrants who work in services like cleaning, transport, gastronomy on the one side and home help and care on the other side an important gender division of labour is going to be reflected. An emphasis will be put on the relations and interactions of the immigrants to their countries of origin, supporting the theses that within the most recent chains of migration the form of transmigration and orientation towards informal work are the most prevalent.

The contribution is based on an ongoing research which started in Milan, where I was hosted at the University Milano-Bicocca as a research-fellow from July until December 2005. Besides the exploration of literature and data, 14 interviews with experts and 12 in-depth-interviews with migrants who work informally have been carried out. The in-depth interviews are about the access to and the significance of the work within the trajectory and explore the perspectives and the strategies of action in connection with the background of migration. In Berlin, besides the exploration of literature and data, we carried out interviews with experts and few migrants in the context of a project-seminar at the Humboldt-University so far.

Terms : Concerning the term “migrant”, in the paper it is mostly referred to people without citizenship of the country of residence, whether they immigrated themselves (mostly the case in Italy) or their ancestors. It should make no big quantitative difference to look only on international migrants without citizenship while neglecting citizens with migration background in Italy. In Germany the difference is surprisingly high, as recent surveys revealed: While migrants without the German citizenship constitute nine percent of the population, there are further ten percent of people with “migration background” (together 15,3 Million in 2005; StBa 2007). The term “informal economy” is used in the sense of Portes et al. (1991) and indicates all economic activities which are not regulated and registered by the state. When referring to calculated data, however, the economic and narrower definition of “shadow economy” is applied, which includes black work and the misuse of benefits (OECD 2002; ISTAT 2005b; Ernste/Schneider 2006).

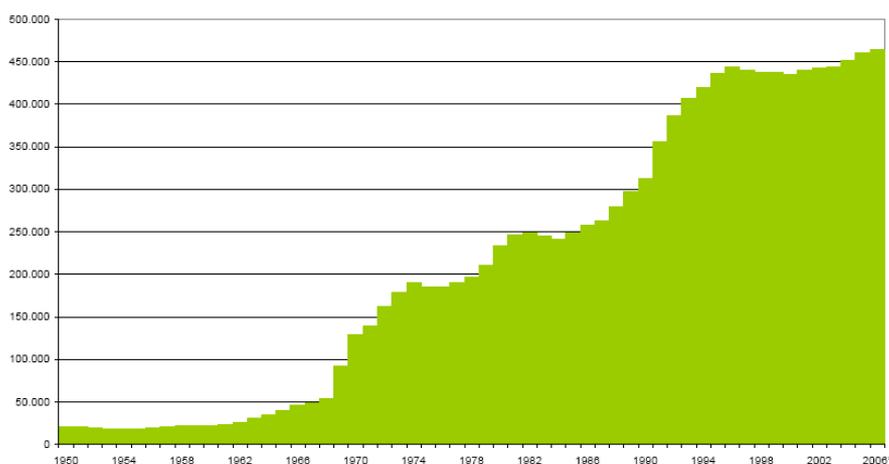
1. Immigration in Berlin and Milan within the national contexts

Berlin is a city, which mirrors more or less the trend of immigration since the 1980s in Germany (figure 1). Significant is the wave of immigration *around* the

breakdown of the Soviet-Union, which is composed out of immigrants overwhelmingly from Eastern Europe, among them a lot of repatriates with the German nationality, asylum seekers from former Yugoslavia and all over the world. In Berlin, refugees from Yugoslavia have been comparatively few, while through the nearness to Eastern Europe the scale of immigrants coming from there (esp. Poland) has been quite strong. Due to stricter border controls in Germany and on the European level (“Schengen”) on the one hand, the restrictive amendment of the law of asylum in 1993 in Germany on the other hand, the immigration from 1992 onwards continually declined until today. While in 1992 almost 800.000 people entered Germany in balance, it has been around 80.000 in 2005 (StBA 2007). This trend of shrinking immigration is reflected in Berlin, where from the mid 1990s onwards only few migrants came in balance. Only in the last years this equilibrium seems to change a bit again (figure 2). Nevertheless, in the context of the eastern part of Germany, Berlin is the most important city and region of immigration. Generally, positive balances of migration in Germany are especially located in the relative prosperous agglomerations of the western part, predominantly in the south.

Looking at the stock of non-German immigrants in Berlin, the most important group is formed by the Turkish – former guest workers, who arrived relatively late in Berlin from the late 60s onwards until 1973, and their following families and descendants. The Turkish are followed quantitatively by citizens of the different states of former Yugoslavia, then the Polish, the Russian and the Italian (table 1). A relative high share of Vietnamese in Berlin is due to the history of the GDR, where they have been guest-workers until the wall came down. Still the share of immigrants is significantly smaller in the eastern (6,9%) than in the western part of Berlin (18,2% in 2006) (SLB 2007). That “division” of the city is mirroring the even sharper division between East and West Germany in relation to the share of immigrants. With entirely 13,9% registered non-German immigrants Berlin is at the average of big cities in the context of West Germany, but clearly at the top – as already mentioned – in the eastern context (Schader Stiftung 2007; IRB 2007).

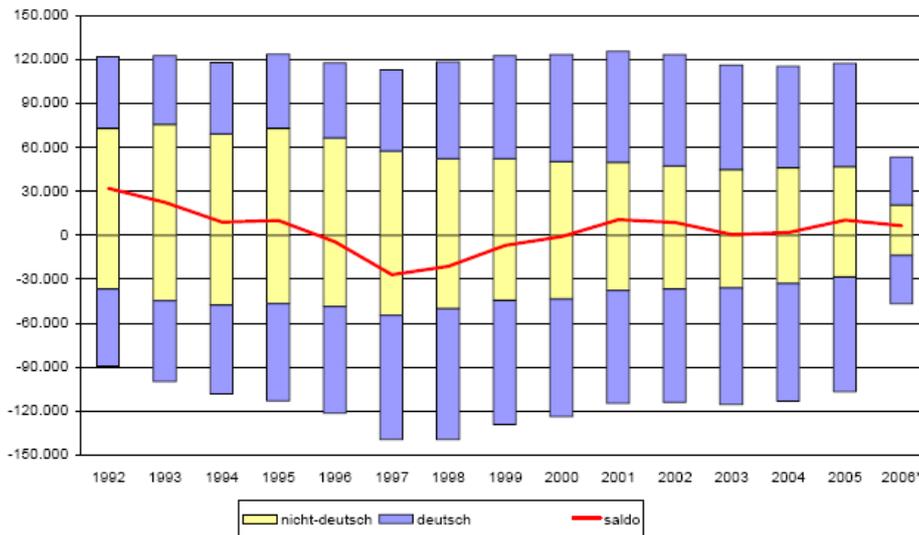
Figure 1: Population without the German citizenship in Berlin, 1950-2006



Source: SLB 2007

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

Figure 2: Moves in and out of Berlin of Germans and non-Germans 1992-2006*



*first half

of 2006; Source: SLB 2007

Table 1: The ten strongest nationalities of non-Germans in Berlin 2006

Citizenship (Country)	Berlin
Turkey	116.665
Poland	42.889
Serbia und Montenegro	24.337
Russian Federation	14.065
Italy	14.026
USA	12.735
France	11.776
Vietnam	11.513
Kroatia	11.378
Bosnia und Herzegovina	10.463

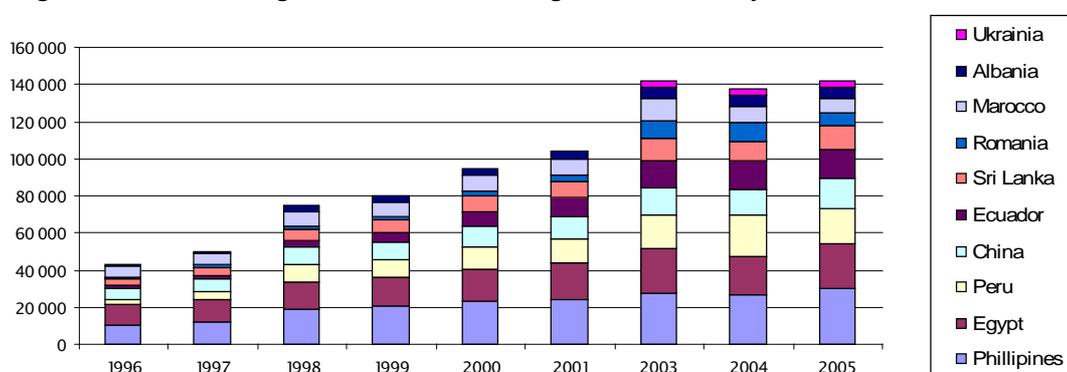
Source: SLB 2007

Concerning immigration, Milan is more comparable to the big southern cities of Germany as Munich, Stuttgart or Frankfurt, since it is the city in Italy with the highest influx of foreigners, even before Rome. However, Italy is undergoing a very different dynamic of immigration than Germany, for it has been like other south European countries a society of emigration until the late 1970s (Del Boca/Venturini 2003). Since then the stock of immigrants rose dynamically until today, when the average share of immigrants has achieved the EU-level of 5,2% in 2005 (Caritas/Migrantes 2006). While especially the 1990s have seen a dynamic acceleration of immigration – between 1994 and 2004 the share of immigrants rose 15 percent each year (ISMU 2004a: 35) – the immigration stagnated the last years on a high level (266.829 immigrants in balance 2005; 237.614 in 2006; ISTAT 2007).

Characteristic for the immigration in Italy is the high heterogeneity of the national background of migrants. No dominant group like the people with Turkish background

in Germany exists. Additionally, the immigrants come overwhelmingly from societies with “high pressure of migration”: following the Italian statistics 92% of all the registered migrants stem from relatively “underdeveloped” countries in 2004 (ISMU 2004a:36). While in the 1980s and 90s the regions of origin have been primarily North Africa, Asia and Eastern Europe, a prevalence of immigrants from Eastern Europe and South America can be observed since the late 90s. In Milan, where about 14% of the population are migrants (both regular and irregular in 2005), a relative overrepresentation of Asians, especially Chinese and Philippines, can be observed (ISMU 2005). Figure 3 mirrors the rising numbers of South Americans (esp. Peruvians and Ecuadorians) and East Europeans (esp. Rumanians and Albanians) in Milan, even though the immigration of East Europeans is below the national average.

Figure 3: The ten strongest nationalities of immigrants in Milan city, 1996-2005



Source: ISMU 2001: 10; ISMU 2003: 25; ISMU 2004b: 23; ISMU 2005: 26

Irregular migrants

Concerning the relationship of migration and the informal economy, migrants without residence permit are one important group of potential and actual black workers. But not every irregular migrant work informally, nor does every migrant working in the informal economy has no permission to stay. In fact, following an analysis of Reyneri (2004: 83-84), from 1991 to 2001 the number of immigrants working informally in Italy is more or less the same among those with residence permit and those without, however oscillating over the years due to legalization-schemes. At the same time, the percentage of informal work among irregular migrants is higher than among regular migrants, since the share of irregular among all migrants in Italy is about 20 percent (760.000 in 2006; ISMU 2007).

In Italy, the high share of irregular migrants is one feature of the short history of immigration, which is due to weak and reactively enacted regulations on the one hand and the long existing and deep-rooted informal economy on the other. The possibility to find a job informally became one pull-factor of irregular migration, overwhelmingly realized through tourist-visas – the phenomenon of the so called *overstayers* – and increasingly by people smugglers (Ammendola et al. 2005). To put

it in one word, between irregular immigration and the informal economy exist an interaction in Italy (Reyneri 1998, 2003; Decimo 2005).

This interaction is weaker in Germany. Main reasons are the more formalized labour market and lower level of the informal economy, the stricter control of irregular migration and programmes for low-skilled temporary jobs for migrants, introduced in the beginning of the 1990s. We come back to this point later. Regarding the scale of irregular migrants in Germany, the estimations differ between 100.000 and one Million or even one and a half Million, which would represent a share between 1,5 and 17 percent of irregulars among all migrants without German citizenship (Alt 2003; Cyrus 2004).² Even though research on this group has intensified over the last years, there is very few knowledge about them and surely less than in Italy (Schönwälder et al. 2004). Nevertheless, the importance of networks and the so called chain-migration is revealed as crucial for irregular migration in both countries, wherefore the partitioning of the origin of irregular migrants follows probably more or less the origin of regular migrants (Ambrosini 2005; Alt 2003). Since one of the main immigrant groups in Germany over the last 20 years stems from the former Soviet-Union, it is estimated that their portion among the irregular is high or, more precisely, was high until 2004. With the entry of the six East European new member states in 2004 a huge part of these formerly irregular migrants has been legalized, and therefore the share of irregular migrants as a whole has substantially diminished. Finally, presumably more refugees are among the irregular migrants in Germany than in Italy. This can mainly be seen as a consequence of the restrictive asylum law and procedure since 1993. Today only six percent of asylum seekers are accepted in Germany after engaging all legal means (in the first procedure only 0,8 percent are accepted), while in the EU on average the quota is 23 percent (Kieser 2007). Most asylum seekers come to Germany illegally or with a Visa, and an inquiry in 2004 indicated that about 90 percent of asylum seekers entered Germany illegally (Schönwälder et al. 2004: 31):

In Germany no founded estimations on the scale of informal work of irregular migrants in relation to the regular can be found. However, the underlying hypothesis goes that where the informal economy is pronounced there should also be a higher degree of irregular migrants living and working there. The story is about Berlin, where actually both the informal economy and the share of irregular migrants are estimated above average (Butscher 1996; Wilpert 1998; Alt 2003). But the interaction and relationship between irregular migration and the informal economy is complex, as the example of Italy and Milan reveals: Milan is the city with the highest share of migrants in Italy and among them the irregular migrants make up around 20 percent, the national average (ISMU 2005: 36). At the same time, Milan and the region Lombardy display obviously one of the lowest levels of the informal economy in Italy, which is primarily located in the south (ISTAT 2005a).

² Recent surveys revealed that the share of the population with migration background in Germany is much higher than only the migrants without the German citizenship. While the migrants without citizenship constitute nine percent of the German population, there are further ten percent of people with "migration background" (together 15,3 Million in 2005).

2. Informal economy

For 2005 the economist Schneider (2007) calculates the scale of the shadow economy in Italy at 23,2 percent and in Germany at 15,3 percent of the official GDP. Concerning the informal economy, Italy has been together with other south European countries for long time in the top group of EU-member states – until the accession of the new east European member states, which show an even higher extent of the informal economy. Roughly speaking, the main causes for the relatively pronounced informal economy in the south European states can be found firstly in a weaker and later “modernisation” and installation of state bureaucracy, especially in regions where the agriculture is prevalent, secondly in what Genovesi (2004) calls the “culture” of informal economy – a common tolerance towards informal work – and thirdly in a weak welfare state (Reyneri 2001). The latter corresponds especially to the phenomenon of care work for children and the elderly, more and more performed by female migrants (“badanti”), while the autochthonous women try to escape the classical role model and leave space also for home help (“colf”) (Decimo 2005).

Within Italy the informal economy is concentrated in the south, while the “modern” northern parts show the lowest levels. As the calculations from ISTAT in table 2 demonstrate – the institute uses a different method of calculation than Schneider and thereby generally come to lower results – it is not only through agriculture, still very important in the south, why the informal economy is concentrated in the Mezzogiorno. All economic sectors gradually show higher shares of informality the more located in the south. This regional partitioning of the informal economy is interesting also in the sense that its scale is the highest where the immigration is the lowest. About 60 percent of the regular migrants in Italy live in the north, 27 in the centre and only scarcely 14 percent in the south (Caritas/Migrantes 2005). Even though the irregular migrants are somewhat stronger represented in the southern parts of Italy – probably about 20 percent of all irregular migrants in Italy can be found there (ISMU 2007: 1; Zucchetti 2004: 17) – this distribution clearly indicates the modest contribution of immigrants to the informal economy in Italy (Keller 2007).

Tab. 2: Regional partitioning of the informal economy in Italy 2003, in percent of full time jobs

	North-West	North-East	Centre	South	Italy
Agriculture	20,8	25,9	28,4	41,1	32,9
Industry	2,4	2,5	7,2	20,6	7,1
<i>In the strict sense</i>	2,0	2,2	5,3	17,1	5,4
<i>construction</i>	3,9	3,7	12,3	27,0	12,5
Service sector	10,9	11,6	13,3	20,9	14,5
Total	8,3	9,3	12,3	22,8	13,4

Source: ISTAT 2005a: 17

The bulk of informal work in Italy is performed by Italians, however, the migrants are overrepresented in the informal economy. According to calculations of ISTAT (2005a) about 5 percent of informal work in Italy is performed by irregular migrants, while probably another 5 percent is performed by regular ones, which would correspondent to 10 percent of informal work done by migrants, while their share

within the whole population is about 5,2 percent. For Germany estimations show no overrepresentation of migrants within the informal economy. Here, according to Ernste/Schneider (2006), about 10 percent of the informal work is accomplished by migrants without German citizenship – which would correspond almost to their share among the German population (nine percent). However these numbers can be taken only as benchmarks, they should mirror somewhat of reality: first, in both countries migrants make up only for a small part of the informal economy, second, in Italy their involvement is stronger than in Germany.

This is also reflected by the interviews with experts in Milan (14) and Berlin (12) (see Appendix). The knowledge about the involvement of migrants in the informal economy is much more weak and vague among experts in Berlin, which might in fact mirror a stronger fear or unwillingness to speak about this subject than in Milan, but which corresponds in any case to the missing or weak “culture” and tolerance of informal work in Germany and the greater shadow over this phenomenon. One of the most frequent statements concerning the informal economy and migrants is that the latter should be found especially in the building industry and services like restaurants, hotels, cleaning, and care work as well as help in private households. Concerning the sectors, more or less the same are indicated by the interviewed experts in Milan.

The principal differences between Milan and Berlin are however that Milan is a city in the Italian context with a high immigration and a low level of informal economy, while Berlin faces a medium immigration and a high level of informal economy. We can only refer to nationally incomparable numbers concerning the informal economy, since ISTAT (2005a: 17) and Schneider (2004) use different calculation methods; anyway they show that for the Lombardy and Milan the level is estimated at about 7 percent (against 13,4 percent in Italy in 2003; see also Fullin 1999: 2; Barbieri/Fullin 2001), and for Berlin at about 23 percent (against 16 percent in Germany in 2004).

[Analysis of interviews with experts; Gast- und Saisonarbeiter in Dt – jetzt bald EU-Beitritt wirksam; großer geringqual. Arbeitsmarkt in Italien, mehr Schwarzarbeit; Berlin: wirtschaftl. schwach; Mailand: w. stark; In Dt. Krise Arbeitsmarkt – bes. deutlich in Berlin – animiert zu inf. Ök.; Transmigration - Under Construction]

3. The significance of informal work within projects of migration

In this paragraph experiences with informal work and its significance for migrants are going to be elucidated on the basis of the interviews with migrants in Milan. The typical career of the initially “irregular” migrants – all except one came with tourist visa or people smugglers – is that they aspire a regularisation of their residence status (see also Ammendola et al. 2005). Since the legal basis of a residence permit is regular work, the interviewed migrants seek for a regular employment. When they got a residence permit, however, they often work only the legally demanded hours regular and the rest informal (=grey employment in table 3), because the income is higher this way and the charges are seen as superfluous, especially because the migrants do not want to receive pension in Italy. The projects of migration are thus rather long-ranging, but always associated with plans of return to the home country (see also

Ammendola et al. 2005). This implies in fact commuting to family members and relatives in the home country, to whom two third of the interviewees regularly send money, and therefore the notion of transmigration is quite suitable (see Pries 1997). But this commuting is not possible before a regularisation of the residence, and the contested social relations to the home country are in the end the main motivation for the aspired regularisation in Italy.

Tab. 3.: Interviews with migrants in Milan

Country of origin	Sex	Age	Duration of stay in Italy (years)	Employment (black/grey/regular)	Residence permit
Egypt	man	30	5	Cleaning (grey)	Since 2 years
	man	29	1	Pizza-baker (black)	none
	man	23	1,5	Bricklayer (black)	none
Ecuador	man	42	6	Cleaning (grey)	Since 2 years
	man	48	5	Bricklayer (regular)	Since 2 years
Peru	man	38	2	Driver (black)	none
	women	38	1,5	Colf (black)	none
	man	26	3	Driver (grey)	Since 2 years
El Salvador	man	34	5	Cleaning (black)	none
Slowenia	women	43	10	Colf (black)	ja
Philippines	women	41	4,5	Colf (grey)	Since 2 years
Taiwan	women	24	1,5	Informatics (regular)	Since 1,5 years

The sample of 12 migrants who work or have worked informally is of course selective, but allow against the background of the interviews with experts and the literature a precise insight in the life-world of the migrants. The semi-structured interviews followed guidelines including five thematic blocks:

- migration (realisation, motives, first experiences)
- work (search, change, times, experiences, motives, employment/education in home country)
- relation to institutions (public institutions, associations, police)
- expectations of future (generally, work, intentions of return)
- demography (standardised questionnaire)

Motives of migration and experiences of work

Within the sample the enormous relevance of networks both in relation to the informal economy and to migration is clearly mirrored (see also Ambrosini 2005; Zanfrini 2004). All except one person already have had relatives or friends living in Milan before they migrated, and they are supported by them especially during their arrival concerning accommodation, but later on often concerning work too. The networks – respectively the chain-migration – are crucial for choosing Italy as a country of destination, and they are associated with discourses of the country Italy,

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

which is presumed to be relatively open and easy regarding irregular residence and the possibilities to find (informal) work and to get regularised, in contrast for example to Germany. Among the motives, economic rationales are dominant, and more precisely, the immense wage differentials to the countries of origin. Even qualified work brings only a fractional amount of income of which can be earned by unqualified work in Italy. The economic motives are however coupled with the will to participate in the modern life of Europe. Especially the young men from Egypt underline this. The combination of economic and life-style orientated motives of migrations seems, however, to be typical for the generally young and relatively good educated immigrants in Italy, who mostly belong to the middle-class in their countries (Reyneri 2003, 2004).

Once arrived in Italy, the realities prove to be more complicated and the live more difficult as assumed, and the interviewees give account of a period of disillusionment. For more than the half of them the nature of work, sometimes also the search of work, plays an essential role for this disillusionment. A Peruvian, already two years in Milan, reports:

I came because I had the dream to earn more here, that's not possible in my country. I came and I worked black. (...) I stayed six month without any work. When I came. Then I worked maybe 14 days anywhere. Cleaning. Washing dishes. Water supply constructions, water-taps. Then I worked as painter. Then I've been driver. My countryman he drives a big van. I have worked three weeks, and then I had to go because of a control. I went to Turin, in the north of Italy, there I worked four month. Distributed phone books. Went back to Milan. (Now he works again as a driver.)

And what did you do in Peru ?

I was in a firm with vans and delivered plastic. Earned more or less 100 dollar a month. Here, when I work, they pay 700. Black." (MM7)

Even though only three of the interviewees have searched quite a long time (up to 8 month) for informal work, all argue that it is difficult in Milan to find acceptable employment without a residence permit. In fact it is perceived as particular disappointing if one stays unemployed for a longer period of time. But also the nature of informal work account for the disillusionment in Italy. The quotation demonstrated how flexible the informally working migrants have to be, and they learn to cope with that flexibility only after some time by combining several jobs, if they do not find a stable job. Especially the migrants working in the cleaning sector and as home help report, how they achieved to establish a stable working week by finding different employers over month or even years. Beneath the flexibility there are the characteristics of informal work to be irksome in time, exhausting and badly paid within the Italian context. Furthermore, bad experiences of harsh exploitation, of not being paid or the ever prolonged and never met promise of regularisation by the employer are accumulated in the beginning.

The nature of informal work contributes substantially to the disillusionment in the beginning of the stay in Italy. The immigrants feel themselves classified within the

lowest categories of society and economically exploited. As a woman, who is among the biggest and overwhelmingly feminine immigrant group in Milan, puts it:

“Yes, we all work as home helpers (the Philippines). But the money they earn, they can construct big houses, they have a good living there (on the Philippines). But here, we work as slaves. We work from 7 in the morning until 7 in the evening. I begin at 7 o’clock in the morning to work until 11 or 13 o’clock, I clean in a restaurant. Then, the afternoon I have big houses.” (MM5)

The woman also indicates the most important compensation for the nature of work: the high salary in comparison to the home country, which enables a lot of the immigrants to support financially family members there and to save money for their return in the future. But this is put up with an extremely modest standard of living, particularly concerning the expensive apartments in Milan, and a strongly work-centred everyday life. For example, the Philippine woman shares with two compatriots a “posto letto” – a place to sleep – in one room, in what however she sees no problem because they quasi all do use the room only for sleeping. Under resembling and partially even more crowded circumstances seven other interviewees live. Also the experts underline that it is no rareness that 10 people share one room for living in Milan.

Out of the shadow

Both, the greater difficulty to find work in Milan without residence permit and the judicial fragility and dependence within the employment situation are reasons to aspire a “permesso di soggiorno” (residence permit). The irregular status render unprotected relative to arbitrariness and exploitation of the employer, and even though the migrants get more cautious and strategic over time, they rest fragile without residence title. In fact the juridical possibility exists to lodge a claim for unpaid salary, in which trade unions give support. But one needs to be courageous for such a claim: Within the sample one person demonstrates this courage while knowing that even after a positive decision of the process he could be expelled to his home country. Also the missing protection against illness and work accidents, reported by many interviewees, form part of this fragility – even though a big association provide medical help and services for irregular migrants in Milan. A Peruvian woman who migrated to Milan 2003 together with her child, who works as home help and want his husband later to immigrate to Italy, formulates:

“The people, because they have a permesso di soggiorno, they think they can do everything. Because I have none they don’t care, but I do work, too. My friends say you really have to secure yourself a permesso. I have to accept being berated by my employer when I need something, because I need work. If you have the document the employer says nothing. There is only little work, too. If you have the document, that is a respect, the document.” (MM8)

A residence permit is aspired by the migrants to improve their employment situation. In addition, a lot of rights do not exist without the residence title, for example to open a banc account, to rent regularly an apartment, to make bigger

purchases and so on. Additionally, the more or less strong fear to be expelled in case of an encounter with the police is an impulse for becoming regular. There are in fact many and intertwined reasons for the ambition to get regularised. Nevertheless the interviewees point out one motive as the most important: the social relations to the country of origin. Almost unanimously they underline that only the permesso allows for going back in their country to visit family members and relatives – and then to go back to Italy. As long as they do not have a residence permit they are in a way cut off from their left affiliated, also in the sense that the subsequent immigration of family members is often planned for the moment of or after the own regularisation.

Of course, concerning the subsequent immigration of family members the projects of migration differ. For example the Philippines have developed a remarkable tradition where the women stay abroad for decades in order to send financial support to her men and children in the home country and to save money for the return, a tradition which begins to take shape also among other female dominated migrant groups. Nevertheless the Philippine within the sample agree with others who have planned the subsequent immigration of family members – especially the Latinos – that the permission to stay allows first and foremost building social relations to the home country. For illustration a quotation of a man from El Salvador who migrated to Milan together with his girl-friend already the second time within five years, while the first time he went back because of unemployment:

“Look, how can I explain that. To go away from my country is a suffering. First part. Then to leave your family, your children behind is a thing that kills you. But, unfortunately you cannot bring them in a situation that is insecure. A situation, which is not secure. Then, there are a lot of things. First thing, to have a permission to stay. A stable work. (...) I can tell you, that is a long way to bring them here. It is our purpose. First, a residence permit, for this an adequate, pretty work, pretty in the sense that you are paid on a normal level, not exaggerated. Then, to save some money, to find a house which is nice, then to let the children come. That is, one and a half years or two years.” (MM6)

Among the many imponderabilities of migration the contested and troubled social relations prove to be central in stirring up the original project of migration of the interviewed. Thus, in three cases alone the relationship broke up during the period of waiting for the partner to immigrate, and three others articulate the extreme stress of the enduring distance on which they seem to react with a kind of making themselves indifferent. This aspect, however, cannot be deepened here, it is only important to highlight that the permission title is aspired first and foremost because of the social relations to the country of origin. Out of the perspective of the migrants the regular work – legally the basis for being regularised – is only partially strived for to improve the circumstances of work. In fact it is not exceptional that regular work is pretended to get a permission title. In addition, advantages of a permission title while looking for a job and “respect” are in force also within the informal economy. For many employers it is important to be secure in face of the recently extended controls in Milan, and they let migrants work one part informally and another part black in order to save charges. The same out of the perspective of migrants (see also Barbieri/Fullin

2001). Not less than seven out of the regularised in the sample continues to work black: They perform only the legally necessary quantity of regular work, the rest they earn without taxes and charges. The main justification goes that they want to earn more and do not want to receive pension in Italy, also, that employers like them to be informally employed.

4. Appendix

4.1. Tab. A: Interviews with experts

	Milan	Berlin
Trade unions	Leader chamber of labour, migration-office CGIL	Leader migration-office Ver.di
	Employee migration-office CGIL	
	Leader labour market and employment-law CISL	
	Leader migration-office CISL	
Public	Leader migration-office Milan	Collaborator Office for integration Berlin
	Leader migration-office Pioltello/Seperate	Collaborators Senate of economy Berlin
		Collaborator Control agency informal work
Religious organisations	Leader migration-office Caritas	Collaborator service for refugees of Jesuits
	Leader "San Marino"	Collaborator forum for illegal migrants
		Minister in prison for deportation
Associations	Collaborator „Multietnica“	Collaborator AWO migration-office
	Leader „NAGA“	Collaborator medical help for refugees
	Leader „Ecuador“	Collaborator Turkish Association Berlin-Br.
	Collaborator „Todo-Cambia“	
	Collaborator „Stecca-Apolidia“	
	Founder and collaborators "San-Precario"	
Economic bodies		Collaborator Chamber industry & commerce
		Collaborator German-Turkish Employers

References

- Alt, Jörg 2003: *Leben in der Schattenwelt*. Karlsruhe
- Ambrosini, Maurizio 2005: *Sociologia delle migrazioni*. Bologna
- Ammendola, Carmelita F./Forti, Oliviero/ Garavini, Susanna/Pittau, Franco/Ricci, Antonio 2005: *Irregular Migration in Italy*. Rome
- Barbieri, Paolo/Fullin, Giovanna 2001: *Il lavoro irregolare nell'area milanese. Un'etnografia metropolitana nel settore dei servizi. Rapporto di ricerca per la Camera di Commercio di Milano*. Mailand

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

- Butscher, Susanne 1996: Informelle Überlebensökonomie in Berlin. Berlin
- Caritas/Migrantes (Ed.) 2005: Immigrazione. Dossier Statistico 2005. XV Rapporto. Rome
- Caritas/Migrantes (Ed.) 2006: Immigrazione. Dossier Statistico 2006. XVI Rapporto. Rome
- Cyrus, Norbert 2001: Schattenwirtschaft und Migration in Berlin. In: Gesemann, Frank (Ed.): Migration und Integration in Berlin. Opladen. 209-232
- Cyrus, Norbert 2004: Aufenthaltsrechtliche Illegalität in Deutschland. Bericht für den Sachverständigenrat für Zuwanderung und Integration, Nürnberg
- Decimo, Francesca 2005: Quando emigrano le donne. Percorsi e reti femminili della mobilità transnazionale. Bologna
- Del Boca, Daniela/Venturini, Alessandra 2003: Italian Migration. IZA Discussion Paper No. 938. Bonn
- Enste, Dominik H./Schneider, Friedrich 2006: Schattenwirtschaft und irreguläre Beschäftigung: Irrtümer, Zusammenhänge und Lösungen. In: Alt, Jörg/ Michael Bommes (Ed.): Illegalität. Wiesbaden. 35-59
- Fullin, Giovanna 1999: Il lavoro sommerso a Milano. Un'analisi tipologica. Working-Paper Milano-Bicocca. Milan
- Genovesi, Alessandro 2004: Lavoro nero e qualità della sviluppo. Rome
- Hillmann, Felicitas 1997: "All'italiana": Wohnen und Arbeiten von ImmigrantInnen im Mailand der 90er Jahre. In: Häußermann, Hartmut/Oswald, Ingrid (Ed.): Zuwanderung und Stadtentwicklung. Leviathan Sonderheft 17. Opladen/Wiesbaden. 273-289
- Hillmann, Felicitas 2001: Struktur und Dynamik der Arbeitsmarktintegration der ausländischen Bevölkerung in Berlin. In: Gesemann, Frank (Ed.): Migration und Integration in Berlin. Opladen. 185-208
- ISMU (Ed.) 2004a: Decimo Rapporto sulle migrazioni 2004. Dieci anni di immigrazione in Italia. Milan
- ISMU (Ed.) 2004b: L'immigrazione straniera nella provincia di Milano. Milan
- ISMU (Ed.) 2005: L'immigrazione straniera nella provincia di Milano. Milan
- ISMU (Ed.) 2007: XII Rapporto ISMU sulle migrazioni. Milan
- ISTAT 2005a: La misura dell'occupazione non regolare nelle stime di contabilità nazionale. Rome
- ISTAT 2005b: Brevi cenni sulle metodologie di stima dell'occupazione non regolare nell'ambito della contabilità nazionale. Rome
- ISTAT 2007
- IRB 2007

- Keller, Carsten 2007: Migration und informelle Ökonomie. Wechselwirkungen und Diskrepanzen in Italien und Mailand. In: Dietrich Henckel et al. (Ed.): Arbeiten in der Grauzone. Frankfurt: Peter Lang (forthcoming)
- Kieser, Albrecht 2007: Annerkennungsquote in Deutschland unter 1 Prozent. Asylverfahren im europäischen Vergleich. In: Telepolis. <http://www.heise.de/tp/r4/artikel/26/26293/1.html>
- OECD (Ed.) 2002: Measuring the Non-Observed Economy: A Handbook. Paris Cedex
- Portes, Alejandro/Castells, Manuel/Benton, Lauren A. (Ed.) 1991: The Informal Economy. Studies in Advanced and Less Developed Countries. Baltimore/London
- Pries, Ludger (Ed.) 1997: Transnationale Migration. Soziale Welt. Sonderband 12. Baden-Baden
- Reyneri, Emilio 1998: The role of the underground economy in irregular migration to Italy: cause or effect? In: Journal of Ethnic and Migration Studies. Vol. 24. Number 2. Issue: Migration and the informal economy in Europe. 313-331
- Reyneri, Emilio 2001: Migrants` Involvement in Irregular Employment in the Mediterranean Countries of the European Union. International Migration Papers. Genf
- Reyneri, Emilio 2003: Immigration and the Underground Economy in New Receiving South European Countries: Manifold Negative Effects, Manifold Deep-rooted Causes. In: International Review of Sociology. Vol. 13. No. 1. 117-143
- Reyneri, Emilio 2004: Immigrants in a segmented and often undeclared labour market. In: Journal of Modern Italian Studies 9. 71-93
- Schader Stiftung 2007: Wohnwandel durch Zuwanderung. http://www.schaderstiftung.de/wohn_wandel/460.php
- Schneider 2004
- Schneider 2007
- Schönwälder, Karen/Vogel, Dita/Sciortino, Guiseppa 2004: Migration und Illegalität in Deutschland. Berlin
- Statistisches Bundesamt (StBa) 2007: Bevölkerung und Erwerbstätigkeit. Wiesbaden
- Wilpert, Czarina 1998: Migration and informal work in the new Berlin: new forms of work or new sources of labour? In: Journal of Ethnic and Migration Studies. Vol. 24. Number 2. Issue: Migration and the informal economy in Europe. 269-294
- Zanfrini, Laura 2004: Sociologia delle migrazioni. Rome
- Zucchetti, Eugenio (Ed.) 2004: La regolarizzazione degli stranieri. Nuovi attori nel mercato del lavoro italiano. Milano

L'Algérie, terre de mobilités. L'Oranie, passerelle entre Le Sud et le Nord.

Fatima Nabila MOUSSAOUI, Université Abou Bakr Belkaid, Tlemcen
fmmooussaoui@yahoo.fr

Résumé / Abstract

Notre communication portera sur l'Oranie, comme nouvelle frontière européenne, qui tout en étant au Sud, elle est une barrière pour l'Europe, puisqu'elle contient les flux massifs de migrants qui de plus en plus font d'elle une terre d'accueil forcée, quand ils n'arrivent pas à assembler l'argent pour la traversée. Ainsi l'Oranie se voit confrontée au problème de cette migration, qui trouve en elle un certain confort, qui lui convient, mais qui mets à mal l'Algérie qui souffre aujourd'hui de toute cette pression subsaharienne. Aussi notre intervention se penchera sur les métiers des ces migrants, entre ouvrier informel, prostitué, criminel et mendiant, comment trouvent-ils leurs place dans le marché informel en Oranie, et quelles sont les réseaux qui les acheminent jusque là, qui les emploient et qui les conduisent vers l'Europe en cas de réussite de leurs plans ? Tous ces questionnements sont les principaux axes de notre communication, et aussi d'un long travail de terrain qui est en cours.

Le débat sur la migration occupe de plus en plus l'intérêt de la scène internationale. Considérée comme un mouvement de mutation des populations du monde, la migration aujourd'hui revêt des aspects nouveaux. Elle est caractérisée par le flux massif du sud au nord, et implique une population de plus en plus jeune.

Aussi, la migration « nouvelle », n'est plus ce départ vers les pays riches, dans le cadre d'un échange international, où toutes les démarches pour quitter le pays d'origine et l'installation dans le pays d'accueil passent par les services concernés.

Cette nouvelle migration est irrégulière, elle n'obéit pas à la volonté des Etats, ne se plie pas à leurs lois de circulation. Elle est clandestine, comme la qualifie nombre de chercheurs et les médias de nos jours.

Les principaux acteurs de ces nombreux départs vers l'Europe, qui depuis quelques années représente la terre de tous les espoirs, sont les Africains¹. Cela se comprend si on prend compte du passé colonial qui le lie les deux continents, et le sentiment de dépendance qui continue d'exister jusqu'à nos jours comme pour rappeler ce passé commun.

De cette migration euro-africaine, le Maghreb représente de nos jours, comme toute la région du bassin méditerranéen, l'espace le plus convoité. La configuration géographique de cette région du monde fait d'elle la zone de mobilité et d'échanges matériel et immatériel, la plus vivace, où les facteurs économiques et politiques sont les déterminants.

¹ Le phénomène ne touche pas uniquement les subsahariens, les maghrebins aussi sont des candidats de plus en plus attiré par le vieux continent. Les marocains et les algériens sont le plus touchés par le phénomène.

Cette mobilité s'oriente du Sud au Nord. Un Sud qui vit la précarité et l'insécurité face au Nord développé, riche et « stable ».

Aborder la question des migrations qui touchent aujourd'hui les pays du Maghreb, nous mène à nous pencher sur un phénomène pas nouveau, mais qui ne cesse de prendre de l'ampleur et inquiéter les politiques. En effet, depuis quelques années le Maghreb constitue une étape inéluctable du grand voyage vers l'Europe, et ce particulièrement depuis l'instauration de l'espace Schengen en 1985 qui a renfermé l'Union Européenne et sa mise en application en 1997. Cette nouvel espace européen fermé a mis en évidence l'écart entre le Nord et le Sud, il devient plus perceptible, et le rêve de fouler l'Europe pour des milliers d'Africains plus captivant. La création d'un espace européen a accéléré la migration, causant ainsi une forte pression sur les pays de l'Union, allant jusqu'à la crise. Aussi paradoxal que ça puisse paraître, la migration extralégale est devenue si fréquente vers l'Europe qu'elle constitue aujourd'hui une vraie crise socio-politique et économique. D'origines multiples : l'Europe de l'Est, l'Asie, la présence africaine en Europe est la plus importante de par le nombre de migrants qui y arrivent clandestinement et la plus médiatisée de par les moyens et le risque que prennent les candidats pour réaliser leur rêve, la traversée de la méditerranée au risque d'y laisser la vie.

Notre communication portera sur la migration comme fait réel de par sa nature, et comme phénomène alarmant de par ses moyens et ses chiffres. Aussi, nous nous intéresserons à la migration singulière des subsahariens qui passent par l'Algérie et plus particulièrement par l'Oranie.

Les facteurs du passage des clandestins par l'Algérie

Tenter de dresser une cartographie précise des candidats est une entreprise très difficile à mener et ceci s'explique par divers facteurs. Le premier à signaler et le mutisme des autorités et des candidats eux-mêmes.

Nos recherches nous ont mené au service de l'immigration. Là, nous avons eu droit à des réponses évasives, les seules données disponibles, et que nous avons pu consulter, concernaient l'immigration légale, le cas des étudiants ou travailleurs étrangers présents sur le sol algérien. Les statistiques de la gendarmerie nationale ne relèvent que les cas d'arrestations suivis de poursuites judiciaires, sans comptabiliser les cas de récidives. Or la réalité est toute autre. Un laisser-aller ou la négligence des autorités concernées ?

On ne parla de cette présence subsaharienne qu'avec l'apparition de la violence, dont les émeutes à Tamanrasset sont l'événement le plus éloquent. Aussi la multiplication des cas de trafic en tous genres : falsification des papiers, contrebandes, apparition de réseaux de faussaires ont obligé les autorités à tirer la sonnette d'alarme sur cette présence qui commence à gêner. l'Etat algérien semble se réveiller d'une léthargie qui aurait duré plus de dix années².

Deuxième facteur important, les pratiques politico frontalières ou la politique de refoulement adoptée par l'Etat voisin. Rapporté par les journaux, confirmé par les candidats eux-mêmes, dénoncés par les ONG, le nombre de candidats clandestins,

² -Nous faisons allusion à la décennie noire que l'Algérie a traversée.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

s'explique aussi par la politique de refoulement adoptée par les Etats voisins en l'occurrence le Maroc.

Le but de ces migrants étant d'atteindre les enclaves espagnoles : Ceuta et Melilla, le Maroc a mobilisé et continue de mobiliser des moyens considérables pour les stopper dans leur démarche. Ainsi sont-ils reconduits, pour plus les chanceux, aux frontières algéro-marocaines³. Les autres, sont « déversés » dans le grand désert au risque de périr.

Le durcissement de la politique marocaine de l'immigration clandestine a contribué à accélérer le retour à la normalité des relations hispano-marocaines, et à plonger l'Algérie dans une crise. Elle est devenue une terre de transit forcé du jour au lendemain, sans être préparée à un flux aussi important. N plus de son manque de moyens logistiques pour gérer cette situation, l'Algérie manque d'expérience en ce genre de situation qui ne cesse de persister et de se compliquer.

Les facteurs physiques sont aussi déterminants : Le désert du Sahara étant vaste, les traditions d'échange avec les pays limitrophes font que les frontières quand elles ne sont pas inexistantes concrètement, sont poreuses et difficiles à contrôler.

Aussi sommes-nous tenter de croire que tous les pays frontaliers sont pourvoyeurs de cette émigration : Le Mali, la Mauritanie, le Sénégal...etc.

Affirmer cela c'est aller vite en besogne ,et vouloir circonscrire un phénomène grandissant et enchevêtré. Les dernières investigations ont dévoilé que des Sri Lankais et des pakistanais avaient choisi l'Algérie comme point de départ pour l'Europe. La présence de cette nouvelle donne nous pousse à nous interroger sur les réseaux organisateurs. L'Algérie qui est, elle-même, terre de départ de milliers de harraga-s⁴, se transforme en terre de transit pour nombre de migrants Subsahariens et autres, et même une terre d'accueil, en cas d'échec du plan de départ.

L'Algérie, une étape du voyage

Le problème de l'immigration clandestine contre lequel les Etats du Nord mènent un combat ces dernières années n'est pas nouveau pour l'Algérie. De par sa position géographique de zone tampon entre le Nord et le Sud ayant des frontières communes avec plusieurs pays africains, l'Algérie à depuis longtemps constitué une zone de transit pour les candidats à l'immigration clandestine. Plusieurs de ces migrants subsahariens sont recrutés dans les chantiers de bâtiment, ou comme jardiniers ou maîtres de maison dans des ville comme Tamanrasset et Ouargla. Ce qui est nouveau par contre, c'est l'aspect que revêt cette nouvelle migration. Elle fait de l'Algérie un pays de passage pour accéder à l'Europe, et ce en empruntant des itinéraires « renouvelés » chaque fois. Comme tous les pays du Maghreb, l'Algérie est devenue une terre de transit et même d'accueil pour des milliers de candidats à l'émigration vers l'Europe. Après les dispositions prises par le royaume marocain, et la fermeture drastique de ses frontières, l'Algérie s'est vue exposée du jour au lendemain à un flux important de migrants clandestins, venus d'Afrique subsaharienne, qui n'ont de but

³ -C'est ce qui explique leur présence a Maghnia et Tlemcen

⁴- Plus de 2340 d'entre eux ont été secourus en pleine mer ou interceptés sur les côtes au cours de ces trois dernières années, et 761 ont été rapatriés d'Espagne durant le premier semestre de l'année en cours

que de rejoindre le vieux Continent. Selon les bilans annuels de arrestations des clandestins, le nombre est en constante évolution. En effet, en 2000, on comptait 2806 clandestins, et les statistiques de 2006 révèle le nombre de 8000 clandestins dont 5% d'origine asiatiques (Bengladais, Sri Lankais, Pakistanais et autres).

Aussi l'Europe a fait des pays du Maghreb des *Etats tampons*, où l'Algérie se transforme en *Etat frontière*, une balise pour l'Europe.

Après leur longue traversée du Sahara algérien, qui d'après les récits est effroyable, et leur arrivée au nord du pays, ces milliers d'aventuriers, car c'est ainsi qu'ils qualifient leur mobilité, tentent de se faire un peu d'argent pour subvenir d'abord à leur besoin de survie, mais aussi pour économiser afin de pouvoir payer les frais du passage vers l'Europe.

En Algérie, on retrouve ces subsahariens dans les grandes villes comme Alger, Oran, Tlemcen, Annaba..., après avoir traversée le Sahara à partir de Tamanrasset, Djanet Adrar, Ouargla. Toutes ces villes ont un point commun, leurs côtes, un facteur très important car il est la voie même du départ.

Aussi ces villes côtières se caractérisent par une présence de réseaux spécialisés dans le transport vers la rive Nord de la Méditerranée.

Du point de vue économique, ces villes sont des marchés de travail pour ces candidats qui, faute de papiers en règle et de moyens, choisissent le secteur informel, de plus en plus demandeur de main d'œuvre disponible avec la privatisation.

Ces dernières années, de toute l'Algérie, c'est la région de l'Oranie qui connaît une présence importante d' «Africains » comme on les appelle dans la région. Ils sont basés essentiellement dans les villes d'Oran, Ain Témouchent, Maghnia, et plus récemment à Mostaganem. Pourquoi ces villes ?

L'Oranie, terre du passage

Située à la charnière de deux continents, l'Oranie reste cette terre du passage, terre d'accueil pour les touristes en quête d'exotisme, terre de départ pour des milliers de jeunes en quête d'Europe.

Pour les centaines de subsahariens, l'Oranie représente la terre où tout est possible, où ils voient leurs espérances prendre forme. L'Oranie est pour ces migrants la dernière étape avant la réussite. Tous n'ont pas la chance d'atterrir à Oran, la plupart reste à Maghnia pour tenter de rejoindre les enclaves espagnoles, Ceuta et Melilla, *via* le Maroc. La grande majorité se dirige vers Oran, ville côtière et capitale économique de l'Algérie, à partir de laquelle s'organiseront les départs vers la France, l'Italie ou l'Espagne principale convoitise des clandestins.

Pourquoi choisissent-ils l'Oranie ?

Géographiquement, l'Oranie est cette région du nord ouest algérien, elle s'étend des frontières algéro-marocaine à l'ouest jusqu'à l'Algérois à l'est, elle renferme ainsi nombre important de villes comme : Oran capitale de l'ouest, Tlemcen, Ain Temouchent, Maghnia, Mascara, Sidi Bel Abbés etc. L'Oranie a toujours connue une présence étrangère sur ses terres, et a développé une tradition de l'échange de par son ouverture sur l'extérieur, particulièrement l'Europe. Ses ports ouverts sur la

Méditerranée, font d'elle une passerelle pour l'Espagne et la France, vu la proximité des pays le passé colonial qui unit la région de l'Oranie aux pays du Sud de l'Europe.

De toute l'Oranie, Maghnia et Oran connaissent une concentration de migrants subsahariens. Maghnia, de part sa situation géographique à l'extrême Ouest algérien, et sa frontière commune avec le Maroc s'est vue très vite devenir le noyau des migrants clandestins. Sa réalité spatiale et sa cartographie propice font d'elle la terre de transit pour des milliers de trans-migrants, qui ont fait de l'oued de Maghnia, leur lieu de rencontre et de sédentarisation « momentanée », en attendant de pouvoir aller de l'autre côté de la frontière, au Maroc pour tenter le passage vers les enclaves espagnoles : Ceuta et Melilla.

A Oran, c'est un autre itinéraire que choisissent ces migrants. Le port et les plages sont leurs points de départ. Dès qu'ils le peuvent, ils font comme les migrants algériens, les *harraga-s*. Ils achètent une embarcation, entrent en contact avec des passeurs et tentent l'aventure en mer.

Le nombre d'affaires d'immigrants subsahariens clandestins appréhendés à Oran est passé de 531 en 1992 à 737 en 2000⁵.

Les réseaux d'organisation

La migration transnationale, bien qu'elle soit, dans le cas de notre étude irrégulière, nécessite une organisation, et dépend de réseaux bien tissés. Elle est ultime solution au mal de vie de milliers d'Africains, se base essentiellement sur une structure relationnelle bien agencée, qui permet le bon déroulement du « voyage » et la réussite de l'aventure. Cette réticulaire, de plus en plus structurée définit l'itinéraire de ces migrants, leurs escales, les contacts et surtout régit le passage transnational en contournant les « barrières » imposées par les Etats, les frontières et les gardes frontières.

Ces réseaux peuvent être organisés d'une manière professionnelle, comme c'est le cas des réseaux transfrontaliers internationaux, mais il existe aussi ces réseaux basés sur l'expérience de quelques ex-migrants devenus passeurs, où leurs contacts et leur connaissance du « terrain » font d'eux des guides transnationaux. Leur trajectoire personnelle fait d'eux des guides, des passeurs, des checkers ou des têtes de réseaux grâce à leur savoir faire et à leur savoir communiquer.

Cette classification est elle-même une forme d'organisation, car elle définit de par le concept le moyen *du passage*. Les guides font passer les frontières terrestres, les passeurs les frontières maritimes, les checkers organisent les départs par avion, et les têtes de réseaux sont là pour assurer le bon déroulement du plan et veiller sur la coordination. Jeff, un jeune camerounais rencontré à Oran nous a confié qu'un guide l'a aidé pour venir à Oran, une fois arrivé, il a été accueilli par des compatriotes dont il avait les coordonnées à partir de Tamanrasset. Aujourd'hui, Jeff organise son départ vers Almeria, avec un passeur Algérien qui est en étroite relation avec la tête de réseau qui a conduit Jeff jusqu'à Oran.

Ces réseaux se chargent du transit de ces migrants, des frontières Sud, au Nord du pays dans les cas les plus fréquents. Ce passage se fait à partir des frontières algéro

⁵ Archives de la gendarmerie nationale.

maliennes, où nombre de sub-sahariens se font passer pour des Maliens afin d'entrer en Algérie sans visa. Une fois sur place se pose le problème de l'acheminement vers le Nord. Depuis quelques années, toute une organisation s'est mise en place pour assurer le bon déroulement de cette montée vers le nord. Ces migrants empruntent les circuits autrefois caravaniers en passant par Tamanrasset, Adrar, Béchar avant d'arriver au Nord. Ils sont transportés à bord de camions par des routiers/passeurs, moyennant argent, ou pour les moins chanceux, le périple se fait à pied dans le grand désert du Sahara, où nombre de candidats arrivent au terme de leur aventure engloutis par le sable ou morts de soif. Ces conditions difficiles n'ont pas réussi à dissuader ces migrants qui sont de plus en plus nombreux à tenter cette aventure, en passant clandestinement par l'Algérie. Le nombre de clandestins arrêtés durant la décennie 1997/2007 est estimé à 28900. Le bilan révélé en 2006 affiche le nombre de 8000 migrants clandestins originaires de l'Afrique Subsaharienne.

Une fois dans les régions du Nord du pays, ces clandestins choisissent les villes côtières pour s'établir momentanément, et organiser la traversée vers l'Europe. Le logement est la première difficulté à laquelle ils sont confrontés. Puis vient la question du travail pour assurer leur séjour et surtout pour pouvoir rassembler au plus vite la somme qu'il faut pour pouvoir rejoindre les côtes européennes.

Ici, l'organisation est répartie selon la demande. Pour le logement et vu l'importance du flux, l'Oranie a vu ses quartiers se restructurer afin de répondre aux demandes de ces clandestins.

A Maghnia par exemple, les berges de l'oued sont le lieu où se rassemblent les migrants et où ils vivent en attendant de partir.

Ils sont répartis selon les communautés, les musulmans d'un côté et les chrétiens de l'autre. Aussi, ils répondent au modèle de ghettos. Marc, un Malien de 23 ans nous révèle que « *chaque ghetto a un boss qui veille à la sécurité de son clan et au déplacement de ses membres, en décidant lui-même de qui part et quand* ».

On les voit au bord des oueds à Maghnia, où ils s'entassent dans des baraques de fortune, fabriquées par eux-mêmes, et où la précarité est plus que criante.

Aussi les hôtels de la ville sont pour les plus riches d'entre eux un logement temporaire, à raison de 200 DA la nuit. Depuis la fermeture des frontières terrestres avec le Maroc, les hôtels de la ville connaissent une faillite ; la présence de ces « *clients* » pas très exigeants est une aubaine, elle vient pallier le déficit économique. Elle est la bienvenue pour les propriétaires qui frôlent le chômage⁶.

A Oran, destination nouvellement privilégiée par ces clandestins africains, la présence des migrants subsahariens, bien que visible, ne semble pas déranger les autochtones. Ils font partie de la ville et sont répartis dans les différents quartiers populaires de la ville, essentiellement dans les quartiers de *Sidi Al Houari, M'dina Jdida, Al Hamri, Saint Pierre et Charlemagne*. Lors de notre enquête dans les quartiers d'Oran, un propriétaire d'hôtel situé à Sidi Al houari, nous a confié que la plupart de ces clients sont camerounais, chose que nos interlocuteurs nient en prétendant qu'ils

⁶ -*Cette attitude, n'est hélas pas partagée par tous les maghnaouis, lors de notre passage à Maghnia, le témoignage que l'on a pu recueillir est plutôt mitigé. Un fait qui a attiré notre attention : un café a été complètement abandonné par les habitants de la ville, la cause « il est fréquenté par les 'africains', et comme la majorité ont le sida, et on sait que dans les cafés l'hygiène laisse à désirer, on préfère le leur laisser »*

sont Maliens⁷. Dans ce vieux quartier, les ressortissants sub-sahariens sont nombreux. A la rue Philippe par exemple, on pourrait se croire dans un faubourg de la banlieue de Bamako. Ils sont repérable surtout la nuit, où ils circulent en groupe. Ils logent dans les petits hôtels du quartier dans des conditions précaires. L'enquête sur le terrain nous a permis constater leur situation abominable : ils sont entre quatre et six personnes dans une chambre de deux mètres carré ; ils paient pour cela 200 DA par jour. Pour ceux qui veulent une chambre double, des buanderies aménagées par les propriétaires des hôtels pour cette *nouvelle clientèle* qui arrivent en couple, le prix est de 400 DA/jour.

Ces dernières années et depuis les événements de Sidi Al Houari, en septembre 2005, où un jeune kabyle originaire du quartier fut assassiné par arme blanche par un clandestins, les habitants du quartier se sont mobilisés pour les « chasser ». On recense aujourd'hui une minorité essentiellement camerounaise, les autres ont fait de M'dina Jdida, et sa place Tahtaha, leur nouvelle adresse.

Arrivés à M'dina Jdida, nous nous sommes rendus dans un petit hôtel. Il se situe juste en face de l'hôtel Afrique, très connu par les contrebandiers algériens. Tous les locataires étaient noirs, après avoir demandé au propriétaire de l'hôtel la permission de m'entretenir avec quelques uns d'entre eux, il m'informa que la majorité d'entre eux sont nigériens.

Georges, un jeune qui se dit nigériens accepta de répondre à mes interrogations. Il se confia, avec un français laborieux : *« je suis un instituteur de 32 ans. J'ai longtemps exercé dans mon village dans le Nord de Nigéria. Ma mère originaire du Liberia est décédée il y a cinq ans. Depuis rien ne me retenais là-bas. J'ai décidé de quitter le pays en 2003 en direction du Maroc. Je suis entré en Algérie via le Mali, avec un vrai passeport malien que j'ai acheté aux frontières, du côté du Mali. J'ai pris place dans le véhicule 4x4 qui nous attendait, pour nous emmener à Tamanrasset, sur le territoire algérien... »*. là, je l'ai interrogé sur la présence de ce véhicule, il me répondit : *« le 4x4 fait partie du plan. Le guide qui nous aide à quitter le pays nous met en contact avec d'autres guides à chaque escale, la dernière étant la frontière algéro-malienne , le véhicule est prévu pour nous emmener jusqu'à Tamanrasset. On paie ce guide, chauffeur de 4x4 , 3000 dinars, l'équivalent de 30 euros »*.

On remarque que la frontières sud de l'Algérie ne sont pas étanchés, dans coté. Interrogé sur la question, un gendarme qui a longtemps travaillé sur le terrain, sur les frontières en question nous confie que *« une fois que ce migrant nous présente son passeport malien, on ne peut l'empêcher d'entrer sur le territoire. La gendarmerie n'ignore pas le fait qu'ils sont en possession de faux papiers, mais quand un subsaharien te donne un vrai passeport malien avec une photo qui semble être la sienne ion n'y peut rien. Nos agent n'ont pas la formation qu'il faut pour la reconnaissance, dès que c'est un noir qui parle français ou même pas , il passe »*.

Les officiels déplorent le manque de moyens d'authentification des papiers, et prennent même en compte la réalité dure de ce migrants, qu'ils qualifient d'être en quête d'une vie meilleure.

⁷ L'entrée de Maliens en Algérie ne nécessite pas de visa.

« Comment ne pas faire preuve de compréhension à l'égard des immigrants clandestins, nous n'oublions pas qu'ils ont fui la misère et la pauvreté dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie. A une certaine époque, les Algériens ont connu aussi ce problème. C'est là un argument supplémentaire pour traiter dignement ces gens », a soutenu le commandant du groupement de gendarmerie e Tamanrasset, le lieutenant-colonel Mohamed Belbachir.

Georges continue son récit : « une fois à Tamanrasset tout va très vite, on passe par Ouargla , Béchar et Oran. On est transporté dans des camions de marchandises algériens qui travaillent avec nos guides.une fois au nord il y en a qui choisissent de partir à Maghnia pour tenter de rejoindre les camps de Gourougou, les autres préfèrent Oran où il y a plus de possibilité de travail pour se faire un peu d'argent ,et où les réseaux de transport maritimes sont plus professionnels ».

Pour ceux qui changent d'avis une fois arrivés à Oran, des taxi spécialisés dans le transport des clandestins. Ils les prennent à 2000 DA la personne au lieu de 300 DA. Le taxi les transporte jusqu'à Maghnia, sans prendre d'algériens avec. Un chauffeur de taxi interrogé nous confie que le transport des clandestins rapporte plus que ces clients habituels sua la ligne Oran-Maghnia. Questionné sur les barrages de gendarmerie sur cet axe, et comment il faisait pour les contourner, il nous confie : « je ne les contourne pas, ils savent que je transporte des clandestins je les paie 10 000DA / jour et comme ça j'achète la route⁸ ».

Les voyages de ces taxi varient entre trois et six voyages par jour.

Une fois à Oran les hôtels, sont les lieux où ces migrants se rassemblent. Ils paient les chambres au jour le jour. Mais il existe d'autre locataires, anglo-saxons pour la plupart. Ils son connus pour leurs violences et escroqueries. Ceux là sont spécialisés dans la fausse monnaie et la falsification de papiers officiels. Ils paient leur chambres quand ils le peuvent, sinon les propriétaires des hôtels, informés de leurs activités leur laissent le temps de se faire de l'argent car ils savent qu'une fois une affaire réussie ils n'hésitent pas à payer et être généreux avec ses propriétaires.

Ceux qui n'ont pas de quoi payer une chambre d'hôtel, les lieux publics deviennent un refuge. Ainsi plusieurs hammams (bains maures) sont devenus des hôtels de fortune pour ces clandestins. Aussi, les mosquées, les *zaouïas* et les places publiques qui connaissent un mouvement nocturne, où on trouve des bars, des restaurants... sont l'ultime recours.

Les activités des clandestins

Clandestinité, drogue, faux billets sont les termes qui caractérisent le mieux cette communauté subsaharienne, qui survie grâce à une économie souterraine dont les relents sont inestimables. Afin de comprendre le phénomène et de mesurer de son ampleur sur le terrain, nous avons procéder à une classification des activités de ces clandestins, des plus répandues à la mendicité qui est de plus en plus visibles dans les villes étudiées.

⁸ « acheter la route » est une expression répandue en oranie, pour désigner la corruption.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

Escroquerie, Trafic et contrebande

Les migrants se sont spécialisés dans le change parallèle. Ils sont anglo-saxons, principalement Camerounais, Nigériens et Burkinabés. Ils proposent des devises (dollars, euros) à des prix « avantageux », chose qui marche très bien dans le milieu des contrebandiers, très développé en Oranie. « *Mes copains, raconte Mamadou, exercent essentiellement dans le change parallèle... On les retrouve dans les métiers dangereux, difficiles et dégradants.* » Souvent, l'activité ne se limite pas au change. Plusieurs intéressés se sont vus délestés de plusieurs millions de dinars, en achetant faux billets en euros.

En plus de l'argent, ces faussaires s'adonnent aux papiers, cartes grises, cartes d'identité, passeports, un commerce juteux pour ces contrefacteurs. En effet, les faux passeports maliens sont très prisés pour les raisons évoquées précédemment. Les candidats optent pour leur acquisition afin de pouvoir fouler le sol algérien, la gendarmerie nationale a enregistré plusieurs cas. Aussi les passeports marocains sont demandés par les clandestins, ils coûtent entre 50 et 2000 euros, les prétendants au départ pour Ceuta et Melilla les achètent.

Aussi, le commerce informel, basé essentiellement sur la vente de téléphones portables est très développé, vu l'importance de la demande et de du renouvellement constant du marché.

Pour conclure nous dirons que l'Algérie est devenue aujourd'hui un pays d'origine, de transit et de destination des migrants originaires de pays voisins, limitrophes, situés principalement aux frontières Sud du pays, mais également de pays lointains tels que l'Inde et le Bangladesh. Selon les services de la migration, l'Algérie connaît le passage clandestin de quarante deux nationalités différentes.

Cette mobilité connaît récemment une forte médiatisation et avive le débat international sur la question des motivations des candidats, leur réalité socio économiques et le travail informel qui les aident à survivre dans les pays de transit. Cette main-d'œuvre importante et peu exigeante bien qu'elle soit une chance pour l'économie des pays du passage, constitue un danger pour l'Europe qui vit une forte pression migratoire, que la mondialisation encourage et que les droits de l'homme contestent.

Le travail dans les ateliers

Situé à la périphérie de la ville d'Oran plusieurs ateliers de ont vu le jour ces dernières années. Ils se situent à Bir el djir, Sénia, Fernand ville, Ain el beida.

Des ateliers de couture en passant par les ateliers de préparation de pains, ces migrants y sont la proie de leurs employeurs qui usent de leur vulnérabilité pur profiter d'une main d'œuvre pauvre et disponible.

Autre ces ateliers, ils sont recrutés dans le secteur de l'agriculture. Ils travaillent les terres et dans les poulaillers, ils sont réduits au statut d'esclaves.

Mendicité, vol à la tire, criminalité

A Maghnia, comme à Oran, la mendicité est l'activité la plus répandue et la plus apparente. On voit des dizaines de « *negrawas* »⁹ à la sortie des mosquées, des bains maures ou bien confondus dans la foule au marché.

D'après les témoignages recueillis auprès des habitants de la région étudiée, les migrants ont recours à la violence une fois leurs ressources épuisées. L'évènement le plus marquant de cette criminalité, remonte au dimanche 4 septembre 2005. Cette date est un repère pour les habitants du quartier sidi al houari, à Oran. Un jeune homme, originaire du même quartier est assassiné par un ressortissant subsaharien, dans le quartier même, par arme blanche. La nouvelle a fait le tour d'Oran et la population qui jusque-là était tolérante avec cette présence étrangère, s'est révoltée. Les habitants du quartier ont usé de la violence pour « chasser » ces clandestins, qui « *ont dépasser les bornes, en plus d'être en situation irrégulières, ils s'empennent aux enfants du quartier* », nous confie un habitant.

Le secteur du bâtiment

Il est principalement masculin. Très convoité par ces migrants, qui faute de titres de séjours, préfèrent les chantiers où le contrôle est souvent absent. Avec tous les projets en cours dans la région et surtout avec la privatisation du secteur et la multiplication des promotions immobilières, les trans-migrants sont de plus en plus prisés sur les chantiers.

En plus des Chinois, qui en plus de leur contrat de travail, activent dans l'informel en proposant leurs services sur des chantiers privés de particuliers parmi les hommes d'affaires et autre nomenclature, les trans-migrants africains, aussi, sont employés comme manœuvre pour leur manque d'expérience. Ils sont prêts à tout faire, (manœuvre le jour, gardien la nuit) et dans la plupart des cas sur exploités par leurs employeurs qui profitent de leur situation irrégulière. Ils ne sont pas bien rémunérés mais font tout pour obtenir 1000 DA/jour pour pouvoir s'organiser et se permettre de continuer leur voyage.

La prostitution

Aussi, en plus du réseau de prostitution organisé, à Maghnia, où les femmes longent l'Oued et sont la plupart du temps source de violence entre les communautés présentes sur les lieux, il existe aussi des réseaux à Oran. On les voit surtout la nuit, et on distingue deux catégories : des prostituées sur commande, et d'autres, de fortune.

La première catégorie comporte des jeunes femmes entre 18 et 30 ans. Elles sont recrutées dans des hôtels de luxe de la ville, elles assurent un service à la carte, et leur présence à Oran est faite sur commande. Elles ont une clientèle parmi les riches industriels et se plient aux exigences de ces hommes en quête d'exotisme.

⁹ « *Negrawas* » pluriel de « *nigrou* », qui veut dire noir, appellation pour désigner les trans-migrants venus d'Afrique, sans distinction aucune. Lors de nos enquêtes nous avons pu recueillir les lexèmes suivants, synonymes au premier : Les africains, *lkouhel*=(*las noirs*'), *saligan* (déformation de Sénégal, tout noir africain, ne peut être que sénégalais dans la représentation que se fait l'algérien de l'Afrique.)

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

L'autre catégorie de prostituées est issue des femmes trans-migrantes, qui une fois à Oran sont à court d'argent et doivent subvenir à leurs besoins. Elles sont plutôt discrètes et préfèrent les quartiers populaires. Elles ont une clientèle parmi les subsahariens, les jeunes délinquants, les routiers etc. Elles font cela pour survivre, comme elles n'arrêtent pas de le répéter lors des entretiens. Elles sont généralement des mères, des enfants à charge. Les clients les plus intéressants pour ces femmes, sont les trans-migrants comme elles. Ils leur assurent le gîte (la location de la chambre).

Le maraboutisme

La population de l'Oranie est très attirée par ces africains, connue pour la magie noire et qui proposent leurs services dans les rues de la ville.

Leur principale clientèle est féminine, elle attend beaucoup de ces voyants, marabouts. La plupart sont à la recherche d'un mari ou d'enfants, elle sont prêtes à payer des sommes très importantes.

Hayat, une jeune femme de 30 ans, célibataire fréquente un voyant africain depuis deux ans. Elle nous confie que le célibat lui pèse et qu'elle est à la recherche d'un mari, et que ce marabout l'aide. Il lui vend les ingrédients nécessaires, lui murmure des formules, lui indique la posologie des préparations. Le tout lui a coûté 20 000 DA depuis le début de l'année 2007.

Le coût d'une simple consultation est d'environ 200 DA, la sorcellerie est à partir de 500 DA selon la demande et selon les produits utilisés (peau de serpent, tête d'hérisson, sable...)

Ces astrologues de fortune sont de plus en plus présents dans la ville, et vu la difficulté de quitter la région ces derniers temps, cette activité est devenue pour plusieurs d'entre eux un gagne-pain pour assurer leur présence à Oran, mais aussi un moyen de socialisation. En effet, ils requièrent de la popularité dans le milieu des femmes qui les fréquentent, cette popularité est synonyme de gains et de sécurité pour eux.

Annexe

Evolution des arrestations des migrants subsahariens en Algérie.

ANNEE	2000	2001	2002	2003	2006
NOMBRE	2806	4273	4118	4870	8000

*source : bilan de la gendarmerie nationale.

Bibliographie

SAYAD, Abdelmalek, (1991), *La double absence : les illusions de l'immigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil.

BAYART, Jean-François, (2004), *Le gouvernement du monde : une critique politique de la globalisation*, Fayard.

Nouvelles dynamiques migratoires / *New Migration Dynamics*

Hommes et Migrations, “*Vers un lieu de mémoire de l’émigration*”, N° 1247, janvier/ février 2004.

GOLSCHMIT, E., (2002), *Migrants Congolais en route vers l’Europe*, les temps modernes, août-novembre.

ESCOFFIER, Claire, (2004), *Savoir transiter au féminin*, in Année du Maghreb.

HEIN DE HAAS, *Migrations transsahariennes vers l’Afrique du Nord et l’UE : Origines historiques et tendances actuelles*, in TRAVAIL, N° 57, septembre 2006.

Le Monde du 26 novembre 2006, page 13.

Le Quotidien d’Oran du 4 Septembre 2005, Page 4.

El Watan du 10 février 2005, Page 6.

Le marché de l'emploi chinois en France : l'irrégularité au service de la réussite économique

AUGUIN Estelle, POPINTER, Université Paris V
estelle.auguin@paris5.sorbonne.fr

Résumé / Abstract

L'objet de cette communication est de mettre à jour les pratiques du marché de l'emploi des Chinois en France. Le terme « emploi » s'entend comme l'ensemble des éléments juridiques, économiques et sociaux qui permettent la participation des individus à la production de biens et services ; « le marché de l'emploi » est donc préféré ici au terme de « marché du travail » qui possède un sens plus restreint.

La majorité des Chinois en France sont originaires de la région du sud du Zhejiang, sur la côte Est de la Chine et sont communément appelés Wenzhou, du nom du territoire administratif municipal dont ils sont originaires. Ils développent en Europe des activités commerciales dont ils gèrent l'ensemble du processus : de la production à la vente aux particuliers, en passant par la main-d'œuvre ouvrière et aux grossistes. Leur organisation économique conduit à la mise en place d'une communauté ethnique socialement stratifiée, intégrée (notamment économiquement) mais distincte de la société française : couturiers, cuisiniers, femmes de ménage, gardiennes d'enfants ou de personnes âgées, chefs d'atelier, commerçants de supermarché ou de magasins de vêtements, etc. Les Wenzhou se situent à tous les niveaux hiérarchiques et travaillent également avec les autres communautés chinoises : ils emploient les Dongbei et collaborent commercialement avec les Teochew. Les Wenzhou ont ainsi mis en place un véritable marché ethnique de l'emploi, duquel ils ne sortent que de façon très exceptionnelle.

Au sein de celui-ci, le code du travail des pays européens ne sont que partiellement respectés. En effet, si les entreprises chinoises se conforment en partie à la législation afin de satisfaire à l'inspection du travail, une grande part de leurs activités est clandestine. Ceci s'explique pour deux raisons essentielles. D'une part, une main-d'œuvre chinoise relativement abondante ne possède pas de titre de séjour sur le territoire et ne peut donc être embauchée de façon légale. Or cette population est souvent un membre de la famille ou un ami de l'employeur qui est soumis à des obligations sociales afin d'embaucher son compatriote. D'autre part, pour être compétitifs, les Chinois choisissent de réduire au maximum les coûts de production, c'est le cas dans le secteur du textile ou de la restauration. Dès lors, ils leur est nécessaire de recourir à une main-d'œuvre non déclarée. Rares sont les entreprises qui recourent exclusivement au travail illégal, mais une partie du travail seulement est déclarée. Ainsi, dans un atelier de confection, des salariés clandestins côtoient des travailleurs légaux déclarés. Cependant, même ces derniers travaillent en partie illégalement. En effet, la très grande majorité des salariés ne se voient officialiser qu'une partie des heures effectivement travaillées, l'autre partie étant payée en liquide sans aucune déclaration légale.

Aujourd'hui, la réussite commerciale des Chinois est visible : que cela soit dans le secteur de la restauration (chinoise, japonaise, coréenne, etc.), dans le secteur de l'habillement (vêtements adultes ou enfants, chaussures), dans l'informatique, la bijouterie, l'épicerie ethnique, etc. Cette réussite économique, appréciée par les pouvoirs publics qui accueillent les représentants de la communauté chinoises dans ses locaux à l'occasion d'événements festifs (notamment au moment du Nouvel An chinois), ne pourrait être aussi grande dans une pleine légalité. Par ailleurs, les grandes chaînes de distribution française profitent de cette production bon-marché, si elles sont rarement mises en cause dans les affaires de fraude, elles sont pourtant souvent le bout de la chaîne de production.

C'est donc un paradoxe que cette contribution propose de mettre en avant : d'un côté, le discours politique promeut l'éradication d'un système de travail clandestin et la présence de sans-papiers ; de l'autre, les exigences de la réussite économique créent ce système que les Chinois exploitent et développent.

Cette réflexion repose sur un terrain d'enquête réalisé, dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie, depuis trois ans en Île-de-France, dans la région de Wenzhou en Chine et dans la région de Florence en Italie. Cette enquête se compose d'une cinquantaine d'entretiens et d'observations participantes dans des familles et des entreprises, dans les différents pôles de la diaspora wenzhou.

Introduction

L'objet de cette communication est de mettre à jour les pratiques du marché de l'emploi des Chinois en France, qui expliquent en partie leur réussite économique. Le terme « emploi » s'entend comme *l'ensemble des éléments juridiques, économiques et sociaux qui permettent la participation des individus à la production de biens et services* (Beitone *et alii*, 1991, p.123) ; « le marché de l'emploi » est donc préféré ici au terme de « marché du travail » qui possède un sens plus restreint.

La majorité des Chinois en France sont originaires de la région du sud du Zhejiang, sur la côte Est de la Chine et sont communément appelés *Wenzhou*, du nom du territoire administratif municipal dont ils sont originaires. Très présents en Europe, ils développent des activités essentiellement commerciales dont ils gèrent l'ensemble du processus : de la production à la vente aux particuliers, en passant par la main-d'œuvre ouvrière et aux grossistes. Leur organisation économique conduit à la mise en place d'une communauté ethnique socialement stratifiée, intégrée (notamment économiquement) mais distincte des sociétés d'accueil : couturiers, cuisiniers, femmes de ménage, gardiennes d'enfants ou de personnes âgées, chefs d'atelier, commerçants de supermarché ou de magasins de vêtements, etc. Les *Wenzhou* se situent à tous les niveaux hiérarchiques et travaillent également avec les autres communautés chinoises présentes sur le territoire européen. En France, les *Wenzhou* sont en effet en lien avec deux autres populations chinoises. La première est fréquemment appelés *Teochew*, du nom de la prononciation dialectale de la région méridionale chinoise dont ils sont originaires. De fait, ils ont d'abord migré dans le Sud-Est asiatique (les anciens pays d'Indochine) avant de fuir dans les années soixante-dix les régimes communistes qui les persécutaient. Alors que plus aucune nouvelle arrivée ne vient alimenter leur présence en France, les *Teochew*, relativement bien intégrés, collaborent commercialement avec les *Wenzhou*. La seconde population chinoise présente en

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

France mais également dans de nombreuses régions d'Europe, se compose d'une majorité de femmes originaires du Nord-Est de la Chine et appelées *Dongbei*¹. Flux migratoire datant de moins de quinze ans, il ne bénéficie pas de tradition et aucun réseau diasporique ne vient prêter secours aux migrants à leur arrivée en Europe. Ces derniers sont contraints de s'insérer dans le marché chinois de l'emploi, contrôlé majoritairement par les *Wenzhou*. Par ailleurs, ajoutons qu'une diversification des flux migratoires en provenance de la Chine est constatée depuis moins de cinq ans. L'organisation diasporique des *Wenzhou* leur permet cependant, de continuer à dominer un véritable *marché ethnique de l'emploi* qu'ils ont mis en place et duquel ils ne sortent que de façon très exceptionnelle.

Majoritairement implantés dans les grandes villes, les Chinois affichent leur réussite commerciale à travers une grande visibilité. Que cela soit dans le secteur de la restauration (chinoise, japonaise, coréenne, etc.), dans le secteur de l'habillement (vêtements adultes ou enfants, chaussures), dans l'informatique, la bijouterie, l'épicerie ethnique, etc., les commerces tenus par des Chinois sont de plus en plus nombreux. Cette réussite économique, appréciée par les pouvoirs publics qui accueillent les représentants de la communauté chinoise dans ses locaux à l'occasion d'événements festifs (notamment au moment du Nouvel An chinois), ne peut laisser sans interrogation les citoyens. Ces derniers voient progressivement des quartiers se transformer sous l'influence de la présence asiatique. Si cette nouvelle présence laisse souvent indifférent quand le commerce conserve son activité ancienne, elle agace voire révolte les habitants quand des quartiers entiers changent de visage. Deux exemples : une mono-activité de grossistes de textile a fait disparaître les commerces de proximité dans le XI^e arrondissement de Paris ; le quartier de Belleville marqué par une forte présence maghrébine est devenu en l'espace de quelques années un véritable quartier chinois.

Les *Wenzhou* possèdent une vieille tradition migratoire vers l'Europe. Dès le début du XX^e siècle, les premiers migrants s'installent en France et dans plusieurs pays du vieux continent pour faire du commerce (Poisson, 2005). Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les migrants chinois ne dépassent pas 20 000 en France (Trolliet, 2000, p. 66) et l'arrivée des Communistes au pouvoir en Chine en 1949 marque un frein brutal à l'émigration de ses habitants. À partir du début des années quatre-vingt et l'ouverture économique de la République populaire de Chine, le flux migratoire en provenance du Zhejiang prend à nouveau de l'ampleur et, depuis moins de trente ans, plusieurs dizaines de milliers de migrants arrivent en Europe et en France. S'intégrant dans une structure communautaire organisée, ils ne possèdent majoritairement pas de visa de travail à leur arrivée et attendent plusieurs années pour rembourser la dette qu'ils ont contractée pour payer le voyage clandestin et obtenir un titre de séjour légal². Ensuite, ils se conforment au modèle de réussite véhiculé dans la diaspora consistant à devenir commerçant, « être patron ». S'ils sont généralement implantés dans quelques niches économiques – les secteurs des trois couteaux : restauration, textile et maroquinerie –, ils apprennent à diversifier leurs activités en ouvrant des commerces d'informatique

¹*Dongbei* signifie Nord-Est en mandarin.

²Il leur faut en moyenne entre cinq et dix ans en France pour rembourser la dette de voyage et obtenir des papiers.

ou des bars-tabac. L'importance de la population chinoise clandestine présente sur le territoire européen, ainsi que la rapidité de la réussite de certains parcours individuels – un simple clandestin peut se retrouver en moins de dix ans patron d'un commerce parisien – interrogent l'observateur extérieur sur le caractère légal du système économique des *Wenzhou* en Europe.

De fait, si leur organisation économique se situe principalement aux marges de la légalité, il semble que leur système d'organisation sociale soit le facteur principal d'explication de leur réussite. Par ailleurs, leur flexibilité et leur adaptabilité répondent à une demande du marché européen qui tolère leur présence. *Dès lors, dans quelle mesure la dynamique communautaire de la diaspora wenzhou est-elle acceptée par les sociétés d'accueil, réticentes à toute sorte d'irrégularité, étant donné la réussite économique des Chinois se fondant sur des activités irrégulières ?*

Cette réflexion repose sur un terrain réalisé, dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie, depuis trois ans en Île-de-France, dans la région de Wenzhou en Chine et dans la région de Florence en Italie. Cette enquête se compose d'une cinquantaine d'entretiens et d'observations participantes dans des familles et des entreprises, dans les différents pôles de la diaspora *wenzhou*.

Il s'agit dans un premier temps de décrire la spécificité de l'organisation sociale de la diaspora *wenzhou*, puis dans un deuxième temps, de comprendre la compétitivité de leur système économique. Enfin, dans un troisième temps, nous pourrions tenter de comprendre la tolérance des sociétés européennes vis-à-vis des irrégularités de la communauté chinoise.

Structuration sociale de la diaspora *wenzhou*

La structuration sociale des Chinois de Wenzhou en Europe semble être à l'origine de leur réussite économique. Tout d'abord, un espace social communautaire leur permet de mettre en place à l'étranger, une société quasi-autarcique, hiérarchisée et dans laquelle toutes les strates de la société y sont représentées. C'est dans cet espace de l'entre-soi que sont véhiculés les codes et les valeurs qui valorisent l'entrepreneuriat comme modèle de réussite. Puis, un fonctionnement en réseau est au fondement de la vie sociale, réseau dans lequel chaque membre est fortement lié et contraint. Le réseau est le support de la vie sociale et économique des *Wenzhou* en diaspora.

En premier lieu, l'espace social communautaire créé par les Chinois en diaspora offre aux nouveaux migrants, dans les différents pôles diasporiques, un lieu de première socialisation sécurisant car relativement connu. Cela étant, il ne sert pas uniquement aux nouveaux venus : il est entretenu, vécu, et apprécié par la très grande majorité de la population d'origine chinoise à l'étranger. En ce sens, le sas communautaire constitue *le* lieu dans lequel les *Wenzhou* créent un espace social de l'entre-soi. Il permet de répondre à la quasi totalité des besoins des migrants chinois dans le pays d'installation et offre à certains d'entre eux la possibilité de vivre pendant plusieurs années sans parler le moindre mot du pays d'accueil. Cet espace social se matérialise souvent dans un quartier où il devient possible de vivre presque comme en Chine. Il est entendu que les commerçants y parlent le chinois, voire même le dialecte de Wenzhou, on peut y acheter des produits alimentaires chinois, louer des films chinois, acheter de la musique chinoises, etc. Toutefois, l'espace social n'est pas

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

seulement formé par un lieu géographiquement déterminé, il est également une configuration d'échanges entre les acteurs, relatif aux relations sociales entretenues avec les compatriotes et aux lieux dans lesquels évoluent les migrants : de leur logement à leur travail, de la maison à la rue, etc. Par ailleurs, le lieu de l'entre-soi inclut également les Chinois non-*Wenzhou*. L'espace social communautaire des migrants chinois à l'étranger tente de reproduire la vie sociale et économique vécue en Chine. De par un ancrage relativement ancien, l'organisation de cet espace social est quasiment autarcique : il se suffit presque à lui-même. Il constitue le sas d'arrivée des nouveaux migrants mais possède une organisation interne fortement hiérarchisée.

Ainsi, le marché de l'emploi y est entièrement organisé. Étant donné le modèle de réussite économique véhiculé dans la diaspora *wenzhou*, les migrants cherchent à devenir entrepreneurs. C'est pourquoi, les patrons de petites entreprises sont extrêmement nombreux et emploient la quasi totalité de leurs employés dans le milieu chinois. Cependant, ces patrons ne sont pas les seuls à embaucher une main-d'œuvre chinoise. En effet, dans le secteur du textile, les patrons des ateliers de confection peuvent être également Turcs ou Français d'origine juive. Au regard des témoignages recueillis, leur main-d'œuvre est, quant à elle, entièrement chinoise. La confection de textile emploie une main-d'œuvre abondante, mais il existe de nombreux autres emplois pour la population chinoise : la vente, la cuisine, le service dans les restaurants, le bâtiment (essentiellement pour la rénovation des intérieurs), la coiffure, la manucure, le service à la personne (ménage, garde d'enfants ou de personnes âgées), etc. La majorité des magasins destine la vente de ses produits à une clientèle autant chinoise qu'autochtone, comme les épiceries et supermarchés, les restaurants, les bazars, les magasins d'informatique, etc. Certains d'entre eux sont même destinés à une clientèle uniquement autochtone comme les grossistes de textiles, de maroquinerie ou autres. Toutefois, il existe des commerces exclusivement destinés à la clientèle diasporique comme certains photographes qui proposent des services qui correspondent à une demande chinoise. Pour des commerçants résidant dans des petites villes de province où l'espace chinois est restreint, il peut être nécessaire de se rendre régulièrement dans une grande ville afin de se fournir en produits ethniques.

Dès lors, toute la vie économique des migrants peut être vécue dans un espace de l'entre-soi : du travail aux achats de la vie quotidienne, de la production à la vente. Par ailleurs, cet espace économique peut dépasser les frontières de l'espace national quand par exemple une partie de la production est réalisée à l'étranger. L'espace de l'entre-soi est alors transfrontalier.

En second lieu, un fonctionnement en réseau est au cœur de la vie sociale et économique de la diaspora *wenzhou*. Il sert de support à la vie des migrants à l'étranger et est entretenu grâce à un vaste système de dons.

L'entretien d'un réseau social est une pratique courante en Chine et est perçu comme un art ou une science (*guanxixue*). La relation sociale appelée *guanxi*, peut être définie comme « fondée sur une coordination d'intérêts particuliers, rationnellement et affectivement motivée en valeur comme en finalité, entre deux individus isolés ou une communauté d'individus, à partir du moment où ceux-ci se sont préalablement reconnus », c'est-à-dire qu'il existe en amont un échange de dons (Balme, 2004, p. 22). L'instrumentalisation d'un système de relations sociales n'est pas

un phénomène spécifiquement chinois mais elle constitue une part importante du fonctionnement social chinois.

Le *guanxi* est une relation d'échanges entre deux personnes ou deux groupes de personnes qui sont contraints par la pression sociale et par le bénéfice mutuel obtenu par cet échange. Dans une société où l'arbitraire fait souvent place à l'État de droit, comme cela est fréquemment le cas en Chine et pour une population migrante clandestine, s'appuyer sur un réseau de connaissances est indispensable pour vivre et réussir. Les *guanxi* sont sollicités à tous les moments de la vie. Il peut s'agir d'accueillir un migrant à l'étranger ou de lui trouver une route pour migrer, il s'agit fréquemment d'aider quelqu'un financièrement ou de l'aider à lever une tontine³. Il peut s'agir également d'accélérer une procédure administrative ou tout simplement de la réaliser. Dans ce dernier cas, les *guanxi* peuvent être assimilés à de la corruption, c'est d'ailleurs ce que tentent de véhiculer les autorités politiques en Chine mais, pour les Chinois, l'art des *guanxi* se fonde sur les sentiments humains (*renqing*) qui possèdent une dimension éthique (Yang, 1994, p. 63, p. 67). Quand un migrant souhaite aller faire du commerce en Italie, il trouve quelqu'un, par l'intermédiaire de son réseau, qui l'accueillera sur place et le mettra en contact avec les bonnes personnes. Sans le connaître directement, son hôte sur place lui offrira les conditions nécessaires à sa réussite. Mais, le migrant sera ensuite lui-même obligé de rendre le service rendu à son intermédiaire comme à son hôte italien. Les individus sont pris dans un filet de relations, tenus les uns aux autres par des obligations réciproques : d'un côté, elles leur permettent d'obtenir des biens et des services inaccessibles sans elles ; de l'autre, elles les contraignent fortement car il est pratiquement impossible de refuser. En ce sens, que cela soit accueillir un nouveau migrant ou aider financièrement quelqu'un, l'impossibilité de refuser met certains individus dans la difficulté : ils peuvent être obligés d'arrêter l'apprentissage du français pour travailler et accueillir un frère en France ou encore devoir emprunter de l'argent à un ami pour le prêter à un autre.

« The 'power of renqing' (renqing shili) or the pressure of its moral force is such that it is very difficult for a person to decline a request for help or fail to repay a debt of renqing. » (Yang, 1994, p. 69).

De qui et comment le réseau de *guanxi* est-il constitué ? Si la base du *guanxi* est la parenté, d'autres personnes peuvent appartenir à ce réseau à partir de la confiance acquise grâce aux points communs qui unissent deux individus. À cet égard, être originaire d'un même village, être allé à l'école ensemble, avoir partagé le voyage de la migration, etc., sont autant d'aspects qui permettent d'intégrer un individu à son réseau de *guanxi*. Aussi, les *guanxi* fondés sur la parenté ne sont-ils pas toujours majoritaires par rapport à ceux fondés sur l'amitié. Mais la terminologie de la parenté permet de nommer quasi entièrement le réseau de *guanxi* : des termes liés au statut familial viennent régulièrement remplacés les prénoms des individus. De fait, « l'art des *guanxi* au quotidien est une extension de l'éthique de parenté » (Balme, 2004, p.

³La tontine est un système de prêts dans lequel un individu emprunte de l'argent à un groupe d'au moins trente personnes. Il s'engage à rendre chaque mois une somme d'argent fixée à l'avance à tour de rôle à l'un des prêteurs, jusqu'à ce que chacun ait récupéré la somme prêtée avec des intérêts (pour plus de précisions voir par exemple : Yu-Sion, 1991 ; Pairault, 1995).

32). Étant donné l'importance de la famille chez les Chinois, famille qui est « le fondement de l'organisation de la vie sociale depuis deux millénaires » (Auguin, 2006, p. 104), le vocabulaire de la parenté appliqué au réseau de *guanxi* implique une analogie de comportements. Or, le sens de la famille donne le sens du devoir : « chacun, selon des degrés différents, engage la réputation des membres les plus importants au sein de la famille » (Hua et Thireau, 1996, p. 14-15). Les liens qui unissent les individus à leur réseau de *guanxi* sont donc fortement moraux, contraints par la pression sociale et le sens de l'honneur.

Le réseau de *guanxi* est constitué de plusieurs cercles autour de l'individu et de sa famille nucléaire, cette dernière n'appartenant pas véritablement au réseau. Le premier de ces cercles de relations est constitué par la famille élargie proche puis, le deuxième, par les amis proches, fortement assimilés au réseau familial, notamment à travers le vocabulaire. Le troisième cercle relationnel se compose du voisinage, puis de la famille éloignée. Enfin, un dernier cercle de relations est composé des amis d'amis. Dans tous les cas, les relations sont élaborées, entretenues ou engagées par un échange de dons préalable. Un vaste système de dons est ainsi mis en place pour développer et entretenir le réseau de *guanxi*. Les occasions de donner sont multiples mais relèvent majoritairement des événements importants du cycle de la vie, tels que les mariages, les naissances, les anniversaires des personnes âgées ou encore les funérailles. Lors de ces événements, des repas sont organisés durant lesquels les invités offrent des cadeaux, constitués essentiellement d'argent liquide offert dans des enveloppes rouges. Les sommes offertes sont très coûteuses pour les individus et peuvent varier entre quelques centaines à plusieurs milliers d'euros par famille. Par ailleurs, des cadeaux non monétaires, tels que des vêtements de marque ou des bouteilles de grands alcools, sont offerts pour engager une relation avec une personne n'appartenant pas directement au réseau (comme un ami d'amis), ou pour remercier une personne qui a rendu un service. Cependant, autant il est important de donner, autant il est mal vu de rendre, c'est pourquoi chaque échange doit être perçu comme un don. De fait, l'intérêt pour le donateur qui engage l'échange ne se situe pas tant dans le contre-don que dans *la relation* qui accompagne la transaction (Balme, 2004, p 41).

Finalement, les *Wenzhou* en diaspora vivent dans un espace économique et social de l'entre-soi dans lequel un fonctionnement en réseau permet aux migrants de développer des stratégies économiques efficaces. Le fonctionnement en réseau est particulièrement adapté à l'économie libérale contemporaine :

« Une structure sociale fondée sur des réseaux est un système très dynamique et ouvert, capable d'innover sans mettre en cause son équilibre. Les réseaux sont parfaitement appropriés à une économie de type capitaliste reposant sur l'innovation, la globalisation et la concentration décentralisée ; aux emplois aux travailleurs et aux entreprises reposant sur la flexibilité et l'adaptabilité » (Castells, 1998, p. 526-527).

L'organisation réticulaire de la diaspora *wenzhou* permet d'entrevoir un mode de fonctionnement informel permettant une organisation économique toujours située à la marge de la légalité.

Une organisation économique compétitive

Les migrants *Wenzhou* développent en Europe et dans de nombreuses régions d'immigration une organisation économique particulièrement compétitive dans laquelle le marché de l'emploi permet d'assurer du travail aux nouveaux arrivants, maintenant ainsi la nécessité d'un flux migratoire constant en provenance de Chine. Trois aspects principaux peuvent expliquer cette organisation économique. D'une part, le modèle de réussite au sein de la diaspora valorise la réussite monétaire et l'esprit entrepreneurial. D'autre part, le système social organisé en réseau constitue un appui indispensable au projet des migrants. Enfin, les entreprises fonctionnent sur un même schéma qui leur offrent des atouts indispensables pour accroître leur compétitivité.

En premier lieu, le projet migratoire des migrants repose sur un même modèle de réussite au sein de l'ensemble de la diaspora *wenzhou* : la réussite économique entrepreneuriale. Ce modèle s'appuie sur deux points principaux. Une part importante de l'identité de l'individu repose, premièrement, sur sa « face », c'est-à-dire « le degré de considération sociale dont [il] jouit au sein d'une communauté » (Hua et Thireau, 1996, p. 119). Alors même que la face est souvent le « bien le plus précieux » d'une personne, elle « n'est qu'un prêt que lui consent la société » et qui peut lui être retirée si elle ne s'en montre pas digne (Goffman, 1998, p. 13). Or, il existe un lien entre la face et les ressources matérielles possédées : « plus on est riche, plus on a de la face »⁴. D'ailleurs l'important c'est « montrer qu'on est riche. C'est pas gagner beaucoup d'argent, c'est montrer qu'on est riche. »⁵. Ce phénomène, associant le pouvoir monétaire au prestige social, existait en Chine avant l'arrivée des Communistes au pouvoir en 1949, néanmoins, la libéralisation de l'économie en cours depuis la fin des années soixante-dix à la suite d'une période de paupérisation généralisée, conduit à une forte monétarisation de la société : l'argent est érigé en valeur suprême. Il devient le critère principal d'obtention de la face et, ce d'autant plus que l'argent est devenu l'objet principal des dons échangés dans le jeu social de l'entretien des *guanxi*.

Deuxièmement, la réussite des *Wenzhou* repose principalement sur l'accomplissement d'un projet entrepreneurial. Les personnes de la région de Wenzhou ne veulent pas être ouvriers, ils souhaitent « être patron », synonyme de liberté et de richesse : « quand on est patron, on fait ce qu'on veut (*ziji xingdong*) »⁶. Ils commencent nécessairement par être ouvriers mais ils savent que c'est pour un temps court : le temps de rembourser leurs dettes et d'économiser suffisamment d'argent pour monter leur affaire. Ils savent « manger l'amertume » (*chiku*), c'est-à-dire endurer les épreuves pour réussir à devenir patron. C'est pourquoi, ils acceptent des conditions de travail très difficiles quand ils sont ouvriers : non seulement, ce ne sont pour eux que les souffrances d'un temps, mais en outre, ils les feront subir à leurs propres ouvriers quand ils seront eux-mêmes à la place du patron. Rares sont les individus qui refusent de se conformer à ce modèle d'ascension sociale. Si quelques jeunes

⁴Cela étant, même l'homme le plus pauvre possède un peu de face étant donné que les biens matériels doivent également s'accompagner de qualités morales.

⁵Extrait d'entretien réalisé avec un migrant originaire de la région de Wenzhou, en France (janvier 2006).

⁶Extrait d'entretien réalisé avec une femme de la région de Wenzhou, en Chine (septembre 2005).

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

expriment le désir de « vivre comme les Français »⁷, c'est-à-dire en étant salarié et en prenant des vacances, ils sont souvent rattrapés par la pression sociale et familiale qui les pousse à créer une entreprise.

L'esprit entrepreneurial est relativement courant en Chine, toutefois, la région de Wenzhou possède une « culture » particulière. En effet, dans cette région, dès le début des années soixante-dix, des paysans se lancent dans un commerce familial de petit taille (Zhang, 2001, p.51). La tradition manufacturière ancienne ressurgit rapidement et, grâce à une indépendance relative de la bureaucratie locale vis-à-vis de l'autorité centrale, l'économie de Wenzhou est rapidement relancée. Dès le début des années quatre-vingt, le taux de privatisation de l'économie est particulièrement élevé par rapport au reste de la Chine du fait de la tolérance d'une économie informelle normalement interdite (Tomba, 1999, p 280). C'est le début de ce qu'on va appeler *le modèle le Wenzhou*. Le modèle économique de Wenzhou repose sur un ensemble de facteurs qui prend sa source dans une tradition pré-communiste d'un entrepreneuriat familial de production manufacturière. Le changement est impulsé dans les années quatre-vingt, par un nombre important de paysans qui deviennent commerçants et prennent le leadership d'une économie en expansion (Zhang, 1989, p. 99). La production locale trouve des débouchés commerciaux grâce à une vieille tradition migratoire relancée : la majorité de la production de la région est vendue dans les provinces voisines du Zhejiang, à travers toute la Chine et dans plusieurs régions du monde (Zhang, 1989, p. 99) grâce à des émigrés-commerçants qui se répandent à travers le pays et le monde.

Aussi, la vitalité économique des *Wenzhou* en diaspora prend-elle sa source dans un modèle de réussite fondée sur le gain monétaire et un esprit d'entreprise.

En deuxième lieu, la forme du lien social fondée sur le réseau de *guanxi* est la base du système économique des Chinois en France et ce pour trois raisons essentielles. La première raison est que le réseau de *guanxi* permet de financer les projets entrepreneuriaux grâce à l'entraide financière facilement mobilisable. En effet, les migrants peuvent en peu de temps rassembler une somme importante d'argent pour investir dans le capital de départ du commerce grâce à deux systèmes d'entraide parallèles. L'un d'eux consiste à réunir quelques dizaines d'amis ou de membres de la famille pour lever une tontine. Cela permet de réunir plusieurs milliers d'euros. Le second système n'est pas aussi bien organisé, mais permet de rassembler autant d'argent si ce n'est plus. Il consiste simplement à emprunter de l'argent aux amis et à la famille. Une personne demande personnellement à un proche de lui prêter de l'argent. Ce prêt d'argent gratuit est généralement remboursé dans les quelques mois qui suivent le prêt. Ce système d'emprunt est très fréquent dans la communauté *wenzhou*, étant donné qu'il n'est pas mobilisé uniquement pour emprunter des sommes importantes. À cet égard, de nombreuses occasions peuvent obliger une personne à emprunter de l'argent, y compris participer à un mariage pour lequel le don offert peut dépasser la valeur du salaire mensuel d'un migrant. Aussi, les migrants prêtent-ils et empruntent-ils de l'argent de façon très fréquente, à tel point qu'il m'a été pour l'instant impossible de trouver une personne qui, au moment de l'entretien, ne doive pas de l'argent, ou à qui l'on ne doive pas de l'argent ou même très fréquemment qui se trouve

⁷Extrait d'entretien avec une jeune femme de 22 ans, en France depuis 5 ans (juillet 2007)

dans les deux positions. Dès lors, la richesse de la communauté repose sur une importante circulation de l'argent qui offre aux individus les opportunités pour réaliser leur projet : migrer d'une part, devenir patron, d'autre part.

Deuxième raison de l'importance du réseau de relations : il constitue un point d'appui afin de mobiliser une clientèle et de bénéficier des meilleurs tarifs de fournisseurs. En ce sens, les entreprises d'import-export de textile s'appuient sur leur réseau de connaissances pour se fournir en Chine ou dans les ateliers tenus par des Chinois en Europe. Enfin, troisième raison : le réseau de *guanxi* permet de fournir une main-d'œuvre clandestine abondante. En effet, quand l'entreprise a besoin d'une importante main-d'œuvre, comme c'est le cas pour des ateliers de confection ou des restaurants, les *Wenzhou* font appel à une main-d'œuvre en partie clandestine qui leur coûte moins chère. Cette main-d'œuvre peut être recrutée par petites annonces⁸ ou, plus fréquemment grâce au réseau de connaissances. Cependant, ce dernier peut parfois devenir contraignant quand le patron n'a pas besoin de main-d'œuvre mais que son lien avec un *guanxi* le contraint à fournir du travail à un nouvel arrivant.

La forme de la sociabilité des migrants *wenzhou* en diaspora leur offre de nombreuses opportunités économiques afin de réaliser leur projet entrepreneurial. Cette forme de lien social qui prend un caractère officieux, ne s'encombre pas toujours de la législation en cours dans le pays d'accueil.

En dernier lieu, les entreprises fonctionnent sur un même schéma qui leur offrent des atouts indispensables en vue d'accroître leur compétitivité. Le sociologue chinois Wang Chunguang, dans son étude sur les *Wenzhou* de Paris, explique qu'il existe quatre atouts principaux expliquant la réussite de ces migrants (2000, p. 167). Tout d'abord, les *Wenzhou* ne comptent pas leurs heures de travail. Les ouvriers de la confection travaillent plus de dix heures par jour et de nombreux témoignages évoquent des journées de quinze heures. Les patrons ne ménagent pas non plus leur peine et nombre d'entre eux ne prennent pas de jours de repos ni de vacances. Par conséquent, dans les périodes de forte demande, les entreprises chinoises sont réactives et répondent facilement à la demande de flexibilité imposée par le marché. Deuxième atout, la main-d'œuvre est bon-marché. En effet, les salaires pratiqués dans le milieu chinois sont relativement faibles. En ce sens, les travailleurs dans la confection sont payés à la pièce et ne comptent pas leurs heures travaillées. Par ailleurs, quand un ouvrier travaille à l'heure, comme dans la restauration, une grande partie de ses heures n'est pas déclarée. D'un côté, une part importante des salariés est clandestine et ne peut être déclarée. De l'autre, les travailleurs légaux ne sont déclarés que sur une partie des heures effectuées. Ainsi, un migrant témoigne travailler plus de cinquante heures et n'être déclaré que trente-cinq heures payé au SMIC. Si sa fiche de paye affiche le SMIC, son salaire véritable atteint plus de 2000 euros par mois⁹. Ensuite, le troisième atout de l'économie des migrants chinois de la diaspora est la faiblesse des coûts de gestion grâce à une organisation familiale de l'entreprise. Précisons que le projet migratoire des individus s'inscrit dans un projet familial d'enrichissement économique. Si les membres de la famille migrent rarement tous

⁸Les Chinois utilisent la spécificité de leur langue, difficile à maîtriser pour les autochtones, afin de faire passer des annonces proposant des services ou des emplois irréguliers : que cela soit dans la rue, sur la devanture de leur magasin ou encore dans les journaux de la communauté.

⁹Entretien réalisé avec un migrant *wenzhou* habitant en France, en vacances en Chine (juin 2005)

ensemble du fait du coût important du voyage, ils se rejoignent en quelques années et adoptent une stratégie commune. Ici, on entend par famille, la famille nucléaire comprenant les parents, les enfants et parfois les grands-parents. Une fois les dettes de passage remboursées et les visas de travail obtenus, les familles montent une entreprise en incluant tous ses membres. Les enfants sont envoyés à l'école pour apprendre la langue du pays d'accueil et participer à l'économie familiale en étant chargé de remplir les formalités administratives et de s'adresser aux clients autochtones. Ainsi, les longues journées de travail des membres de la famille ne sont pas rémunérées par un travail déclaré, réduisant considérablement les coûts de gestion de l'entreprise. Enfin, dernier atout mis en évidence par Wang Chunguang, les *Wenzhou* n'innovent pas mais imitent en suivant de près les changements du marché. Ils n'investissent pas dans l'innovation, ce qui constitue une part importante du budget des entreprises contemporaines. En revanche, ils sont très réactifs vis-à-vis des changements et imitent leurs concurrents en offrant des prix très intéressants. Par ailleurs, ajoutons un cinquième atout qui est la faiblesse des marges pratiquées. Les produits sont vendus avec une marge réduite : les *Wenzhou* qui ne comptent pas leur heures de travail, misent sur la quantité vendue, grâce aux prix pratiqués qui défient ainsi toute concurrence.

Par conséquent, les entreprises chinoises s'appuyant sur un mode de fonctionnement particulièrement efficace, offrent une compétitivité qui est leur gage de réussite.

Au total, l'organisation économique des migrants *wenzhou* fondée sur une culture entrepreneuriale, assure sa réussite grâce à un fonctionnement social en réseau et à une culture de travail informel. Se situant aux marges de la légalité en terme de législation du travail, ils réussissent grâce à un fonctionnement social propre à développer une économie efficace et très compétitive sur un marché globalisé.

Le dilemme des sociétés d'accueil

La diaspora chinoise est insérée dans un marché économique européen dont elle a su profiter pour prospérer. Dans toutes les grandes villes d'Europe, les Chinois de Wenzhou ont ouvert des restaurants, offrant aux autochtones l'exotisme extrême-oriental. Les migrants *wenzhou* investissent également les pays du Sud et de l'Est de l'Europe pour développer un marché de produits bon marché : essentiellement dans le textile et la maroquinerie, ils étendent leur marché à la bijouterie, quincaillerie, lunetterie, etc. De fait, deux systèmes politiques différents se côtoient en Europe. D'un côté, les pays du Nord de l'Europe, du fait d'un « corporatisme sociétal » (Baudouin, 1998, p. 294) dans lequel les syndicats de travailleurs sont puissants, tolèrent mal les pratiques irrégulières sur leur marché du travail, laissant peu de place au développement d'une immigration clandestine. De l'autre, le Sud et l'Est appartiennent à cette catégorie de pays dans laquelle la flexibilité des migrants chinois et leur « disponibilité à évoluer dans l'économie souterraine » sont des atouts appréciés (Ceccagno, 2003, p. 138). On y observe un « dédoublement du marché du travail national » qui offre aux immigrés une place importante dans le pays d'accueil (Thunø, 2003, pp. 84-85). Ce dédoublement oppose le travail qualifié au travail peu qualifié,

peu rémunéré et pénible réservé aux migrants. La France se situe à la charnière entre une politique protectionniste et fermée à l'immigration et des pratiques plus souples qui laissent dans une certaine mesure, une économie souterraine se développer.

En premier lieu, la Chine et les migrants chinois sont perçus comme une menace pour l'économie française. D'un côté, le géant chinois inspire une crainte du fait de l'immensité de sa population. De l'autre la France affiche une volonté de protéger son économie et de lutter contre le travail au noir et l'immigration clandestine.

Tout d'abord, la France perçoit le géant chinois comme une menace pour son économie. En ce sens, la levée des quotas de textile en janvier 2005 effraie l'Europe et la France qui ont peur d'être envahies par les produits chinois. Cet événement s'inscrit dans un contexte où la mondialisation s'accompagne de la délocalisation des entreprises de main-d'œuvre. La Chine, de par l'importance de sa démographie, apparaît comme l'un des pays gagnants sur le plan économique mondial. La diaspora chinoise profite de ses liens avec la mère-patrie pour y faire des affaires et développer un important commerce d'import-export. Ce commerce lui permet de proposer des prix défiant toute concurrence et les Chinois réussissent à s'imposer sur de nombreux marchés internes, notamment celui de la vente de textile de gros.

Puis, la France affiche une volonté de lutter contre le travail au noir. Néanmoins, contrairement au pays du nord de l'Europe, il existe une certaine tolérance du travail clandestin en France. De fait, l'inspection du travail est dotée de très faibles moyens pour lutter efficacement contre les pratiques illégales et si certains ateliers de confection sont démantelés, les donneurs d'ordre ne sont quasiment jamais inquiétés. Il n'existe plus aujourd'hui de grands ateliers clandestins tels qu'on pouvait en voir dans les années quatre-vingt ou quatre-vingt-dix : les patrons préfèrent des petites structures plus difficilement repérables ou faire travailler les personnes à domicile. Dans les petits ateliers, certaines personnes ont des papiers, tandis que d'autres présentent de fausses identités aux inspecteurs. Cependant, la lutte contre le travail au noir semble relativement peu efficace : une migrante clandestine reconnaît travailler avec le même patron après un démantèlement de son atelier, il a juste payé l'amende et changé son adresse¹⁰.

Enfin, la France affiche une volonté de lutter contre l'immigration clandestine, mais là encore les pratiques sont ambivalentes. Le gouvernement annonce depuis quelques années les quotas d'expulsions à exécuter, mais dans le même temps, l'arbitraire domine dans les arrestations et les libérations des clandestins arrêtés. Ainsi, quand ces derniers se retrouvent en cellule de rétention, des célibataires peuvent être relâchés et des pères de famille expulsés. Les associations d'aide aux migrants¹¹ sont débordées par les recours judiciaires déposés à la suite de demandes de régularisations refusées¹² et par les demandes d'aide suite à une arrestation. Il y a donc bel et bien une volonté politique de lutter contre la présence des clandestins, mais le manque de clarté et de règles dans les décisions prises entretient pour de nombreux migrants l'espoir d'une régularisation possible. Les candidats à l'émigration, dans la

¹⁰Entretien réalisé avec une migrante originaire de Wenzhou, en France (juin 2007)

¹¹C'est notamment le cas de l'association franco-chinoise Pierre Ducerf, située dans le III^e arrondissement de Paris et dans laquelle une observation participante est menée depuis quatre ans.

¹²A la suite de la circulaire Sarkozy en juin 2006 qui offrait la possibilité de régulariser des familles dont les enfants étaient scolarisés, de nombreux dossiers ont été refusés sans que les raisons soient claires et des centaines de recours ont été déposés durant l'année scolaire 2006-2007.

région de Wenzhou, ont pour la plupart, connaissance des expulsions qui ont lieu en France. D'ailleurs, beaucoup souhaitent migrer vers un pays plus souple en matière de politique migratoire, comme l'Espagne ou l'Italie. Pour autant, un certain nombre d'entre eux n'ont pas de réseau de connaissances dans d'autres pays et les nouveaux arrivants continuent d'espérer obtenir une régularisation après quelques années passées sur le sol français. Par ailleurs, il arrive que les autorités françaises expulsent un père de famille, laissant femme et enfants en bas âge en France : systématiquement le père revient quelques mois plus tard, un peu plus endetté et précarisé. Par conséquent, la lutte de l'État français contre l'immigration clandestine est une donnée que les migrants prennent en compte dans le risque du pari migratoire. La diaspora s'organise : des informations circulent sur les législations des différents pays ou sur les possibilités d'obtenir une régularisation.

En second lieu, la France est ambivalente vis-à-vis de l'économie prospère de la diaspora chinoise. Si elle lutte contre l'immigration, elle valorise dans le même temps la réussite des migrants chinois et voit la communauté chinoise comme un pont avec le géant économique qu'est en train de devenir la Chine

D'une part, la diaspora chinoise fait l'objet d'une reconnaissance indéniable de la part des autorités françaises. Le Nouvel An chinois est l'objet chaque année d'une reconnaissance de la communauté chinoise par la société à travers, notamment, ses représentants politiques. En plus des dizaines de milliers de personnes qui viennent chaque année assister aux festivités de l'entrée dans la nouvelle année lunaire organisées par les associations chinoises, les autorités politiques invitent les représentants de la communauté dans les locaux de la ville. À ce titre, le président de la République invite chaque année les représentants de la communauté au palais de l'Élysée pour leur souhaiter ses bons vœux. De plus, leur accueil par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, à l'Hôtel de ville est à la mesure de leur poids économique dans le paysage parisien. Conscient de leur dynamisme économique, il les exhorte à « donner cet esprit d'entreprise »¹³ à la première ville française (Auguin, 2004, p. 83). Les élus du XIII^e arrondissement reconnaissent également la communauté chinoise de leur quartier en organisant chaque année les vœux collectifs, traditionnels en Chine, au sein même de la mairie. Cette reconnaissance accordée par les autorités françaises met en valeur la capacité d'intégration de la communauté chinoise reposant sur « leur utilité sociale et économique » (Ma Mung, 2000, p. 153).

D'autre part, pour les autorités françaises, les Chinois de France jouent le rôle d'interface diplomatique entre la France et la Chine. Le marché chinois étant économiquement prometteur, mais cependant difficile à pénétrer pour des entreprises occidentales, les alliés français d'origine chinoise sont alors un atout important pour la France. Les Chinois d'outre-mer peuvent, grâce à leur connaissance de la culture et de la langue de leur pays d'origine, offrir des opportunités aux entreprises qui cherchent à les recruter pour développer leur marché vers la Chine. Cette immigration apparaît donc également comme une opportunité économique indéniable.

Par conséquent, les sociétés d'accueil produisent un discours et agissent selon des pratiques ambivalentes et contradictoires face à la diaspora chinoise et à ses pratiques

¹³Propos recueillis à l'occasion du discours du maire de Paris, Bertrand Delanoë, lors du cocktail offert pour le Nouvel An chinois le 15 février 2003.

économiques. Comment expliquer ces contradictions vis-à-vis de cette population migrante ? De fait, face aux enjeux économiques auxquels les États européens sont confrontés dans le jeu de la mondialisation, l'immigration chinoise les place devant un nécessaire « arrangement » conduisant à une politique « du moindre mal » (Nachi, 2006, p. 203). En effet, dans sa réflexion sur l'engendrement et l'avortement, Luc Boltanski tente de déterminer comment les sociétés réussissent à tolérer un fait qui ne peut être légitimé publiquement. Or, comme pour l'avortement, en matière de politique migratoire, il est aussi question de vie et de présence d'êtres humains sur un territoire : qui la société tolère-t-elle sur son sol, qui a le droit de vivre en France et en Europe, quelles personnes sont acceptées par un État souverain ? C'est donc face à un dilemme que se trouvent les démocraties occidentales : d'un côté, elles ne peuvent selon elles, « accueillir toute la misère du monde », et ce d'autant plus que les partis d'extrême-droite qui prônent une immigration zéro élargissent considérablement leur électorat depuis vingt ans ; de l'autre, elles sont confrontées à des êtres humains qui vivent et travaillent sur leur sol : elles ne peuvent pas appliquer strictement des lois sans prendre en compte la détresse de ces populations. Au fond, le dilemme est le suivant pour les démocraties : soit elles mettent en œuvre strictement le droit de l'immigration mais le coût humain, économique et politique est alors considérable pour des pays se réclamant être des États de droit ; soit elles accueillent toutes les vagues migratoires, mais le coût social et politique est considérable pour les responsables politiques préoccupés par leur réélection. Par ailleurs, alors que l'économie européenne a dû mal à faire face au défi de la mondialisation, les migrants, et en particulier la diaspora chinoise, apporte un dynamisme indéniable à l'économie de ces pays.

Dès lors, la France affiche une politique ferme vis-à-vis de l'immigration et du travail clandestin pour satisfaire à un électorat craintif mais elle ne peut, en pratique, se permettre d'appliquer strictement cette politique. De fait, « le moindre mal est un mal considéré en termes de 'casuistique', jugeant au cas par cas des questions difficiles de manière à établir un ordre préférentiel entre elles » (Nachi, 2006, p. 203). C'est pourquoi, les décisions d'expulsion ou de régularisation sont prises au cas par cas, sans que des règles strictes ne régissent la prise de décision ; c'est pourquoi, l'inspection du travail peut décider de fermer un atelier clandestin et d'expulser son patron ou de le laisser partir avec une amende. Dans tous les cas, la publicité autour de ces affaires est restreinte au minimum car « un mal, même s'il est tenu pour moins grand qu'un autre mal qu'il permet d'éviter, n'en reste pas moins un mal, en sorte qu'il est difficile de s'en réclamer publiquement comme on le ferait d'un bien. » (Boltanski, 2004, p. 316). Quand une expulsion est médiatisée, l'opinion publique se divise de telle sorte qu'aucune solution n'apparaît légitime et les issues sont rarement rapportées au public : d'une certaine façon, la société « ferme les yeux » (Boltanski, 2004, p. 317).

Finalement, les sociétés d'accueil sont obligées d'opérer des arrangements face au défi que leur posent les flux migratoires : la dynamique économique que les migrants apportent doit composer avec l'opacité de pratiques qui se trouvent régulièrement aux frontières de la légalité.

Conclusion

Au total, cet article permet de mieux appréhender les pratiques irrégulières et officieuses au cœur de la dynamique économique des migrants chinois en Europe. La structuration sociale de la communauté qui fonctionne essentiellement en réseau informel offre des atouts importants à la réussite des projets migratoires des familles migrantes. En répondant au modèle de réussite d'ascension sociale véhiculé au sein de la diaspora, les migrants cherchent à créer une entreprise, « devenir patron », et gagner de l'argent afin de participer aux échanges et entretenir leur réseau social. Le réseau est ensuite le support indispensable à la vie sociale et économique des individus à l'étranger. Le succès économique est en grande partie assurée par l'aspect informel, officieux, caché et souterrain de l'organisation communautaire.

Cependant, cela est rendu possible uniquement grâce au fait que les sociétés d'accueil « ferment les yeux » aux pratiques irrégulières des migrants. La diaspora chinoise développe une économie réticulaire et met en œuvre des « arrangements » avec les sociétés d'accueil. Les arrangements que font les sociétés d'accueil sont le résultat d'un dilemme qui les écarte entre d'un côté les impératifs politiques, et de l'autre, les nécessités humaines et économiques. Les sociétés d'accueil ne se soumettent pas à des compromis qui seraient critiquables, nécessiteraient une justification, seraient d'ordre public et durables. *A contrario*, les arrangements qu'elles font ne sont ni critiquables, ni justifiables étant donné qu'ils ne sont jamais publiques ou durables. Ces « convenances réciproques » implicites (Nachi, 2006, pp. 183-184) permettent à la diaspora chinoise de développer des activités économiques dynamiques et aux sociétés d'accueil d'accepter des irrégularités normalement intolérables.

Au fond, ce qui se joue derrière ces arrangements fondés sur des activités irrégulières, sont deux conceptions de l'économie : la première, capitaliste et occidentale intéresse les sociétés d'accueil car elles en tirent des profits et des bénéfices, l'économie capitaliste fondant ces sociétés. La seconde conception, celle de la diaspora *wenzhou*, ne consiste pas en la recherche du profit ou du gain capitalistique. Paradoxalement, la volonté d'enrichissement économique des Chinois en diaspora est l'obtention d'un capital symbolique : la face. Le gain de face, finalité des migrants, passe par la réussite économique étant donné que l'objet des dons et échanges au sein du réseau social et communautaire est l'argent, érigé en valeur suprême. Si les deux parties réussissent à créer un arrangement réciproque sur une base économique, c'est paradoxalement sur des visions bien différentes de l'économie : une économie capitaliste pour les sociétés européennes, une *économie de la face* pour les migrants *wenzhou*.

BIBLIOGRAPHIE

AUGUIN Estelle, 2006, « Famille », dans *Dictionnaire de la Chine Contemporaine*, sous la direction de SANJUAN Thierry, Paris, Armand Colin, p.104-105.

- AUGUIN Estelle, 2004, « Le Nouvel An chinois à Paris : théâtre d'économies ethniques », dans *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 20, n°3, pp. 75-87.
- BALME Stéphanie, 2004, *Entre soi. L'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, Paris, Fayard, 474 p.
- BAUDOIN Jean, 1998, *Introduction à la sociologie politique*, Paris, Éditions du Seuil, 331 p.
- BEITONE Alain, DOLLO Christine, GUIDONI Jean-Pierre, LEGARDEZ Alain, 1991, *Dictionnaire des sciences économiques*, Paris, Armand Colin, 354 p.
- BOLTANSKI Luc, 2004, *La condition fœtale. Une sociologie de l'engendrement et de l'avortement*, Paris, Gallimard, 424 p.
- CASTELLS Manuel, 1998, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 613 p. [première édition originale : 1996].
- CECCAGNO Antonella, 2003, « Les nouveaux migrants chinois en Italie », *Migrations Société*, vol. 15, n°89, pp. 135-150.
- GOFFMAN Erving, 1998, *Les rites d'interactions*, Paris, Les Éditions de Minuit, 231 p., [première édition : 1974].
- HUA Linshan, THIREAU Isabelle, 1996, *Enquête sociologique sur la Chine. 1911-1949*, Paris, PUF.
- MA MUNG Emmanuel, 2000, *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Paris, Éditions Ophrys, 176 p.
- NACHI Mohamed, 2006, *Introduction à la sociologie pragmatique*, Paris, Armand Colin, 224 p.
- PAIRAULT Thierry, 1995, *L'intégration silencieuse : la petite entreprise chinoise en France*, Paris, L'Harmattan, 250 p.
- POISSON Véronique, 2005, « Les grandes étapes de cent ans d'histoire migratoire entre la Chine et la France » dans *Hommes&Migrations*, n°1254, pp. 6-17.
- THUNØ Mette, 2003, « Les migrants chinois au Danemark : contourner l'État-providence réglementé », dans *Migrations Société*, vol.15, n°89, pp. 65-88.
- TOMBA Luigi, 1999, « Exporting the 'Wenzhou Model' to Beijing and Florence : Suggestions for a Comparative Perspective on Labour and Economic Organization in Two Migrant Communities », dans *Internal and International Migration. Chinese Perspectives*, sous la direction de PIEKE Frank N., MALLE Hein, Surrey, Curzon Press., pp. 280-294.
- TROLLIET Pierre, 2000, *La diaspora chinoise*, Paris, PUF, 128 p., [première édition : 1994].
- WANG Chunguang, 2000, *Bali de Wenzhouren*, Nanchang, Jiangxi Renmin chubanshe, 332 p.

Travailleur migrant dans les activités illégales : de l'exploitation à la stratégie
Labour Migrant in Illegal Activities : from Exploitation to Strategy

YANG Mayfair Mei-Hui, 1994, *Gifts, Favors and Banquets. The Art of Social Relationships in China*, Ithaca (New York), Cornell University Press, 370 p.

YU-SION Live, 1991, *La diaspora chinoise en France : immigration, activités économiques, pratiques socio-culturelles*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS, 2 volumes.

ZHANG Lin, 1989, « Developing the commodity economy in the rural areas », dans *Market forces in China. Competition and small business : The Wenzhou debate*, sous la direction de NOLAN Peter, DONG Fureng, London and New Jersey, Zed books Ltd., p. 97-107.